

Dossier de Diagnostics Techniques

Numéro de dossier : DAB-2021-06-9944-MCO

Date du repérage : 02/07/2021

Cette page de synthèse ne peut en aucun cas être annexée à un acte ou utilisée indépendamment du rapport d'expertise complet correspondant.



Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :

Département : ... **Dordogne**

Adresse : **Route de la Tache**

LE PEYROU

Commune : **24250 Groléjac (France)**

Section cadastrale A, Parcelle numéro 1909, A 22,

Type de bien : **Maison**

Lots rattachés : Cave , Garage ,

Terrain , Autre :

Désignation et situation du ou des lots de copropriété :

Périmètre de repérage :

Ensemble de la propriété

Désignation du propriétaire

Désignation du client :

Nom et prénom : **M. Georges DUMONT**

Adresse : **Route de la Tache**

LE PEYROU

24250 Groléjac (France)

| | Prestations | Conclusion |
|---|--------------|--|
|  | CREP | Lors de la présente mission il a été mis en évidence la présence de revêtements contenant du plomb au-delà des seuils en vigueur. |
|  | Amiante | Dans le cadre de la mission, il n'a pas été repéré de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante. |
|  | Etat Termite | Il n'a pas été repéré d'indice d'infestation de termites. |
|  | Gaz | L'installation comporte des anomalies de type A2 qui devront être réparées dans les meilleurs délais. |
|  | Électricité | L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies pour laquelle ou lesquelles il est vivement recommandé d'agir afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt). |
|  | ERP | Le bien n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques naturels Le bien n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques miniers Le bien n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques technologiques Zone sismique définie en zone 1 selon la réglementation parasismique 2011 ENSA : L'immeuble n'est pas concerné par un plan d'exposition aux bruits ENSA : Aucune nuisance aérienne n'a été identifiée sur le bien |

Attestation sur l'honneur

Je soussigné, **Fabrice OLLIVE**, gérant de la société **DIAG AGENCES** atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard de l'article L.271-6 du Code de la Construction, à savoir :

- Disposer des techniciens ayant les compétences requises pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier, ainsi qu'en atteste les certifications de compétences en fin de chaque rapport.
- Avoir souscrit à une assurance (AXA n° 10068975804 valable jusqu'au 31/12/2021) permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de ma responsabilité en raison de mes interventions.
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il m'est demandé d'établir les états, constats et diagnostics composant le dossier.
- Disposer d'une organisation et des moyens (en matériel et en personnel) appropriés pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier.

Fait à **CANEJAN**, le **02/07/2021**

Fabrice OLLIVE, Gérant :

BATIS'GROUP (SARL Batis'Invest)
1, rue des Eglantines
44119 Granchamps des Fontaines
Tél. 02 28 25 08 39 | factrel@batis.group
N° TVA FR 66 121 233 970
SIRET 821 233 970 00010 - APE 6420Z

Article L271-6 du Code de la Construction et de l'habitation

« Les documents prévus aux 1° à 4° et au 6° de l'article L. 271-4 sont établis par une personne présentant des garanties de compétence et disposant d'une organisation et de moyens appropriés. Cette personne est tenue de souscrire une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions. Elle ne doit avoir aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à elle, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir l'un des documents mentionnés au premier alinéa. Un décret en Conseil d'Etat définit les conditions et modalités d'application du présent article. »

Article L271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation

« Lorsque le propriétaire charge une personne d'établir un dossier de diagnostic technique, celle-ci lui remet un document par lequel elle atteste sur l'honneur qu'elle est en situation régulière au regard des articles L.271-6 et qu'elle dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier. »

Constat de risque d'exposition au plomb CREP

Numéro de dossier : DAB-2021-06-9944-MCO
 Norme méthodologique employée : AFNOR NF X46-030
 Arrêté d'application : Arrêté du 19 août 2011
 Date du repérage : 02/07/2021

| Adresse du bien immobilier |
|--|
| <i>Localisation du ou des bâtiments :</i> Département : ... Dordogne Adresse : Route de la Tache LE PEYROU Commune : 24250 Groléjac (France) Section cadastrale A, Parcelle numéro 1909, A 22, Désignation et situation du ou des lots de copropriété : |

| Donneur d'ordre / Propriétaire : |
|---|
| Donneur d'ordre : M. Georges DUMONT Route de la Tache LE PEYROU 24250 Groléjac (France) Propriétaire : M. Georges DUMONT Route de la Tache LE PEYROU 24250 Groléjac (France) |

| Le CREP suivant concerne : | | | |
|--|------------------------------------|--------------------------|---|
| X | Les parties privatives | X | Avant la vente |
| | Les parties occupées | | Avant la mise en location |
| | Les parties communes d'un immeuble | | Avant travaux <i>N.B. : Les travaux visés sont définis dans l'arrêté du 19 août 2011 relatif aux travaux en parties communes nécessitant l'établissement d'un CREP</i> |
| L'occupant est : | | Le propriétaire | |
| Nom de l'occupant, si différent du propriétaire | | M. Georges DUMONT | |
| Présence et nombre d'enfants mineurs, dont des enfants de moins de 6 ans | | NON | Nombre total : |
| | | | Nombre d'enfants de moins de 6 ans : |

| Société réalisant le constat | |
|---------------------------------------|--------------------------------------|
| Nom et prénom de l'auteur du constat | COSTES Morgan |
| N° de certificat de certification | C2976^{ie} 18/12/2018 |
| Nom de l'organisme de certification | LCC QUALIXPERT |
| Organisme d'assurance professionnelle | AXA |
| N° de contrat d'assurance | 10068975804 |
| Date de validité : | 31/12/2021 |

| Appareil utilisé | |
|--|----------------------------|
| Nom du fabricant de l'appareil | RMD Instruments |
| Modèle de l'appareil / N° de série de l'appareil | Protec LPA 1 / 2845 |
| Nature du radionucléide | CO57 |
| Date du dernier chargement de la source | 19/09/2017 00:00:00 |
| Activité à cette date et durée de vie de la source | 444MBq |

| Conclusion des mesures de concentration en plomb | | | | | | |
|--|-------|--------------|----------|----------|----------|----------|
| | Total | Non mesurées | Classe 0 | Classe 1 | Classe 2 | Classe 3 |
| Nombre d'unités de diagnostic | 270 | 128 | 142 | 0 | 0 | 0 |
| % | 100 | 47 % | 53 % | 0 % | 0 % | 0 % |

| | |
|---|---|
| Ce Constat de Risque d'Exposition au Plomb a été rédigé par COSTES Morgan le 02/07/2021 conformément à la norme NF X46-030 «Diagnostic plomb — Protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb» et en application de l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb. |  |
|---|---|

Lors de la présente mission il n'a pas été repéré de revêtements contenant du plomb au-delà des seuils en vigueur.

Sommaire

| | |
|---|-----------|
| 1. Rappel de la commande et des références réglementaires | 3 |
| 2. Renseignements complémentaires concernant la mission | 3 |
| 2.2 <i>Le laboratoire d'analyse éventuel</i> | 4 |
| 2.3 <i>Le bien objet de la mission</i> | 4 |
| 3. Méthodologie employée | 5 |
| 3.1 <i>Valeur de référence utilisée pour la mesure du plomb par fluorescence X</i> | 5 |
| 3.2 <i>Stratégie de mesurage</i> | 5 |
| 3.3 <i>Recours à l'analyse chimique du plomb par un laboratoire</i> | 5 |
| 4. Présentation des résultats | 6 |
| 5. Résultats des mesures | 7 |
| 6. Conclusion | 14 |
| 6.1 <i>Classement des unités de diagnostic</i> | 14 |
| 6.2 <i>Recommandations au propriétaire</i> | 14 |
| 6.3 <i>Commentaires</i> | 14 |
| 6.4 <i>Situations de risque de saturnisme infantile et de dégradation du bâti</i> | 15 |
| 6.5 <i>Transmission du constat à l'agence régionale de santé</i> | 15 |
| 7. Obligations d'informations pour les propriétaires | 16 |
| 8. Information sur les principales réglementations et recommandations en matière d'exposition au plomb | 16 |
| 8.1 <i>Textes de référence</i> | 16 |
| 8.2 <i>Ressources documentaires</i> | 17 |
| 9. Annexes | 18 |
| 9.1 <i>Notice d'Information</i> | 18 |
| 9.2 <i>Croquis</i> | 19 |
| 9.3 <i>Analyses chimiques du laboratoire</i> | 20 |

Nombre de pages de rapport : 22

Liste des documents annexes :

- Notice d'information (2 pages)
- Croquis
- Rapport d'analyses chimiques en laboratoire, le cas échéant.

Nombre de pages d'annexes : 5

1. Rappel de la commande et des références réglementaires

Rappel du cadre réglementaire et des objectifs du CREP

Le constat de risque d'exposition au plomb (CREP), défini par les articles L.1334-5 à 10 code de la santé publique et R 1334-10 à 12, consiste à mesurer la concentration en plomb des revêtements du bien immobilier, afin d'identifier ceux contenant du plomb, qu'ils soient dégradés ou non, à décrire leur état de conservation et à repérer, le cas échéant, les situations de risque de saturnisme infantile ou de dégradation du bâti.

Les résultats du CREP doivent permettre de connaître non seulement le risque immédiat lié à la présence de revêtements dégradés contenant du plomb (qui génèrent spontanément des poussières ou des écailles pouvant être ingérées par un enfant), mais aussi le risque potentiel lié à la présence de revêtements en bon état contenant du plomb (encore non accessible).

Quand le CREP est réalisé en application des Articles L.1334-6 et L.1334-7, il porte uniquement sur les revêtements privatifs d'un logement, y compris les revêtements extérieurs au logement (volet, portail, grille, ...)

Quand le CREP est réalisé en application de l'Article L.1334-8, seuls les revêtements des parties communes sont concernés (sans omettre, par exemple, la partie extérieure de la porte palière).

La recherche de canalisations en plomb ne fait pas partie du champ d'application du CREP.

Si le bien immobilier concerné est affecté en partie à des usages autres que l'habitation, le CREP ne porte que sur les parties affectées à l'habitation. Dans les locaux annexes de l'habitation, le CREP porte sur ceux qui sont destinés à un usage courant, tels que la buanderie.

Réalisation d'un constat de risque d'exposition au plomb (CREP) :

dans les parties privatives du bien décrit ci-après en prévision de sa vente (en application de l'Article L.1334-6 du code de la santé publique) ou de sa mise en location (en application de l'Article L.1334-7 du code de la santé publique)

2. Renseignements complémentaires concernant la mission

2.1 L'appareil à fluorescence X

| | | |
|--|---|---|
| Nom du fabricant de l'appareil | RMD Instruments | |
| Modèle de l'appareil | Protec LPA 1 | |
| N° de série de l'appareil | 2845 | |
| Nature du radionucléide | CO57 | |
| Date du dernier chargement de la source | 19/09/2017 00:00:00 | Activité à cette date et durée de vie : 444MBq |
| Autorisation ASN (DGSNR) | N° T440553 | Date d'autorisation 05/11/2020 00:00:00 |
| | Date de fin de validité de l'autorisation - | |
| Nom du titulaire de l'autorisation ASN (DGSNR) | OLLIVE Fabrice | |
| Nom de la Personne Compétente en Radioprotection (PCR) | OLLIVE Fabrice | |

Étalon : Distributeur PROTEC

| Vérification de la justesse de l'appareil | n° de mesure | Date de la vérification | Concentration (mg/cm ²) |
|---|--------------|-------------------------|-------------------------------------|
| Étalonnage entrée | 1 | 02/07/2021 | 1 (+/- 0,1) |
| Étalonnage sortie | 286 | 02/07/2021 | 1 (+/- 0,1) |

La vérification de la justesse de l'appareil consiste à réaliser une mesure de la concentration en plomb sur un étalon à une valeur proche du seuil.

En début et en fin de chaque constat et à chaque nouvelle mise sous tension de l'appareil une nouvelle vérification de la justesse de l'appareil est réalisée.

2.2 Le laboratoire d'analyse éventuel

| Nom du laboratoire d'analyse | Il n'a pas été fait appel à un laboratoire d'analyse |
|---------------------------------|--|
| Nom du contact | - |
| Coordonnées | - |
| Référence du rapport d'essai | - |
| Date d'envoi des prélèvements | - |
| Date de réception des résultats | - |

2.3 Le bien objet de la mission

| | |
|---|--|
| Adresse du bien immobilier | Route de la Tache LE PEYROU 24250 Groléjac (France) |
| Description de l'ensemble immobilier | Habitation (maison individuelle) Ensemble de la propriété |
| Année de construction | < 1949 |
| Localisation du bien objet de la mission | Section cadastrale A, Parcelle numéro 1909, A 22, |
| Nom et coordonnées du propriétaire ou du syndicat de copropriété (dans le cas du CREP sur parties communes) | M. Georges DUMONT Route de la Tache LE PEYROU 24250 Groléjac (France) |
| L'occupant est : | Le propriétaire |
| Date(s) de la visite faisant l'objet du CREP | 02/07/2021 |
| Croquis du bien immobilier objet de la mission | Voir partie « 9.2 Croquis » |

Liste des locaux visités

| | |
|------------------------------|---|
| RdC - Véranda, | 1er étage - Chambre 2, |
| RdC - Cuisine, | 1er étage - Placard 4, |
| RdC - Placard, | 1er étage - Chambre 3, |
| RdC - Entrée, | 1er étage - Bureau, |
| RdC - Placard 2, | 1er étage - Chambre 4, |
| RdC - SdEau, | 1er étage - SdEau/WC, |
| RdC - Placard 3, | 2ème étage - Combles, |
| RdC - WC, | Dépendances 1 RDC - Cave, |
| RdC - Salon, | Dépendances 1 RDC - Garage, |
| RdC - Salle à manger, | Dépendances 1 RDC - Abri bois, |
| 1er étage - Palier, | Dépendances 1 / 1er étage - Combles, |
| 1er étage - Balcon, | Dépendances 2 - Abri de jardin, |
| 1er étage - Chambre, | Dépendances 2 - Abri de jardin 2 |

Liste des locaux non visités ou non mesurés (avec justification)

Néant

3. Méthodologie employée

La recherche et la mesure du plomb présent dans les peintures ou les revêtements ont été réalisées selon l'arrêté du 19 août 2011 et la norme NF X 46-030 «*Diagnostic Plomb — Protocole de réalisation du Constat de Risque d'Exposition au Plomb*». Les mesures de la concentration surfacique en plomb sont réalisées à l'aide d'un appareil portable à fluorescence X capable d'analyser au moins la raie K du spectre de fluorescence émis en réponse par le plomb, et sont exprimées en mg/cm².

Les éléments de construction de facture récente ou clairement identifiables comme postérieurs au 1er janvier 1949 ne sont pas mesurés, à l'exception des huisseries ou autres éléments métalliques tels que volets, grilles,... (*ceci afin d'identifier la présence éventuelle de minium de plomb*). Bien que pouvant être relativement épais, les enduits sont aussi à considérer comme des revêtements susceptibles de contenir du plomb. D'autres revêtements ne sont pas susceptibles de contenir du plomb : toile de verre, moquette, tissus, crépi, papier peint, ainsi que les peintures et enduits manifestement récents, mais ils peuvent masquer un autre revêtement contenant du plomb et sont donc à analyser.

Les revêtements de type carrelage contiennent souvent du plomb, mais ils ne sont pas visés par le présent arrêté car ce plomb n'est pas accessible.

3.1 Valeur de référence utilisée pour la mesure du plomb par fluorescence X

Les mesures par fluorescence X effectuées sur des revêtements sont interprétées en fonction de la valeur de référence fixée par l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb (article 5) : 1 mg/cm².

3.2 Stratégie de mesurage

Sur chaque unité de diagnostic recouverte d'un revêtement, l'auteur du constat effectue :

- 1 seule mesure si celle-ci montre la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm²) ;
- 2 mesures si la première ne montre pas la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm²) ;
- 3 mesures si les deux premières ne montrent pas la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm²), mais que des unités de diagnostic du même type ont été mesurées avec une concentration en plomb supérieure ou égale à ce seuil dans un même local.

Dans le cas où plusieurs mesures sont effectuées sur une unité de diagnostic, elles sont réalisées à des endroits différents pour minimiser le risque de faux négatifs.

3.3 Recours à l'analyse chimique du plomb par un laboratoire

L'auteur du constat tel que défini à l'Article 4 de l'Arrêté du 19 août 2011 peut recourir à des prélèvements de revêtements qui sont analysés en laboratoire pour la recherche du plomb acido-soluble selon la norme NF X 46-031 «*Diagnostic plomb — Analyse chimique des peintures pour la recherche de la fraction acido-soluble du plomb*», dans le cas suivant :

- lorsque l'auteur du constat repère des revêtements dégradés et qu'il estime ne pas pouvoir conclure quant à la présence de plomb dans ces revêtements.

Le prélèvement est réalisé conformément aux préconisations de la norme NF X 46-030 «*Diagnostic Plomb — Protocole de réalisation du Constat de Risque d'Exposition au Plomb*» précitée sur une surface suffisante pour que le laboratoire dispose d'un échantillon permettant l'analyse dans de bonnes conditions (prélèvement de 0,5 g à 1 g).

L'ensemble des couches de peintures est prélevé en veillant à inclure la couche la plus profonde. L'auteur du constat évite le prélèvement du substrat ou tous corps étrangers qui risquent d'avoir pour effet de diluer la concentration en plomb de l'échantillon. Le prélèvement est réalisé avec les précautions nécessaires pour éviter la dissémination de poussières.

Quel que soit le résultat de l'analyse par fluorescence X, une mesure sera déclarée négative si la fraction acido-soluble mesurée en laboratoire est strictement inférieure à 1,5 mg/g

4. Présentation des résultats

Afin de faciliter la localisation des mesures, l'auteur du constat divise chaque local en plusieurs zones, auxquelles il attribue une lettre (A, B, C ...) selon la convention décrite ci-dessous.

La convention d'écriture sur le croquis et dans le tableau des mesures est la suivante :

- la zone de l'accès au local est nommée «A» et est reportée sur le croquis. Les autres zones sont nommées «B», «C», «D», ... dans le sens des aiguilles d'une montre ;
- la zone «plafond» est indiquée en clair.

Les unités de diagnostic (UD) (par exemple : un mur d'un local, la plinthe du même mur, l'ouvrant d'un portant ou le dormant d'une fenêtre, ...) faisant l'objet d'une mesure sont classées dans le tableau des mesures selon le tableau suivant en fonction de la concentration en plomb et de la nature de la dégradation.

NOTE Une unité de diagnostic (UD) est un ou plusieurs éléments de construction ayant même substrat et même historique en matière de construction et de revêtement.

| Concentration en plomb | Nature des dégradations | Classement |
|------------------------|----------------------------|------------|
| < seuils | | 0 |
| ≥ seuils | Non dégradé ou non visible | 1 |
| | Etat d'usage | 2 |
| | Dégradé | 3 |

5. Résultats des mesures

| | Total UD | Non mesurées | Classe 0 | Classe 1 | Classe 2 | Classe 3 |
|-------------------------------------|------------|-------------------|-------------------|----------|----------|----------|
| RdC - Véranda | 9 | 3 (33 %) | 6 (67 %) | - | - | - |
| RdC - Cuisine | 14 | 5 (36 %) | 9 (64 %) | - | - | - |
| RdC - Placard | 8 | 6 (75 %) | 2 (25 %) | - | - | - |
| RdC - Entrée | 22 | 4 (18 %) | 18 (82 %) | - | - | - |
| RdC - Placard 2 | 8 | 6 (75 %) | 2 (25 %) | - | - | - |
| RdC - SdEau | 17 | 2 (12 %) | 15 (88 %) | - | - | - |
| RdC - Placard 3 | 8 | 6 (75 %) | 2 (25 %) | - | - | - |
| RdC - WC | 8 | 2 (25 %) | 6 (75 %) | - | - | - |
| RdC - Salon | 12 | 5 (42 %) | 7 (58 %) | - | - | - |
| RdC - Salle à manger | 12 | 5 (42 %) | 7 (58 %) | - | - | - |
| 1er étage - Palier | 22 | 3 (14 %) | 19 (86 %) | - | - | - |
| 1er étage - Balcon | 5 | 5 (100 %) | - | - | - | - |
| 1er étage - Chambre | 16 | 5 (31 %) | 11 (69 %) | - | - | - |
| 1er étage - Chambre 2 | 13 | 3 (23 %) | 10 (77 %) | - | - | - |
| 1er étage - Placard 4 | 7 | 6 (86 %) | 1 (14 %) | - | - | - |
| 1er étage - Chambre 3 | 9 | 1 (11 %) | 8 (89 %) | - | - | - |
| 1er étage - Bureau | 15 | 11 (73 %) | 4 (27 %) | - | - | - |
| 1er étage - Chambre 4 | 12 | 3 (25 %) | 9 (75 %) | - | - | - |
| 1er étage - SdEau/WC | 6 | 5 (83 %) | 1 (17 %) | - | - | - |
| 2ème étage - Combles | 6 | 6 (100 %) | - | - | - | - |
| Dépendances 1 RDC - Cave | 7 | 6 (86 %) | 1 (14 %) | - | - | - |
| Dépendances 1 RDC - Garage | 11 | 9 (82 %) | 2 (18 %) | - | - | - |
| Dépendances 1 RDC - Abri bois | 7 | 7 (100 %) | - | - | - | - |
| Dépendances 1 / 1er étage - Combles | 8 | 6 (75 %) | 2 (25 %) | - | - | - |
| Dépendances 2 - Abri de jardin | 4 | 4 (100 %) | - | - | - | - |
| Dépendances 2 - Abri de jardin 2 | 4 | 4 (100 %) | - | - | - | - |
| TOTAL | 270 | 128 (47 %) | 142 (53 %) | - | - | - |

RdC - Véranda

Nombre d'unités de diagnostic : 9 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure | Mesure (mg/cm²) | Etat* de conservation | Classement UD | Observation |
|----|------|-------------------------|--------------|---------------------|---------------------|-----------------|-----------------------|---------------|-----------------------|
| - | | Sol | Carrelage | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| 2 | | Plinthes | Bois | Peinture | mesure 1 | 0,69 | | 0 | |
| 3 | | | | | mesure 2 | 0,47 | | | |
| 4 | | Plafond | lambris bois | Peinture | mesure 1 | 0,06 | | 0 | |
| 5 | | | | | mesure 2 | 0,04 | | | |
| 6 | A | Fenêtre intérieure (F1) | Aluminium | Peinture | partie mobile | 0,12 | | 0 | |
| 7 | | | | | | Huisserie | 0,13 | | |
| 8 | A | Fenêtre extérieure (F1) | Aluminium | Peinture | partie mobile | 0,01 | | 0 | |
| 9 | | | | | | Huisserie | 0,22 | | |
| 10 | D | Fenêtre intérieure (F2) | Aluminium | Peinture | partie mobile | 0,22 | | 0 | |
| 11 | | | | | | Huisserie | 0,44 | | |
| 12 | D | Fenêtre extérieure (F2) | Aluminium | Peinture | partie mobile | 0,55 | | 0 | |
| 13 | | | | | | Huisserie | 0,09 | | |
| - | B | Porte (P1) | pvc | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | C | Porte (P2) | pvc | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |

RdC - Cuisine

Nombre d'unités de diagnostic : 14 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure | Mesure (mg/cm²) | Etat* de conservation | Classement UD | Observation |
|----|------|---------------------|-----------|---------------------|----------------------|----------------------|-----------------------|---------------|-----------------------|
| - | | Sol | Carrelage | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | | Plinthes | Carrelage | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| 14 | A | Mur | - | Papier peint | partie basse (< 1 m) | 0,65 | | 0 | |
| 15 | | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,65 | | |
| 16 | B | Mur | - | Papier peint | partie basse (< 1 m) | 0,27 | | 0 | |
| 17 | | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,53 | | |

| | | | | | | | | |
|----|---|-------------------------|--------|--------------|----------------------|------|----|-----------------------|
| 18 | C | Mur | - | Papier peint | partie basse (< 1 m) | 0,35 | 0 | |
| 19 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,46 | | |
| 20 | D | Mur | - | Papier peint | partie basse (< 1 m) | 0,15 | 0 | |
| 21 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,11 | | |
| 22 | | Plafond | Plâtre | Peinture | mesure 1 | 0,41 | 0 | |
| 23 | | | | | mesure 2 | 0,17 | | |
| - | A | Porte (P1) | pvc | | Non mesurée | - | NM | Absence de revêtement |
| 24 | B | Porte (P2) | bois | Peinture | partie mobile | 0,65 | 0 | |
| 25 | | | | | Huisserie | 0,65 | | |
| 26 | B | Porte (P3) | bois | Peinture | partie mobile | 0,53 | 0 | |
| 27 | | | | | Huisserie | 0,04 | | |
| - | C | Fenêtre intérieure (F1) | pvc | | Non mesurée | - | NM | Absence de revêtement |
| - | C | Fenêtre extérieure (F1) | pvc | | Non mesurée | - | NM | Absence de revêtement |
| 28 | C | Volet intérieur | Bois | Peinture | partie basse (< 1 m) | 0,05 | 0 | |
| 29 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,7 | | |
| 30 | C | Volet extérieur | Bois | Peinture | partie basse (< 1 m) | 0,35 | 0 | |
| 31 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,13 | | |

RdC - Placard

Nombre d'unités de diagnostic : 8 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure | Mesure (mg/cm²) | Etat* de conservation | Classement UD | Observation |
|----|------|---------------------|-----------|---------------------|---------------------|-----------------|-----------------------|---------------|-----------------------|
| - | | Sol | Carrelage | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | | Plinthes | Carrelage | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | A | Mur | Enduit | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | B | Mur | Enduit | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | C | Mur | Enduit | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | D | Mur | Enduit | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| 32 | | Plafond | bois | peinture | mesure 1 | 0,37 | 0 | | |
| 33 | | | | | mesure 2 | 0,15 | | | |
| 34 | A | Porte (P1) | bois | Peinture | partie mobile | 0,51 | 0 | | |
| 35 | | | | | Huisserie | 0,5 | | | |

RdC - Entrée

Nombre d'unités de diagnostic : 22 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure | Mesure (mg/cm²) | Etat* de conservation | Classement UD | Observation |
|----|------|----------------------|--------------|---------------------|----------------------|-----------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| - | | Sol | Carrelage | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | | Plinthes | Carrelage | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| 36 | A | Mur | - | Papier peint | partie basse (< 1 m) | 0,24 | 0 | | |
| 37 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,47 | | | |
| 38 | B | Mur | - | Papier peint | partie basse (< 1 m) | 0,54 | 0 | | |
| 39 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,15 | | | |
| 40 | C | Mur | - | Papier peint | partie basse (< 1 m) | 0,17 | 0 | | |
| 41 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,49 | | | |
| 42 | D | Mur | - | Papier peint | partie basse (< 1 m) | 0,4 | 0 | | |
| 43 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,07 | | | |
| 44 | E | Mur | - | Papier peint | partie basse (< 1 m) | 0,04 | 0 | | |
| 45 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,02 | | | |
| 46 | F | Mur | - | Papier peint | partie basse (< 1 m) | 0,04 | 0 | | |
| 47 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,56 | | | |
| 48 | G | Mur | - | Papier peint | partie basse (< 1 m) | 0,67 | 0 | | |
| 49 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,07 | | | |
| 50 | H | Mur | - | Papier peint | partie basse (< 1 m) | 0,23 | 0 | | |
| 51 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,62 | | | |
| 52 | C | Mur | lambris bois | vernis | partie basse (< 1 m) | 0,25 | 0 | | |
| 53 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,7 | | | |
| 54 | A | Porte (P1) | bois | peinture | partie mobile | 0,32 | 0 | | |
| 55 | | | | | Huisserie | 0,14 | | | |
| 56 | B | Porte (P2) | bois | peinture | partie mobile | 0,51 | 0 | | |
| 57 | | | | | Huisserie | 0,1 | | | |
| 58 | B | Porte (P3) | bois | peinture | partie mobile | 0,04 | 0 | | |
| 59 | | | | | Huisserie | 0,59 | | | |
| 60 | B | Porte (P4) | bois | peinture | partie mobile | 0,29 | 0 | | |
| 61 | | | | | Huisserie | 0,1 | | | |
| 62 | C | Porte (P5) | bois | peinture | partie mobile | 0,26 | 0 | | |
| 63 | | | | | Huisserie | 0,53 | | | |
| - | D | Porte (P6) | pvc | | Non mesurée | - | NM | Absence de revêtement | |
| - | D | Huisserie Porte (P6) | pvc | | Non mesurée | - | NM | Absence de revêtement | |
| 64 | A | Marches | Bois | Vernis | mesure 1 | 0,56 | 0 | | |
| 65 | | | | | mesure 2 | 0,11 | | | |
| 66 | A | Contremarches | Bois | Vernis | mesure 1 | 0,01 | 0 | | |
| 67 | | | | | mesure 2 | 0,53 | | | |
| 68 | A | Balustre | Bois | Vernis | partie basse (< 1 m) | 0,3 | 0 | | |
| 69 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,07 | | | |
| 70 | A | Main courante | Bois | Vernis | mesure 1 | 0,02 | 0 | | |
| 71 | | | | | mesure 2 | 0,06 | | | |

RdC - Placard 2

Nombre d'unités de diagnostic : 8 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure | Mesure (mg/cm²) | Etat* de conservation | Classement UD | Observation |
|----|------|---------------------|-----------|---------------------|---------------------|-----------------|-----------------------|---------------|-----------------------|
| - | | Sol | Carrelage | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | | Plinthes | Carrelage | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | A | Mur | Enduit | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | B | Mur | Enduit | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | C | Mur | Enduit | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | D | Mur | Enduit | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| 72 | | Plafond | Plâtre | Peinture | mesure 1 | 0,13 | 0 | | |
| 73 | | | | | mesure 2 | 0,17 | | | |
| 74 | A | Porte (P1) | bois | peinture | partie mobile | 0,52 | 0 | | |
| 75 | | | | | Huisserie | 0,32 | | | |

RdC - SdEau

Nombre d'unités de diagnostic : 17 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure | Mesure (mg/cm²) | Etat* de conservation | Classement UD | Observation |
|----|------|---------------------|-----------|---------------------|---------------------|-----------------|-----------------------|---------------|-----------------------|
| - | | Sol | Carrelage | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | | Plinthes | Carrelage | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |

| | | | | | | | | |
|-----|---|-------------------------|--------|--------------|----------------------|------|---|--|
| 76 | A | Mur | - | Papier peint | partie basse (< 1 m) | 0,23 | 0 | |
| 77 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,05 | | |
| 78 | B | Mur | - | Papier peint | partie basse (< 1 m) | 0,28 | 0 | |
| 79 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,64 | | |
| 80 | C | Mur | - | Papier peint | partie basse (< 1 m) | 0,7 | 0 | |
| 81 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,58 | | |
| 82 | D | Mur | - | Papier peint | partie basse (< 1 m) | 0,56 | 0 | |
| 83 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,07 | | |
| 84 | E | Mur | - | Papier peint | partie basse (< 1 m) | 0,56 | 0 | |
| 85 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,58 | | |
| 86 | F | Mur | - | Papier peint | partie basse (< 1 m) | 0,67 | 0 | |
| 87 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,28 | | |
| 88 | G | Mur | - | Papier peint | partie basse (< 1 m) | 0,21 | 0 | |
| 89 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,12 | | |
| 90 | H | Mur | - | Papier peint | partie basse (< 1 m) | 0,65 | 0 | |
| 91 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,43 | | |
| 92 | | Plafond | plâtre | peinture | mesure 1 | 0,4 | 0 | |
| 93 | | | | | mesure 2 | 0,44 | | |
| 94 | A | Porte (P1) | bois | peinture | partie mobile | 0,22 | 0 | |
| 95 | | | | | Huisserie | 0,02 | | |
| 96 | D | Porte (P2) | bois | peinture | partie mobile | 0,18 | 0 | |
| 97 | | | | | Huisserie | 0,45 | | |
| 98 | E | Fenêtre intérieure (F1) | bois | Peinture | partie mobile | 0,56 | 0 | |
| 99 | | | | | Huisserie | 0,58 | | |
| 100 | E | Fenêtre extérieure (F1) | bois | Peinture | partie mobile | 0,27 | 0 | |
| 101 | | | | | Huisserie | 0,57 | | |
| 102 | E | Fenêtre intérieure (F2) | bois | Peinture | partie mobile | 0,02 | 0 | |
| 103 | | | | | Huisserie | 0,08 | | |
| 104 | E | Fenêtre extérieure (F2) | bois | Peinture | partie mobile | 0,32 | 0 | |
| 105 | | | | | Huisserie | 0,65 | | |

RdC - Placard 3

Nombre d'unités de diagnostic : 8 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure | Mesure (mg/cm²) | Etat* de conservation | Classement UD | Observation |
|-----|------|---------------------|-----------|---------------------|---------------------|-----------------|-----------------------|---------------|-----------------------|
| - | | Sol | Carrelage | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | | Plinthes | Carrelage | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | A | Mur | Enduit | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | B | Mur | Enduit | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | C | Mur | Enduit | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | D | Mur | Enduit | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| 106 | | Plafond | plâtre | peinture | mesure 1 | 0,22 | 0 | | |
| 107 | | | | | mesure 2 | 0,04 | | | |
| 108 | A | Porte (P1) | bois | peinture | partie mobile | 0,18 | 0 | | |
| 109 | | | | | Huisserie | 0,65 | | | |

RdC - WC

Nombre d'unités de diagnostic : 8 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure | Mesure (mg/cm²) | Etat* de conservation | Classement UD | Observation |
|-----|------|---------------------|-----------|---------------------|----------------------|-----------------|-----------------------|---------------|-----------------------|
| - | | Sol | Carrelage | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | | Plinthes | Carrelage | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| 110 | A | Mur | Plâtre | Peinture | partie basse (< 1 m) | 0,14 | 0 | | |
| 111 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,41 | | | |
| 112 | B | Mur | Plâtre | Peinture | partie basse (< 1 m) | 0,42 | 0 | | |
| 113 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,52 | | | |
| 114 | C | Mur | Plâtre | Peinture | partie basse (< 1 m) | 0,67 | 0 | | |
| 115 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,12 | | | |
| 116 | D | Mur | Plâtre | Peinture | partie basse (< 1 m) | 0,58 | 0 | | |
| 117 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,35 | | | |
| 118 | | Plafond | plâtre | peinture | mesure 1 | 0,21 | 0 | | |
| 119 | | | | | mesure 2 | 0,49 | | | |
| 120 | A | Porte (P1) | bois | peinture | partie mobile | 0,12 | 0 | | |
| 121 | | | | | Huisserie | 0,68 | | | |

RdC - Salon

Nombre d'unités de diagnostic : 12 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure | Mesure (mg/cm²) | Etat* de conservation | Classement UD | Observation |
|-----|------|-------------------------|--------------|---------------------|----------------------|-----------------|-----------------------|---------------|-----------------------|
| - | | Sol | Carrelage | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | | Plinthes | Carrelage | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| 122 | A | Mur | - | Papier peint | partie basse (< 1 m) | 0,2 | 0 | | |
| 123 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,04 | | | |
| 124 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,5 | | | |
| 125 | B | Mur | - | Papier peint | partie basse (< 1 m) | 0,18 | 0 | | |
| 126 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,49 | | | |
| 127 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,02 | | | |
| 128 | D | Mur | - | Papier peint | partie basse (< 1 m) | 21 | Non Visible | 1 | |
| - | C | Mur | Pierre | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| 129 | | Plafond | lambris bois | Vernis | mesure 1 | 0,12 | 0 | | |
| 130 | | | | | mesure 2 | 0,16 | | | |
| 131 | A | Porte (P1) | bois | peinture | partie mobile | 0,14 | 0 | | |
| 132 | | | | | Huisserie | 0,64 | | | |
| - | D | Fenêtre intérieure (F1) | pvc | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | D | Fenêtre extérieure (F1) | pvc | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| 133 | D | Volet intérieur | bois | Peinture | partie basse (< 1 m) | 0,19 | 0 | | |
| 134 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,68 | | | |
| 135 | D | Volet extérieur | bois | Peinture | partie basse (< 1 m) | 0,46 | 0 | | |
| 136 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0 | | | |

RdC - Salle à manger

Nombre d'unités de diagnostic : 12 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure | Mesure (mg/cm²) | Etat* de conservation | Classement UD | Observation |
|-----|------|---------------------|-----------|---------------------|----------------------|-----------------|-----------------------|---------------|-----------------------|
| - | | Sol | Carrelage | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | | Plinthes | Carrelage | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| 137 | A | Mur | - | Papier peint | partie basse (< 1 m) | 0,28 | 0 | | |
| 138 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,14 | | | |
| 139 | B | Mur | - | Papier peint | partie basse (< 1 m) | 0,64 | 0 | | |

| | | | | | | | | | |
|-----|---|-------------------------|--------------|--------------|----------------------|------|--|----|-----------------------|
| 140 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,53 | | | |
| 141 | C | Mur | - | Papier peint | partie basse (< 1 m) | 0,08 | | 0 | |
| 142 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,01 | | | |
| 143 | D | Mur | - | Papier peint | partie basse (< 1 m) | 0,45 | | 0 | |
| 144 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,69 | | | |
| 145 | | Plafond | lambris bois | vernis | mesure 1 | 0,05 | | 0 | |
| 146 | | | | | mesure 2 | 0,11 | | | |
| - | B | Porte (P1) | pvc | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | C | Fenêtre intérieure (F1) | pvc | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | C | Fenêtre extérieure (F1) | pvc | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| 147 | C | Volet intérieur | bois | Peinture | partie basse (< 1 m) | 0,28 | | 0 | |
| 148 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,09 | | | |
| 149 | C | Volet extérieur | bois | Peinture | partie basse (< 1 m) | 0,25 | | 0 | |
| 150 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,52 | | | |

1er étage - Palier

Nombre d'unités de diagnostic : 22 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure | Mesure (mg/cm²) | Etat* de conservation | Classement UD | Observation |
|-----|------|-------------------------|-------------------|---------------------|----------------------|-----------------|-----------------------|---------------|-----------------------|
| - | | Sol | Parquet stratifié | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| 151 | | Plinthes | Bois | Peinture | mesure 1 | 0,44 | | 0 | |
| 152 | | | | | mesure 2 | 0,13 | | | |
| 153 | A | Mur | - | papier peint | partie basse (< 1 m) | 0,42 | | 0 | |
| 154 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,57 | | | |
| 155 | B | Mur | - | papier peint | partie basse (< 1 m) | 0 | | 0 | |
| 156 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,65 | | | |
| 157 | C | Mur | - | papier peint | partie basse (< 1 m) | 0,41 | | 0 | |
| 158 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,69 | | | |
| 159 | D | Mur | - | papier peint | partie basse (< 1 m) | 0,61 | | 0 | |
| 160 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,48 | | | |
| 161 | E | Mur | - | papier peint | partie basse (< 1 m) | 0,18 | | 0 | |
| 162 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,35 | | | |
| 163 | F | Mur | - | papier peint | partie basse (< 1 m) | 0,65 | | 0 | |
| 164 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,18 | | | |
| 165 | | Plafond (P1) | plâtre | peinture | mesure 1 | 0,06 | | 0 | |
| 166 | | | | | mesure 2 | 0,55 | | | |
| 167 | B | Porte (P1) | bois | Peinture | partie mobile | 0,18 | | 0 | |
| 168 | | | | | Huisserie | 0,24 | | | |
| 169 | C | Porte (P2) | bois | Peinture | partie mobile | 0,33 | | 0 | |
| 170 | | | | | Huisserie | 0,16 | | | |
| 171 | C | Porte (P3) | bois | Peinture | partie mobile | 0,34 | | 0 | |
| 172 | | | | | Huisserie | 0,11 | | | |
| 173 | D | Porte (P4) | bois | Peinture | partie mobile | 0,05 | | 0 | |
| 174 | | | | | Huisserie | 0,1 | | | |
| 175 | F | Porte (P5) | bois | Peinture | partie mobile | 0,5 | | 0 | |
| 176 | | | | | Huisserie | 0,31 | | | |
| - | A | Fenêtre intérieure (F1) | pvc | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | A | Fenêtre extérieure (F1) | pvc | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| 177 | A | Volet intérieur | bois | Peinture | partie basse (< 1 m) | 0,44 | | 0 | |
| 178 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,23 | | | |
| 179 | A | Volet extérieur | bois | Peinture | partie basse (< 1 m) | 0,38 | | 0 | |
| 180 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,44 | | | |
| 181 | A | Marches | Bois | Vernis | mesure 1 | 0,18 | | 0 | |
| 182 | | | | | mesure 2 | 0,02 | | | |
| 183 | A | Contremarches | Bois | Vernis | mesure 1 | 0,49 | | 0 | |
| 184 | | | | | mesure 2 | 0,35 | | | |
| 185 | A | Balustre | Bois | Vernis | partie basse (< 1 m) | 0,01 | | 0 | |
| 186 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,58 | | | |
| 187 | A | Main courante | Bois | Vernis | mesure 1 | 0,58 | | 0 | |
| 188 | | | | | mesure 2 | 0,14 | | | |

1er étage - Balcon

Nombre d'unités de diagnostic : 5 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure | Mesure (mg/cm²) | Etat* de conservation | Classement UD | Observation |
|----|------|---------------------|-----------|---------------------|---------------------|-----------------|-----------------------|---------------|-----------------------|
| - | | Sol | Béton | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | | Mur | Pierre | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | B | Garde corps | Aluminium | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | C | Garde corps | Aluminium | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | D | Garde corps | Aluminium | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |

1er étage - Chambre

Nombre d'unités de diagnostic : 16 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure | Mesure (mg/cm²) | Etat* de conservation | Classement UD | Observation |
|-----|------|-------------------------|-------------------|---------------------|----------------------|-----------------|-----------------------|---------------|-----------------------|
| - | | Sol | Parquet stratifié | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| 189 | | Plinthes | bois | peinture | mesure 1 | 0,22 | | 0 | |
| 190 | | | | | mesure 2 | 0,62 | | | |
| 191 | A | Mur | - | Papier peint | partie basse (< 1 m) | 0,14 | | 0 | |
| 192 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,3 | | | |
| 193 | B | Mur | - | Papier peint | partie basse (< 1 m) | 0,16 | | 0 | |
| 194 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,39 | | | |
| 195 | C | Mur | - | Papier peint | partie basse (< 1 m) | 0,02 | | 0 | |
| 196 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,51 | | | |
| 197 | D | Mur | - | Papier peint | partie basse (< 1 m) | 0,09 | | 0 | |
| 198 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,42 | | | |
| 199 | | Plafond (P1) | plâtre | peinture | mesure 1 | 0,23 | | 0 | |
| 200 | | | | | mesure 2 | 0,42 | | | |
| 201 | A | Porte (P1) | bois | Peinture | partie mobile | 0,25 | | 0 | |
| 202 | | | | | Huisserie | 0,38 | | | |
| - | B | Fenêtre intérieure (F1) | pvc | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | B | Fenêtre extérieure (F1) | pvc | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | D | Fenêtre intérieure (F2) | pvc | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | D | Fenêtre extérieure (F2) | pvc | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| 203 | B | Volet intérieur | bois | Peinture | partie basse (< 1 m) | 0,49 | | 0 | |
| 204 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,14 | | | |
| 205 | B | Volet extérieur | bois | Peinture | partie basse (< 1 m) | 0,39 | | 0 | |

| | | | | | | | | | |
|-----|---|-----------------|------|----------|----------------------|------|--|---|--|
| 206 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,11 | | | |
| 207 | D | Volet intérieur | bois | Peinture | partie basse (< 1 m) | 0,63 | | 0 | |
| 208 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,3 | | | |
| 209 | D | Volet extérieur | bois | Peinture | partie basse (< 1 m) | 0,58 | | 0 | |
| 210 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,53 | | | |

1er étage - Chambre 2

Nombre d'unités de diagnostic : 13 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure | Mesure (mg/cm²) | Etat* de conservation | Classement UD | Observation |
|-----|------|-------------------------|-------------------|---------------------|----------------------|-----------------|-----------------------|---------------|-----------------------|
| - | | Sol | Parquet stratifié | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| 211 | | Plinthes | bois | peinture | mesure 1 | 0,25 | | 0 | |
| 212 | | | | | mesure 2 | 0,42 | | | |
| 213 | A | Mur | - | papier peint | partie basse (< 1 m) | 0,04 | | 0 | |
| 214 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,67 | | | |
| 215 | B | Mur | - | papier peint | partie basse (< 1 m) | 0,15 | | 0 | |
| 216 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,58 | | | |
| 217 | C | Mur | - | papier peint | partie basse (< 1 m) | 0,7 | | 0 | |
| 218 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,25 | | | |
| 219 | D | Mur | - | papier peint | partie basse (< 1 m) | 0,41 | | 0 | |
| 220 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,05 | | | |
| 221 | | Plafond (P1) | plâtre | peinture | mesure 1 | 0,48 | | 0 | |
| 222 | | | | | mesure 2 | 0,42 | | | |
| 223 | A | Porte (P1) | bois | Peinture | partie mobile | 0,62 | | 0 | |
| 224 | | | | | Huisserie | 0,51 | | | |
| 225 | C | Porte (P2) | bois | Peinture | partie mobile | 0,14 | | 0 | |
| 226 | | | | | Huisserie | 0,49 | | | |
| - | C | Fenêtre intérieure (F1) | pvc | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | C | Fenêtre extérieure (F1) | pvc | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| 227 | C | Volet intérieur | bois | Peinture | partie basse (< 1 m) | 0,54 | | 0 | |
| 228 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,68 | | | |
| 229 | C | Volet extérieur | bois | Peinture | partie basse (< 1 m) | 0,56 | | 0 | |
| 230 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,47 | | | |

1er étage - Placard 4

Nombre d'unités de diagnostic : 7 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure | Mesure (mg/cm²) | Etat* de conservation | Classement UD | Observation |
|-----|------|---------------------|----------|---------------------|---------------------|-----------------|-----------------------|---------------|-----------------------|
| - | | Sol | bois | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | A | Mur | Isolant | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | B | Mur | Isolant | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | C | Mur | Isolant | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | D | Mur | Isolant | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | | Plafond (P1) | Isolant | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| 231 | A | Porte (P1) | bois | peinture | partie mobile | 0,56 | | 0 | |
| 232 | | | | | Huisserie | 0,51 | | | |

1er étage - Chambre 3

Nombre d'unités de diagnostic : 9 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure | Mesure (mg/cm²) | Etat* de conservation | Classement UD | Observation |
|-----|------|---------------------|--------------|---------------------|----------------------|-----------------|-----------------------|---------------|-----------------------|
| - | | Sol | Parquet bois | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| 233 | | Plinthes | bois | peinture | mesure 1 | 0,21 | | 0 | |
| 234 | | | | | mesure 2 | 0,62 | | | |
| 235 | A | Mur | Plâtre | Peinture | partie basse (< 1 m) | 0,26 | | 0 | |
| 236 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,43 | | | |
| 237 | B | Mur | Plâtre | Peinture | partie basse (< 1 m) | 0,22 | | 0 | |
| 238 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,44 | | | |
| 239 | C | Mur | Plâtre | Peinture | partie basse (< 1 m) | 0,33 | | 0 | |
| 240 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,26 | | | |
| 241 | D | Mur | Plâtre | Peinture | partie basse (< 1 m) | 0,18 | | 0 | |
| 242 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,51 | | | |
| 243 | | Plafond (P1) | Plâtre | Peinture | mesure 1 | 0,13 | | 0 | |
| 244 | | | | | mesure 2 | 0,31 | | | |
| 245 | A | Porte (P1) | bois | peinture | partie mobile | 0,23 | | 0 | |
| 246 | | | | | Huisserie | 0,16 | | | |
| 247 | C | Porte (P2) | bois | Vernis | partie mobile | 0,22 | | 0 | |
| 248 | | | | | Huisserie | 0,62 | | | |

1er étage - Bureau

Nombre d'unités de diagnostic : 15 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure | Mesure (mg/cm²) | Etat* de conservation | Classement UD | Observation |
|-----|------|-------------------------|--------------|---------------------|----------------------|-----------------|-----------------------|---------------|-----------------------|
| - | | Sol | parquet bois | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | | Plinthes | bois | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| 249 | A | Mur | lambris bois | vernis | partie basse (< 1 m) | 0,31 | | 0 | |
| 250 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,51 | | | |
| 251 | B | Mur | lambris bois | vernis | partie basse (< 1 m) | 0,32 | | 0 | |
| 252 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,58 | | | |
| 253 | C | Mur | lambris bois | vernis | partie basse (< 1 m) | 0,42 | | 0 | |
| 254 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,23 | | | |
| 255 | D | Mur | - | Papier peint | partie basse (< 1 m) | 0,56 | | 0 | |
| 256 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,4 | | | |
| - | | Plafond (P2) | Faux plafond | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | B | Fenêtre intérieure (F1) | Aluminium | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | B | Fenêtre extérieure (F1) | Aluminium | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | B | Fenêtre intérieure (F2) | Aluminium | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | B | Fenêtre extérieure (F2) | Aluminium | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | C | Fenêtre intérieure (F3) | Aluminium | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | C | Fenêtre extérieure (F3) | Aluminium | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | C | Fenêtre intérieure (F4) | Aluminium | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | C | Fenêtre extérieure (F4) | Aluminium | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |

1er étage - Chambre 4

Nombre d'unités de diagnostic : 12 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure | Mesure (mg/cm²) | Etat* de conservation | Classement UD | Observation |
|----|------|---------------------|----------|---------------------|---------------------|-----------------|-----------------------|---------------|-------------|
|----|------|---------------------|----------|---------------------|---------------------|-----------------|-----------------------|---------------|-------------|

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure | Mesure (mg/cm²) | Etat* de conservation | Classement UD | Observation |
|-----|----------------------|-------------------------|--------------|---------------------|----------------------|-----------------|-----------------------|---------------|-----------------------|
| - | | Sol | parquet bois | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| 257 | | Plinthes | bois | Peinture | mesure 1 | 0,26 | | 0 | |
| 258 | mesure 2 | | | | 0,01 | | | | |
| 259 | A | Mur | - | papier peint | partie basse (< 1 m) | 0,44 | | 0 | |
| 260 | partie haute (> 1 m) | | | | 0,49 | | | | |
| 261 | B | Mur | - | papier peint | partie basse (< 1 m) | 0,34 | | 0 | |
| 262 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,52 | | | |
| 263 | C | Mur | - | papier peint | partie basse (< 1 m) | 0,23 | | 0 | |
| 264 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,21 | | | |
| 265 | D | Mur | - | papier peint | partie basse (< 1 m) | 0,68 | | 0 | |
| 266 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,49 | | | |
| 267 | | Plafond (P1) | Plâtre | Peinture | mesure 1 | 0,31 | | 0 | |
| 268 | mesure 2 | | | | 0,39 | | | | |
| 269 | A | Porte (P1) | bois | Peinture | partie mobile | 0,58 | | 0 | |
| 270 | Huisserie | | | | 0,69 | | | | |
| - | D | Fenêtre intérieure (F1) | pvc | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | D | Fenêtre extérieure (F1) | pvc | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| 271 | D | Volet intérieur | bois | Peinture | partie basse (< 1 m) | 0,33 | | 0 | |
| 272 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,3 | | | |
| 273 | D | Volet extérieur | bois | Peinture | partie basse (< 1 m) | 0,5 | | 0 | |
| 274 | | | | | partie haute (> 1 m) | 0,35 | | | |

1er étage - SdEau/WC

Nombre d'unités de diagnostic : 6 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure | Mesure (mg/cm²) | Etat* de conservation | Classement UD | Observation |
|-----|------|---------------------|-----------|---------------------|---------------------|-----------------|-----------------------|---------------|--|
| - | | Sol | Carrelage | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | A | Mur | - | Faïence | Non mesurée | - | | NM | Partie non visée par la réglementation |
| - | B | Mur | - | Faïence | Non mesurée | - | | NM | Partie non visée par la réglementation |
| - | C | Mur | - | Faïence | Non mesurée | - | | NM | Partie non visée par la réglementation |
| - | D | Mur | - | Faïence | Non mesurée | - | | NM | Partie non visée par la réglementation |
| 275 | A | Porte (P1) | bois | Peinture | partie mobile | 0,16 | | 0 | |
| 276 | | | | | Huisserie | 0,5 | | | |

2ème étage - Combles

Nombre d'unités de diagnostic : 6 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure | Mesure (mg/cm²) | Etat* de conservation | Classement UD | Observation |
|----|------|---------------------|-------------------------|---------------------|---------------------|-----------------|-----------------------|---------------|-----------------------|
| - | | Sol | Isolant | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | A | Mur | Pierre | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | B | Mur | Pierre | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | C | Mur | Pierre | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | D | Mur | Pierre | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | | Plafond (P1) | Charpente bois - Tuiles | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |

Dépendances 1 RDC - Cave

Nombre d'unités de diagnostic : 7 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure | Mesure (mg/cm²) | Etat* de conservation | Classement UD | Observation |
|-----|------|---------------------|----------|---------------------|---------------------|-----------------|-----------------------|---------------|-----------------------|
| - | | Sol | bois | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | A | Mur | bois | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | B | Mur | bois | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | C | Mur | bois | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | D | Mur | bois | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | | Plafond (P1) | bois | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| 277 | A | Porte (P1) | bois | peinture | partie mobile | 0,45 | | 0 | |
| 278 | | | | | Huisserie | 0,36 | | | |

Dépendances 1 RDC - Garage

Nombre d'unités de diagnostic : 11 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure | Mesure (mg/cm²) | Etat* de conservation | Classement UD | Observation |
|-----|------|---------------------|-----------|---------------------|---------------------|-----------------|-----------------------|---------------|-----------------------|
| - | A | Mur | Enduit | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | B | Mur | Enduit | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | C | Mur | Enduit | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | D | Mur | Enduit | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | E | Mur | Enduit | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | F | Mur | Enduit | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | | Plafond (P1) | Isolant | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| 279 | C | Porte (P1) | bois | Vernis | partie mobile | 0,11 | | 0 | |
| 280 | | | | | Huisserie | 0,48 | | | |
| 281 | C | Porte (P2) | bois | Vernis | partie mobile | 0,46 | | 0 | |
| 282 | | | | | Huisserie | 0,33 | | | |
| - | A | Volet intérieur | Aluminium | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | A | Volet extérieur | Aluminium | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |

Dépendances 1 RDC - Abri bois

Nombre d'unités de diagnostic : 7 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure | Mesure (mg/cm²) | Etat* de conservation | Classement UD | Observation |
|----|------|---------------------|---------------|---------------------|---------------------|-----------------|-----------------------|---------------|-----------------------|
| - | | Sol | Béton | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | A | Mur | Pierre | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | B | Mur | Pierre | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | C | Mur | Pierre | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | D | Mur | Pierre | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | | Plafond (P1) | Somivage bois | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | | Porte (P1) | bois | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |

Dépendances 1 / 1er étage - Combles

Nombre d'unités de diagnostic : 8 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure | Mesure (mg/cm²) | Etat* de conservation | Classement UD | Observation |
|----|------|---------------------|----------|---------------------|---------------------|-----------------|-----------------------|---------------|-----------------------|
| - | | Sol | bois | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | A | Mur | Enduit | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | B | Mur | Enduit | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |

| | | | | | | | | | |
|-----|-----------|-------------------------|-------------------------|--------|---------------|------|--|----|-----------------------|
| - | C | Mur | Enduit | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | D | Mur | Enduit | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | | Plafond (P1) | Charpente bois - Tuiles | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| 283 | | Fenêtre intérieure (F1) | bois | Vernis | partie mobile | 0,62 | | 0 | |
| 284 | Huisserie | | | | 0,4 | | | | |
| 285 | | Fenêtre extérieure (F1) | bois | Vernis | partie mobile | 0,25 | | 0 | |
| 286 | Huisserie | | | | 0,23 | | | | |

Dépendances 2 - Abri de jardin

Nombre d'unités de diagnostic : 4 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure | Mesure (mg/cm²) | Etat* de conservation | Classement UD | Observation |
|----|------|---------------------|----------|---------------------|---------------------|-----------------|-----------------------|---------------|-----------------------|
| - | | Sol | bois | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | | Mur | bois | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | | Plafond (P1) | bois | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | | Porte (P1) | bois | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |

Dépendances 2 - Abri de jardin 2

Nombre d'unités de diagnostic : 4 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure | Mesure (mg/cm²) | Etat* de conservation | Classement UD | Observation |
|----|------|---------------------|----------------------------|---------------------|---------------------|-----------------|-----------------------|---------------|-----------------------|
| - | | Sol | bois | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | | Mur | bois | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | | Plafond (P1) | Charpente bois - plastique | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |
| - | | Porte (P1) | bois | | Non mesurée | - | | NM | Absence de revêtement |

NM : Non mesuré car l'unité de diagnostic n'est pas visée par la réglementation.

* L'état de conservation sera, le cas échéant, complété par la nature de la dégradation.

6. Conclusion

6.1 Classement des unités de diagnostic

Les mesures de concentration en plomb sont regroupées dans le tableau de synthèse suivant :

| | Total | Non mesurées | Classe 0 | Classe 1 | Classe 2 | Classe 3 |
|-------------------------------|-------|--------------|----------|----------|----------|----------|
| Nombre d'unités de diagnostic | 270 | 128 | 142 | 0 | 0 | 0 |
| % | 100 | 47 % | 53 % | 0 % | 0 % | 0 % |

6.2 Recommandations au propriétaire

Le plomb (principalement la céruse) contenu dans les revêtements peut provoquer une intoxication des personnes, en particulier des jeunes enfants, dès lors qu'il est inhalé ou ingéré. Les travaux qui seraient conduits sur les surfaces identifiées comme recouvertes de peinture d'une concentration surfacique en plomb égale ou supérieure à 1 mg/cm² devront s'accompagner de mesures de protection collectives et individuelles visant à contrôler la dissémination de poussières toxiques et à éviter toute exposition au plomb tant pour les intervenants que pour les occupants de l'immeuble et la population environnante.

Lors de la présente mission il n'a pas été repéré de revêtements contenant du plomb au-delà des seuils en vigueur.

6.3 Commentaires

Constatations diverses :

Néant

Validité du constat :

Du fait de l'absence de revêtement contenant du plomb ou la présence de revêtements contenant du plomb à des concentrations inférieures aux seuils définis par arrêté des ministres chargés de la santé et de la construction, il n'y a pas lieu de faire établir un nouveau constat à chaque mutation. Le présent constat sera joint à chaque mutation

Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage :

Néant

Représentant du propriétaire (accompagnateur) :

Propriétaire

6.4 Situations de risque de saturnisme infantile et de dégradation du bâti

(Au sens des articles 1 et 8 du texte 40 de l'arrêté du 19 août 2011 relatif au Constat de Risque d'Exposition au Plomb)

Situations de risque de saturnisme infantile

| | |
|-----|---|
| NON | Au moins un local parmi les locaux objets du constat présente au moins 50% d'unités de diagnostic de classe 3 |
| NON | L'ensemble des locaux objets du constat présente au moins 20% d'unités de diagnostic de classe 3 |

Situations de dégradation de bâti

| | |
|-----|--|
| NON | Les locaux objets du constat présentent au moins un plancher ou plafond menaçant de s'effondrer ou en tout ou partie effondré |
| NON | Les locaux objets du constat présentent des traces importantes de coulures, de ruissellements ou d'écoulements d'eau sur plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce |
| NON | Les locaux objets du constat présentent plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce recouvertes de moisissures ou de nombreuses taches d'humidité. |

6.5 Transmission du constat à l'agence régionale de santé

| | |
|-----|--|
| NON | Si le constat identifie au moins l'une de ces cinq situations, son auteur transmet, dans un délai de cinq jours ouvrables, une copie du rapport au directeur général de l'agence régionale de santé d'implantation du bien expertisé en application de l'article L.1334-10 du code de la santé publique. |
|-----|--|

En application de l'Article R.1334-10 du code de la santé publique, l'auteur du présent constat informe de cette transmission le propriétaire, le syndicat des copropriétaires ou l'exploitant du local d'hébergement

Remarque : Néant

*Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **LCC QUALIXPERT - 17 rue Borrel 81100 CASTRES (détail sur www.cofrac.fr programme n°4-4-11)***

Fait à **CANEJAN**,
le **02/07/2021**

Par : **COSTES Morgan**



Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité, et avec l'accord écrit de son signataire.

RESERVE DE PROPRIETE : Les rapports demeurent la propriété de notre société et ne pourront être utilisés jusqu'au complet paiement du prix par l'acheteur (Loi du 12 mai 1980). Voir nos conditions générales de vente.

7. Obligations d'informations pour les propriétaires

Décret n° 2006-474 du 25 avril 2006 relatif à la lutte contre le saturnisme, Article R.1334-12 du code de la santé publique :

«L'information des occupants et des personnes amenées à exécuter des travaux, prévue par l'article L.1334-9 est réalisée par la remise du constat de risque d'exposition au plomb (CREP) par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement.»

«Le CREP est tenu par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement à disposition des agents ou services mentionnés à l'Article L.1421-1 du code de la santé publique ainsi, le cas échéant, des agents chargés du contrôle de la réglementation du travail et des agents des services de prévention des organismes de Sécurité Sociale.»

Article L1334-9 :

Si le constat, établi dans les conditions mentionnées aux articles L. 1334-6 à L. 1334-8, met en évidence la présence de revêtements dégradés contenant du plomb à des concentrations supérieures aux seuils définis par l'arrêté mentionné à l'article L. 1334-2, le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement doit en informer les occupants et les personnes amenées à faire des travaux dans l'immeuble ou la partie d'immeuble concerné. Il procède aux travaux appropriés pour supprimer le risque d'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants. En cas de location, lesdits travaux incombent au propriétaire bailleur. La non-réalisation desdits travaux par le propriétaire bailleur, avant la mise en location du logement, constitue un manquement aux obligations particulières de sécurité et de prudence susceptible d'engager sa responsabilité pénale.

8. Information sur les principales réglementations et recommandations en matière d'exposition au plomb

8.1 Textes de référence

Code de la santé publique :

- Code de la santé publique : Articles L.1334-1 à L.1334-12 et Articles R.1334-1 à R.1334-13 (lutte contre la présence de plomb) ;
- Loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique Articles 72 à 78 modifiant le code de la santé publique ;
- Décret n° 2006-474 du 25 avril 2006 relatif à la lutte contre le saturnisme ;
- Arrêté du 07 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification ;
- Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb.

Code de la construction et de l'habitat :

- Code de la construction et de l'habitation : Articles L.271-4 à L.271-6 (Dossier de diagnostic technique) et Articles R.271-1 à R.271-4 (Conditions d'établissement du dossier de diagnostic technique) ;
- Ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 relative au logement et à la construction ;
- Décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 relatif aux diagnostics techniques immobiliers et modifiant le code de la construction et de l'habitation et le code de la santé publique.

Code du travail pour la prévention des risques professionnels liés à l'exposition au plomb :

- Code du travail : Articles L.233-5-1, R.231-51 à R.231-54, R.231-56 et suivants, R.231-58 et suivants, R.233-1, R.233-42 et suivants ;
- Décret n° 2001-97 du 1er février 2001 établissant les règles particulières de prévention des risques cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction et modifiant le code du travail ;
- Décret n° 93-41 du 11 janvier 1993 relatif aux mesures d'organisation, aux conditions de mise en œuvre et d'utilisation applicables aux équipements de travail et moyens de protection soumis à l'Article L.233-5-1 du code du travail et modifiant ce code (équipements de protection individuelle et vêtements de travail) ;
- Décret n° 2003-1254 du 23 décembre 2003 relatif à la prévention du risque chimique et modifiant le code du travail ;
- Loi n° 91-1414 du 31 décembre 1991 modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail (Équipements de travail) ;
- Décret n° 92-1261 du 3 décembre 1992 relatif à la prévention des risques chimiques (Articles R.231-51 à R.231-54 du code du travail) ;
- Arrêté du 19 mars 1993 fixant, en application de l'Article R.237-8 du code du travail, la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi un plan de prévention.

8.2 Ressources documentaires

Documents techniques :

- Fiche de sécurité H2 F 13 99 Maladies Professionnelles, Plomb, OPPBTP, janvier 1999 ;
- Guide à l'usage des professionnels du bâtiment, Peintures au plomb, *Aide au choix d'une technique de traitement*, OPPBTP, FFB, CEBTP, Éditions OPPBTP 4e trimestre 2001 ;
- Document ED 909 Interventions sur les peintures contenant du plomb, prévention des risques professionnels, INRS, avril 2003 ;
- Norme AFNOR NF X 46-030 «*Diagnostic plomb – Protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb*».

Sites Internet :

- **Ministère chargé de la santé** (textes officiels, précautions à prendre en cas de travaux portant sur des peintures au plomb, obligations des différents acteurs, ...) :
<http://www.sante.gouv.fr> (dossiers thématiques «Plomb» ou «Saturnisme»)
- **Ministère chargé du logement** :
<http://www.logement.gouv.fr>
- **Agence nationale de l'habitat (ANAH)** :
<http://www.anah.fr/> (fiche *Peintures au plomb* disponible, notamment)
- **Institut national de recherche et de sécurité (INRS)** :
<http://www.inrs.fr/> (règles de prévention du risque chimique, fiche toxicologique plomb et composés minéraux, ...)

9. Annexes

9.1 Notice d'Information

Si le logement que vous vendez, achetez ou louez, comporte des revêtements contenant du plomb : sachez que le plomb est dangereux pour la santé.

Deux documents vous informent :

- Le constat de risque d'exposition au plomb vous permet de localiser précisément ces revêtements : **lisez-le attentivement !**
- La présente notice d'information résume ce que vous devez savoir pour éviter l'exposition au plomb dans ce logement.

Les effets du plomb sur la santé

L'ingestion ou l'inhalation de plomb est toxique. Elle provoque des effets réversibles (anémie, troubles digestifs) ou irréversibles (atteinte du système nerveux, baisse du quotient intellectuel, etc...). Une fois dans l'organisme, le plomb est stocké, notamment dans les os, d'où il peut être libéré dans le sang, des années ou même des dizaines d'années plus tard. **L'intoxication chronique par le plomb, appelée saturnisme, est particulièrement grave chez le jeune enfant. Les femmes en âge de procréer doivent également se protéger car, pendant la grossesse, le plomb peut traverser le placenta et contaminer le fœtus.**

Les mesures de prévention en présence de revêtements contenant du plomb

Des peintures fortement chargées en plomb (céruse) ont été couramment utilisées jusque vers 1950. Ces peintures souvent recouvertes par d'autres revêtements depuis, peuvent être dégradées à cause de l'humidité, à la suite d'un choc, par grattage ou à l'occasion de travaux : les écailles et la poussière ainsi libérées constituent alors une source d'intoxication. Ces peintures représentent le principal risque d'exposition au plomb dans l'habitation.

Le plomb contenu dans les peintures ne présente pas de risque tant qu'elles sont en bon état ou inaccessibles. En revanche, le risque apparaît dès qu'elles s'écaillent ou se dégradent. Dans ce cas, votre enfant peut s'intoxiquer :

- S'il porte à la bouche des écailles de peinture contenant du plomb ;
- S'il se trouve dans une pièce contaminée par des poussières contenant du plomb ;
- S'il reste à proximité de travaux dégageant des poussières contenant du plomb.

Le plomb en feuille contenu dans certains papiers peints (posés parfois sur les parties humides des murs) n'est dangereux qu'en cas d'ingestion de fragments de papier. Le plomb laminé des balcons et rebords extérieurs de fenêtre n'est dangereux que si l'enfant a accès à ces surfaces, y porte la bouche ou suce ses doigts après les avoir touchées.

Pour éviter que votre enfant ne s'intoxique :

- Surveillez l'état des peintures et effectuez les menues réparations qui s'imposent sans attendre qu'elles s'aggravent.
- Lutte contre l'humidité, qui favorise la dégradation des peintures ;
- Évitez le risque d'accumulation des poussières : ne posez pas de moquette dans les pièces où l'enfant joue, nettoyez souvent le sol, les rebords des fenêtres avec une serpillière humide ;
- Veillez à ce que votre enfant n'ait pas accès à des peintures dégradées, à des papiers peints contenant une feuille de plomb, ou à du plomb laminé (balcons, rebords extérieurs de fenêtres) ; lavez ses mains, ses jouets.

En cas de travaux portant sur des revêtements contenant du plomb : prenez des précautions

- Si vous confiez les travaux à une entreprise, remettez-lui une copie du constat du risque d'exposition au plomb, afin qu'elle mette en œuvre les mesures de prévention adéquates ;
- Tenez les jeunes enfants éloignés du logement pendant toute la durée des travaux. Avant tout retour d'un enfant après travaux, les locaux doivent être parfaitement nettoyés ;
- Si vous réalisez les travaux vous-même, prenez soin d'éviter la dissémination de poussières contaminées dans tout le logement et éventuellement le voisinage.

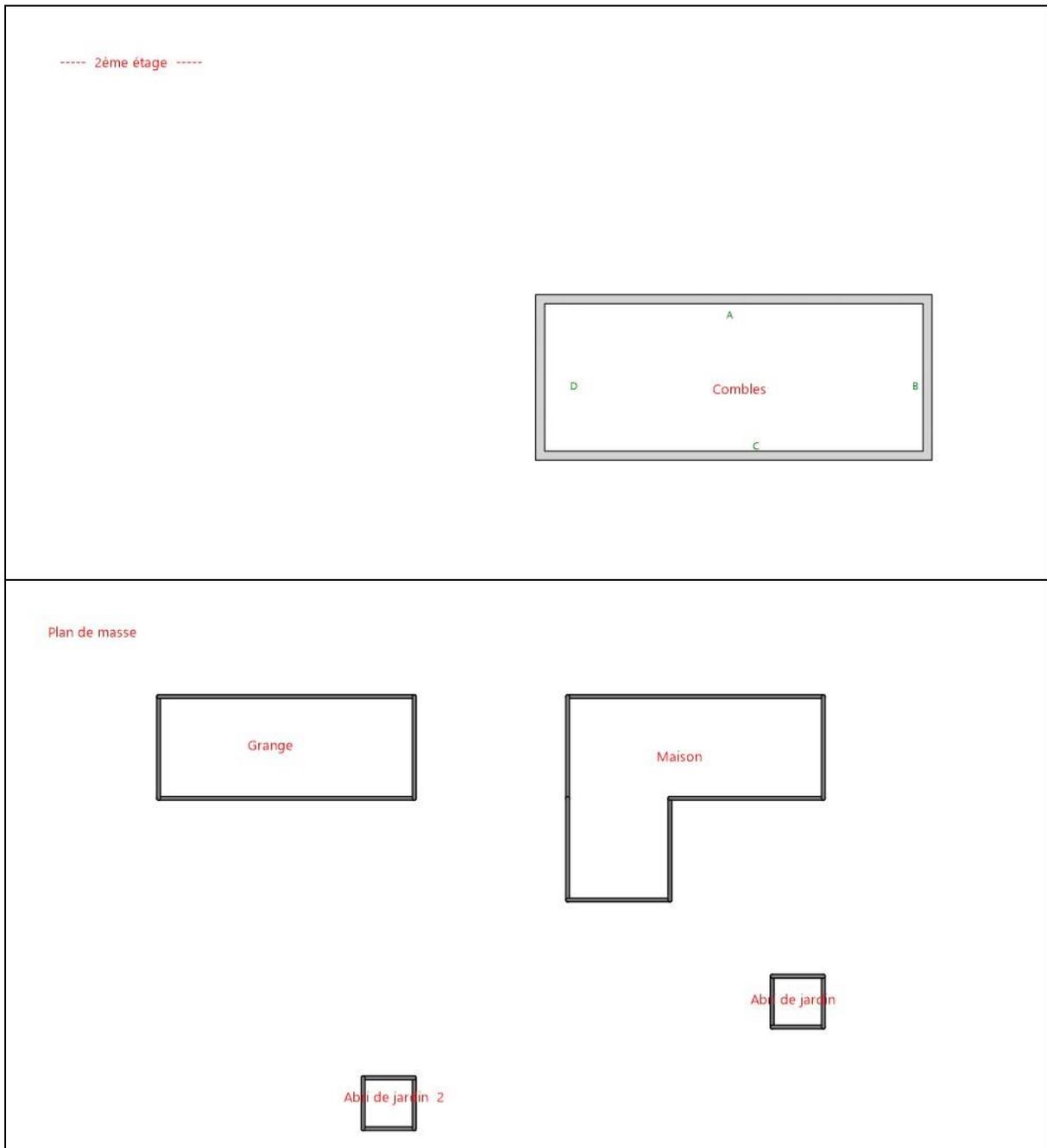
Si vous êtes enceinte :

- **Ne réalisez jamais vous-même des travaux portant sur des revêtements contenant du plomb ;**
- **Éloignez-vous de tous travaux portant sur des revêtements contenant du plomb**

Si vous craignez qu'il existe un risque pour votre santé ou celle de votre enfant, parlez-en à votre médecin (généraliste, pédiatre, médecin de protection maternelle et infantile, médecin scolaire) qui prescrira, s'il le juge utile, un dosage de plomb dans le sang (plombémie). Des informations sur la prévention du saturnisme peuvent être obtenues auprès des directions départementales de l'équipement ou des directions départementales des affaires sanitaires et sociales, ou sur les sites Internet des ministères chargés de la santé et du logement.

9.2 Croquis





9.3 Analyses chimiques du laboratoire

Aucune analyse chimique n'a été réalisée en laboratoire.



Votre attestation Responsabilité Civile

AXA France IARD dont le siège social se situe 313, Terrasses de l'Arche 92727 Nanterre Cedex atteste que :
SARL BATIS'INVEST - 1 RUE DES EGLANTINES - 44119 GRANDCHAMPS DES FONTAINES FR
Est titulaire du contrat d'assurance n° 10068975804 ayant pris effet le 06/10/2017.

Les filiales **BATIS'EXPERT, DIAG'AGENCES, TECHNIDIA, BATIS'VERIF** ont la qualité d'assurés additionnels au contrat.

Ce contrat garantit les conséquences pécuniaires de la Responsabilité civile pouvant lui incomber du fait de l'exercice des activités de **DIAGNOSTICS TECHNIQUES IMMOBILIERS** suivantes :

| | |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none">- CONSTAT DES RISQUES D'EXPOSITION AU PLOMB- REPERAGE D'AMIANTE AVANT TRANSACTION, CONTROLE PERIODIQUE AMIANTE- DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE- ETAT DE L'INSTALLATION INTERIEURE D'ELECTRICITE ET DE GAZ- PRESENCE DE TERMITES ET AUTRES INSECTES XYLOPHAGES- DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE (DPE)- ETAT DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES- MESURAGE (LOI CARREZ / LOI BOUTIN)- CONTROLE INSTALLATIONS ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF- CALCUL DES MILLIEMES DE COPROPRIETE- DIAGNOSTIC RADON- THERMOGRAPHIE DES BÂTIMENTS- DIAGNOSTIC TECHNIQUE GLOBAL (DTG)- CERTIFICAT DES TRAVAUX DE REHABILITATIONS DANS LE NEUF ET L'ANCIEN (DISPOSITIONS BORLOO & ROBIEN)- ETAT DU DISPOSITIF DE SECURITE DES PISCINES- CERTIFICAT DE LOGEMENT DECENT- ETAT DES LIEUX LOCATIFS- DIAGNOSTIC ACCESSIBILITE HANDICAPES- INFILTROMETRIE, Y COMPRIS AERAILIQUE- CERTIFICAT AUX NORMES DE SURFACE ET D'HABITABILITE ET PRET A TAUX ZERO- ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION- CAROTTAGE D'ENROBES ET DE BITUME POUR RECHERCHE D'AMIANTE ET HYDROCARBURES AROMATIQUES POLYCYCLIQUES | <ul style="list-style-type: none">- REPERAGE D'AMIANTE AVANT/APRES TRAVAUX ET DEMOLITION- CONTROLE VISUEL AMIANTE- PRESENCE DE CHAMPIGNONS LIGNIVORES- EVALUATION IMMOBILIERE- CONTROLE INSTALLATIONS ASSAINISSEMENT COLLECTIF- FORMATION EN RAPPORT AVEC LES ACTIVITES DECRITES AU CONTRAT (REPRESENTANT MOINS DE 10% DU CHIFFRE D'AFFAIRES)- AUDIT ENERGETIQUE- EXPERTISE POUR MOINS DE 10% DU CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL- DIAGNOSTIC LEGIONNELLE- RECHERCHE DE METAUX LOURDS- DIAGNOSTIC DE LA QUALITE DE L'AIR INTERIEUR- DIAGNOSTIC HUMIDITE- VERIFICATION PERIODIQUE DES INSTALLATIONS DE GAZ ET D'ELECTRICITE- VERIFICATION PERIODIQUE LEVAGE, ENGINES DE CHANTIER, APPAREILS SOUS PRESION- VERIFICATION PERIODIQUE PORTES AUTOMATIQUES ET BARRIERES (VEHICULE ET PIETON)- DIAGNOSTIC SECURITE DES AIRES COLLECTIVES DE JEUX- DIAGNOSTIC DECHETS DE CHANTIER- DIAGNOSTIC ELECTRICITE ET GAZ SUR MOBIL HOMES- DIAGNOSTIC PLOMB DANS L'EAU- REPERAGE PLOMB AVANT/APRES TRAVAUX ET DEMOLITION |
|---|--|

La garantie Responsabilité civile professionnelle s'exerce à concurrence de 5.000.000 € par année d'assurance.

La présente attestation est valable du 1^{ER} JANVIER 2021 au 31 DECEMBRE 2021 et ne peut engager l'assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Ce contrat permet à l'assuré de satisfaire à l'obligation d'assurance de responsabilité civile professionnelle résultant des dispositions de l'article R271-2 du Code de la Construction et de l'Habitation (décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 relatif aux diagnostics techniques immobiliers) pour l'établissement des documents visés à l'article L271-4 dudit Code.

L'assuré doit être titulaire d'une certification de compétence en cours de validité délivrée par un organisme accrédité dans le domaine de la construction ou employer des salariés ou être constituée de personnes physiques qui disposent de ladite certification de compétence en cours de validité pour l'établissement des documents visés aux articles L271-4 et L134-1 du code de la Construction et de l'Habitation.
A défaut la garantie n'est pas acquise.

Le présent document, établi par AXA, est valable jusqu'au 31 DECEMBRE 2021 sous réserve du paiement des cotisations. Il a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il ne constitue toutefois pas une présomption d'application des garanties et ne peut engager AXA au-delà des clauses, conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Les exceptions de garantie opposables au souscripteur le sont également aux bénéficiaires de l'indemnité (résiliation, nullité, règle proportionnelle, exclusions, déchéances, ...).

Toute adjonction autre que le cachet et la signature du représentant de la Société est réputée non écrite.

Fait à Pessac, le 17/12/2020
Pour la compagnie

VD ASSOCIES
PO. 81. Bd Pierre Premier
33110 LE BOUSCAT
RCS + 794 672 238 ORIAS : 13010220
TEL : 05 56 30 95 75



Certificat N° C2976

Monsieur Morgan COSTES

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 consultable sur www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.



dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

| | | |
|--|---|---|
| Amiante avec mention | Certificat valable Du 21/11/2018 au 20/11/2023 | Arrêté du 25 juillet 2018 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine | Certificat valable Du 21/11/2018 au 20/11/2023 | Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Etat des installations intérieures de gaz | Certificat valable Du 21/11/2018 au 20/11/2023 | Arrêté du 06 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Constat de risque d'exposition au plomb | Certificat valable Du 18/12/2018 au 17/12/2023 | Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments | Certificat valable Du 18/12/2018 au 17/12/2023 | Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Etat des installations intérieures d'électricité | Certificat valable Du 18/12/2018 au 17/12/2023 | Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification. |

Date d'établissement le mardi 18 décembre 2018

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative

LCC 17, rue Borrel - 81100 CASTRES

Tel: 05 62 78 62 18 - Fax: 05 63 78 32 87 - www.qualixpert.com

sarl au capital de 8000 euros - APE 7120B - RCS Castres SIRET 493 037 832 00018

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante pour l'établissement du constat établi à l'occasion de la vente d'un immeuble bâti (listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé publique)

Numéro de dossier : DAB-2021-06-9944-MCO
Date du repérage : 02/07/2021

Références réglementaires

| | |
|-----------------------|--|
| Textes réglementaires | Articles L 271-4 à L 271-6 du code de la construction et de l'habitation, Art. L. 1334-13, R. 1334-20 et 21, R. 1334-23 et 24, Annexe 13.9 du Code de la Santé Publique; Arrêtés du 12 décembre 2012 et 26 juin 2013, décret 2011-629 du 3 juin 2011, arrêté du 1 ^{er} juin 2015. |
|-----------------------|--|

Immeuble bâti visité

| | |
|-----------------------------------|--|
| Adresse | Rue : Route de la Tache LE PEYROU Bât., escalier, niveau, appartement n°, lot n°: Code postal, ville : . 24250 Groléjac (France) Section cadastrale A, Parcelle numéro 1909, A 22, |
| Périmètre de repérage : | Ensemble de la propriété |
| Type de logement : | Maison |
| Fonction principale du bâtiment : | Habitation (maison individuelle) |
| Date de construction : | < 1949 |

Le propriétaire et le commanditaire

| | |
|-------------------------|--|
| Le(s) propriétaire(s) : | Nom et prénom : ... M. Georges DUMONT Adresse : Route de la Tache LE PEYROU 24250 Groléjac (France) |
| Le commanditaire | Nom et prénom : ... M. Georges DUMONT Adresse : Route de la Tache LE PEYROU 24250 Groléjac (France) |

Le(s) signataire(s)

| | NOM Prénom | Fonction | Organisme certification | Détail de la certification |
|--|----------------|-----------------------|--|---|
| Opérateur(s) de repérage ayant participé au repérage | COSTES Morgan | Opérateur de repérage | LCC QUALIXPERT 17 rue Borrel 81100 CASTRES | Obtention : 21/11/2018 Échéance : 20/11/2023 N° de certification : C2976 |
| Personne(s) signataire(s) autorisant la diffusion du rapport | OLLIVE Fabrice | Gérant | ABCIDIA CERTIFICATION | Obtention : 03/07/2017 Échéance : 02/07/2022 N° de certification : 17-942 |

Raison sociale de l'entreprise : **DIAG AGENCES** (Numéro SIRET : **451 978 183 00072**)
Adresse : **4bis impasse du Bois de la Grange, 33610 CANEJAN**
Désignation de la compagnie d'assurance : **AXA**
Numéro de police et date de validité : **10068975804 / 31/12/2021**

Le rapport de repérage

| |
|---|
| Date d'émission du rapport de repérage : 02/07/2021, remis au propriétaire le 02/07/2021 |
| Diffusion : le présent rapport de repérage ne peut être reproduit que dans sa totalité, annexes incluses |
| Pagination : le présent rapport avec les annexes comprises, est constitué de 21 pages, la conclusion est située en page 3. |

Sommaire

1 Les conclusions

2 Le(s) laboratoire(s) d'analyses

3 La mission de repérage

- 3.1 L'objet de la mission
- 3.2 Le cadre de la mission
 - 3.2.1 L'intitulé de la mission
 - 3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission
 - 3.2.3 L'objectif de la mission
 - 3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire.
 - 3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)
 - 3.2.6 Le périmètre de repérage effectif

4 Conditions de réalisation du repérage

- 4.1 Bilan de l'analyse documentaire
- 4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ
- 4.3 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux arrêtés en vigueur
- 4.4 Plan et procédures de prélèvements

5 Résultats détaillés du repérage

- 5.0 Identification des matériaux repérés de la liste A et B
- 5.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires (fiche de cotation)
- 5.2 Liste des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante, mais n'en contenant pas après analyse

6 Signatures

7 Annexes

1. – Les conclusions

Avvertissement : les textes ont prévu plusieurs cadres réglementaires pour le repérage des matériaux ou produits contenant de l'amiante, notamment pour les cas de démolition d'immeuble.

La présente mission de repérage ne répond pas aux exigences prévues pour les missions de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition d'immeuble ou avant réalisation de travaux dans l'immeuble concerné et son rapport ne peut donc pas être utilisé à ces fins.

1.1 Liste A : Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2, il n'a pas été repéré

- de matériaux ou produits de la liste A contenant de l'amiante.

1.1 Liste B : Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2, il n'a pas été repéré

- de matériaux ou produits de la liste B contenant de l'amiante.

1.2. Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2 les locaux ou parties de locaux, composants ou parties de composants qui n'ont pu être visités et pour lesquels des investigations complémentaires sont nécessaires afin de statuer sur la présence ou l'absence d'amiante :

| Localisation | Parties du local | Raison |
|-------------------------------|---|--|
| Dépendances 1 RDC - Abri bois | Stock de bois | Cubage mobile non déplaçable et non visitable dans son intégralité |
| Sur l'ensemble du bien | Sous-face des parquets | Investigation impossible sans destruction |
| Sur l'ensemble du bien | Sol, murs et plinthes | Présence de meubles et objets non déplaçables |
| Extérieur | Conduits de ventilation : grille scélée | Impossibilité d'investigation approfondie non destructive |
| 1er étage - Bureau | Plenum non visitable recouvert par de la laine de verre . | Impossibilité d'investigation approfondie non destructive |

Si certains locaux, parties de locaux ou composants n'ont pas pu être sondés, des investigations approfondies doivent être réalisées afin d'y vérifier la présence éventuelle d'amiante. Les obligations réglementaires du(des) propriétaire(s) prévues aux articles R.1334-15 à R.1334-18 du Code de la Santé Publique, ne sont pas remplies conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 12 Décembre 2012 (Listes "A" et "B"). De ce fait le vendeur reste responsable au titre des vices cachés en cas de présence d'Amiante.

2. – Le(s) laboratoire(s) d'analyses

Raison sociale et nom de l'entreprise : ... Il n'a pas été fait appel à un laboratoire d'analyse

Adresse :

Numéro de l'accréditation Cofrac :

3. – La mission de repérage

3.1 L’objet de la mission

Dans le cadre de la vente de l’immeuble bâti, ou de la partie d’immeuble bâti, décrit en page de couverture du présent rapport, la mission consiste à repérer dans cet immeuble, ou partie d’immeuble, certains matériaux ou produits contenant de l’amiante conformément à la législation en vigueur.

Pour s’exonérer de tout ou partie de sa garantie des vices cachés, le propriétaire vendeur annexe à la promesse de vente ou au contrat de vente le présent rapport.

3.2 Le cadre de la mission

3.2.1 L’intitulé de la mission

«Repérage en vue de l’établissement du constat établi à l’occasion de la vente de tout ou partie d’un immeuble bâti».

3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission

L’article L 271-4 du code de la construction et de l’habitation prévoit qu’ «en cas de vente de tout ou partie d’un immeuble bâti, un dossier de diagnostic technique, fourni par le vendeur, est annexé à la promesse de vente ou, à défaut de promesse, à l’acte authentique de vente. En cas de vente publique, le dossier de diagnostic technique est annexé au cahier des charges.»

Le dossier de diagnostic technique comprend, entre autres, «l’état mentionnant la présence ou l’absence de matériaux ou produits contenant de l’amiante prévu à l’article L. 1334-13 du même code».

La mission, s’inscrivant dans ce cadre, se veut conforme aux textes réglementaires de référence mentionnés en page de couverture du présent rapport.

3.2.3 L’objectif de la mission

«Le repérage a pour objectif d’identifier et de localiser les matériaux et produits contenant de l’amiante mentionnés en annexe du Code de la santé publique.»

L’Annexe du Code de la santé publique est l’annexe 13.9 (liste A et B).

3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire

Le programme de repérage est défini à minima par l’Annexe 13.9 (liste A et B) du Code de la santé publique et se limite pour une mission normale à la recherche de matériaux et produits contenant de l’amiante dans les composants et parties de composants de la construction y figurant.

En partie droite l’extrait du texte de l’Annexe 13.9

Important : Le programme de repérage de la mission de base est limitatif. Il est plus restreint que celui élaboré pour les missions de repérage de matériaux ou produits contenant de l’amiante avant démolition d’immeuble ou celui à élaborer avant réalisation de travaux.

3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)

En plus du programme de repérage réglementaire, le présent rapport porte sur les parties de composants suivantes :

| Liste A | |
|---|--|
| Composant de la construction | Partie du composant à vérifier ou à sonder |
| Flocages, Calorifugeages, Faux plafonds | Flocages |
| | Calorifugeages |
| | Faux plafonds |

| Liste B | |
|--|--|
| Composant de la construction | Partie du composant à vérifier ou à sonder |
| 1. Parois verticales intérieures | |
| Murs, Cloisons "en dur" et Poteaux (périphériques et intérieurs) | Enduits projetés |
| | Revêtement dur (plaques de menuiseries) |
| | Revêtement dur (amiante-ciment) |
| | Entourages de poteaux (carton) |
| | Entourages de poteaux (amiante-ciment) |
| | Entourages de poteaux (matériau sandwich) |
| Cloisons (légères et préfabriquées), Gains et Coffres verticaux | Entourages de poteaux (carton+plâtre) |
| | Coffrage perdu |
| 2. Planchers et plafonds | |
| Plafonds, Poutres et Charpentes, Gains et Coffres Horizontaux | Enduits projetés |
| | Panneaux collés ou vissés |
| Planchers | Dalles de sol |
| 3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs | |
| Conduits de fluides (air, eau, autres fluides) | Conduits |
| | Enveloppes de calorifuges |
| Clapets / volets coupe-feu | Clapets coupe-feu |
| | Volets coupe-feu |
| Portes coupe-feu | Rebouchage |
| | Joints (tresses) |
| Vide-ordures | Joints (bandes) |
| | Conduits |
| 4. Eléments extérieurs | |
| Toitures | Plaques (composites) |
| | Plaques (fibres-ciment) |
| | Ardoises (composites) |
| | Ardoises (fibres-ciment) |
| | Accessoires de couvertures (composites) |
| | Accessoires de couvertures (fibres-ciment) |
| Bardages et façades légères | Bardeaux bitumineux |
| | Plaques (composites) |
| | Plaques (fibres-ciment) |
| | Ardoises (composites) |
| | Ardoises (fibres-ciment) |
| | Panneaux (composites) |
| Conduits en toiture et façade | Panneaux (fibres-ciment) |
| | Conduites d’eaux pluviales en amiante-ciment |
| | Conduites d’eaux usées en amiante-ciment |
| | Conduites de fumée en amiante-ciment |

| Composant de la construction | Partie du composant ayant été inspecté (Description) | Sur demande ou sur information |
|------------------------------|--|--------------------------------|
| Néant | - | |

3.2.6 Le périmètre de repérage effectif

Il s'agit de l'ensemble des locaux ou parties de l'immeuble concerné par la mission de repérage figurant sur le schéma de repérage joint en annexe à l'exclusion des locaux ou parties d'immeuble n'ayant pu être visités.

Descriptif des pièces visitées

| | |
|---|--|
| <p>RdC - Véranda, RdC - Cuisine, RdC - Placard, RdC - Entrée, RdC - Placard 2, RdC - SdEau, RdC - Placard 3, RdC - WC, RdC - Salon, RdC - Salle à manger, 1er étage - Palier, 1er étage - Balcon, 1er étage - Chambre,</p> | <p>1er étage - Chambre 2, 1er étage - Placard 4, 1er étage - Chambre 3, 1er étage - Bureau, 1er étage - Chambre 4, 1er étage - SdEau/WC, 2ème étage - Combles, Dépendances 1 RDC - Cave, Dépendances 1 RDC - Garage, Dépendances 1 RDC - Abri bois, Dépendances 1 / 1er étage - Combles, Dépendances 2 - Abri de jardin, Dépendances 2 - Abri de jardin 2</p> |
|---|--|

| Localisation | Description |
|-----------------|--|
| RdC - Véranda | Sol : Carrelage Plinthes : Bois et Peinture Plafond : lambris bois et Peinture Fenêtre (F1) A : Aluminium et Peinture Fenêtre (F2) D : Aluminium et Peinture Porte (P1) B : pvc Porte (P2) C : pvc |
| RdC - Cuisine | Sol : Carrelage Plinthes : Carrelage Mur A, B, C, D : Papier peint Plafond : Plâtre et Peinture Porte (P1) A : pvc Porte (P2) B : bois et Peinture Porte (P3) B : bois et Peinture Fenêtre (F1) C : pvc Volet C : Bois et Peinture |
| RdC - Placard | Sol : Carrelage Plinthes : Carrelage Mur A, B, C, D : Enduit Plafond : bois et peinture Porte (P1) A : bois et Peinture |
| RdC - Entrée | Sol : Carrelage Plinthes : Carrelage Mur A, B, C, D, E, F, G, H : Papier peint Mur C : lambris bois et vernis Porte (P1) A : bois et peinture Porte (P2) B : bois et peinture Porte (P3) B : bois et peinture Porte (P4) B : bois et peinture Porte (P5) C : bois et peinture Porte (P6) D : pvc Marches A : Bois et Vernis Contremarches A : Bois et Vernis Balustre A : Bois et Vernis Main courante A : Bois et Vernis |
| RdC - Placard 2 | Sol : Carrelage Plinthes : Carrelage Mur A, B, C, D : Enduit Plafond : Plâtre et Peinture Porte (P1) A : bois et peinture |
| RdC - SdEau | Sol : Carrelage Plinthes : Carrelage Mur A, B, C, D, E, F, G, H : Papier peint Plafond : plâtre et peinture Porte (P1) A : bois et peinture Porte (P2) D : bois et peinture Fenêtre (F1) E : bois et Peinture Fenêtre (F2) E : bois et Peinture |
| RdC - Placard 3 | Sol : Carrelage Plinthes : Carrelage Mur A, B, C, D : Enduit Plafond : plâtre et peinture Porte (P1) A : bois et peinture |
| RdC - WC | Sol : Carrelage Plinthes : Carrelage Mur A, B, C, D : Plâtre et Peinture Plafond : plâtre et peinture Porte (P1) A : bois et peinture |

| Localisation | Description |
|----------------------------|--|
| RdC - Salon | Sol : Carrelage Plinthes : Carrelage Mur A, B, D : Papier peint Mur C : Pierre Plafond : lambris bois et Vernis Porte (P1) A : bois et peinture Fenêtre (F1) D : pvc Volet D : bois et Peinture |
| RdC - Salle à manger | Sol : Carrelage Plinthes : Carrelage Mur A, B, C, D : Papier peint Plafond : lambris bois et vernis Porte (P1) B : pvc Fenêtre (F1) C : pvc Volet C : bois et Peinture |
| 1er étage - Palier | Sol : Parquet stratifié Plinthes : Bois et Peinture Mur A, B, C, D, E, F : papier peint Plafond (P1) : plâtre et peinture Porte (P1) B : bois et Peinture Porte (P2) C : bois et Peinture Porte (P3) C : bois et Peinture Porte (P4) D : bois et Peinture Porte (P5) F : bois et Peinture Fenêtre (F1) A : pvc Volet A : bois et Peinture Marches A : Bois et Vernis Contremarches A : Bois et Vernis Balustre A : Bois et Vernis Main courante A : Bois et Vernis |
| 1er étage - Balcon | Sol : Béton Mur : Pierre Garde corps B, C, D : Aluminium |
| 1er étage - Chambre | Sol : Parquet stratifié Plinthes : bois et peinture Mur A, B, C, D : Papier peint Plafond (P1) : plâtre et peinture Porte (P1) A : bois et Peinture Fenêtre (F1) B : pvc Fenêtre (F2) D : pvc Volet B, D : bois et Peinture |
| 1er étage - Chambre 2 | Sol : Parquet stratifié Plinthes : bois et peinture Mur A, B, C, D : papier peint Plafond (P1) : plâtre et peinture Porte (P1) A : bois et Peinture Porte (P2) C : bois et Peinture Fenêtre (F1) C : pvc Volet C : bois et Peinture |
| 1er étage - Placard 4 | Sol : bois Mur A, B, C, D : Isolant Plafond (P1) : Isolant Porte (P1) A : bois et peinture |
| 1er étage - Chambre 3 | Sol : Parquet bois Plinthes : bois et peinture Mur A, B, C, D : Plâtre et Peinture Plafond (P1) : Plâtre et Peinture Porte (P1) A : bois et peinture Porte (P2) C : bois et Vernis |
| 1er étage - Bureau | Sol : parquet bois Plinthes : bois Mur A, B, C : lambris bois et vernis Mur D : Papier peint Plafond (P2) : Faux plafond Fenêtre (F1) B : Aluminium Fenêtre (F2) B : Aluminium Fenêtre (F3) C : Aluminium Fenêtre (F4) C : Aluminium |
| 1er étage - Chambre 4 | Sol : parquet bois Plinthes : bois et Peinture Mur A, B, C, D : papier peint Plafond (P1) : Plâtre et Peinture Porte (P1) A : bois et Peinture Fenêtre (F1) D : pvc Volet D : bois et Peinture |
| 1er étage - SdEau/WC | Sol : Carrelage Mur A, B, C, D : Faïence Porte (P1) A : bois et Peinture |
| 2ème étage - Combles | Sol : Isolant Mur A, B, C, D : Pierre Plafond (P1) : Charpente bois Tuiles |
| Dépendances 1 RDC - Cave | Sol : bois Mur A, B, C, D : bois Plafond (P1) : bois Porte (P1) A : bois et peinture |
| Dépendances 1 RDC - Garage | Mur A, B, C, D, E, F : Enduit Plafond (P1) : Isolant Porte (P1) C : bois et Vernis Porte (P2) C : bois et Vernis Volet A : Aluminium |

| Localisation | Description |
|-------------------------------------|--|
| Dépendances 1 RDC - Abri bois | Sol : Béton Mur A, B, C, D : Pierre Plafond (P1) : Somivage bois Porte (P1) : bois |
| Dépendances 1 / 1er étage - Combles | Sol : bois Mur A, B, C, D : Enduit Plafond (P1) : Charpente bois Tuiles Fenêtre (F1) : bois et Vernis |
| Dépendances 2 - Abri de jardin | Sol : bois Mur : bois Plafond (P1) : bois Porte (P1) : bois |
| Dépendances 2 - Abri de jardin 2 | Sol : bois Mur : bois Plafond (P1) : Charpente bois plastique Porte (P1) : bois |

4. – Conditions de réalisation du repérage

4.1 Bilan de l'analyse documentaire

| Documents demandés | Documents remis |
|---|-----------------|
| Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés | - |
| Documents décrivant les ouvrages, produits, matériaux et protections physiques mises en place | - |
| Eléments d'information nécessaires à l'accès aux parties de l'immeuble bâti en toute sécurité | - |

Observations : Néant
Document remis : Néant

4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ

Date de la commande : 02/07/2021
Date(s) de visite de l'ensemble des locaux : 02/07/2021
Heure d'arrivée : 09 h 00
Personne en charge d'accompagner l'opérateur de repérage : Propriétaire

4.3 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux arrêtés en vigueur

La mission de repérage s'est déroulée conformément aux prescriptions des arrêtés.

| Observations | Oui | Non | Sans Objet |
|--|-----|-----|------------|
| Plan de prévention réalisé avant intervention sur site | - | - | X |
| Vide sanitaire accessible | | | X |
| Combles ou toiture accessibles et visitables | | | X |

4.4 Plan et procédures de prélèvements

L'ensemble des prélèvements a été réalisé dans le respect du plan et des procédures d'intervention.

5. – Résultats détaillés du repérage

5.0.1 Liste des matériaux repérés de la liste A

| Localisation | Identifiant + Description | Conclusion (justification) | Etat de conservation | Commentaires |
|--------------------|---|--|----------------------|--------------|
| 1er étage - Bureau | Identifiant: M001 Description: Faux plafonds | Absence d'amiante (Sur marquage du matériau) | | |

Aucun autre matériau de la liste A n'a été repéré dans périmètre de repérage mentionné au paragraphe 3.2.6

5.0.1 Liste des matériaux repérés de la liste B

| Localisation | Identifiant + Description | Conclusion (justification) | Etat de conservation | Commentaires |
|--------------|---------------------------|----------------------------|----------------------|--------------|
| Néant | - | | | |

Aucun autre matériau de la liste B n'a été repéré dans périmètre de repérage mentionné au paragraphe 3.2.6

5.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires (fiche de cotation)

Matériaux ou produits contenant de l'amiante

| Localisation | Identifiant + Description | Conclusion (justification) | Etat de conservation** et préconisations* |
|--------------|---------------------------|----------------------------|---|
| Néant | - | | |

* Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fournis en annexe 7.4 de ce présent rapport
** détails fournis en annexe 7.3 de ce présent rapport

5.2 Listes des matériaux et produits ne contenant pas d'amiante après analyse

| Localisation | Identifiant + Description |
|--------------|---------------------------|
| Néant | - |

6. – Signatures

Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **LCC QUALIXPERT 17 rue Borrel 81100 CASTRES (détail sur www.cofrac.fr programme n°4-4-11)**

Fait à **CANEJAN**, le **02/07/2021**

Signature de l'opérateur :

Par : COSTES Morgan



Signature du représentant :

OLLIVE Fabrice

BATIS'GROUP (SARL Batis'Invest)
1, rue des Eglantines
44119 Granchamp des Fontaines
Tél. 02 28 25 08 39 | ec@batis.group
N° TVA FR-88 421 233 970
SIRET 821 233 970 00010 – APE 6420Z

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité, et avec l'accord écrit de son signataire.

RESERVE DE PROPRIETE : Les rapports demeurent la propriété de notre société et ne pourront être utilisés jusqu'au complet paiement du prix par l'acheteur (Loi du 12 mai 1980). Voir nos conditions générales de vente.

ANNEXES**Au rapport de mission de repérage n° DAB-2021-06-9944-MCO****Informations conformes à l'annexe III de l'arrêté du 12 décembre 2012**

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

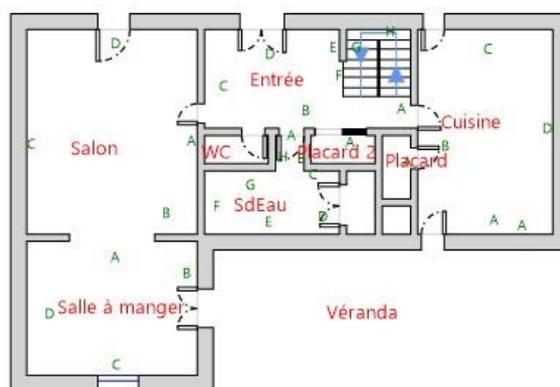
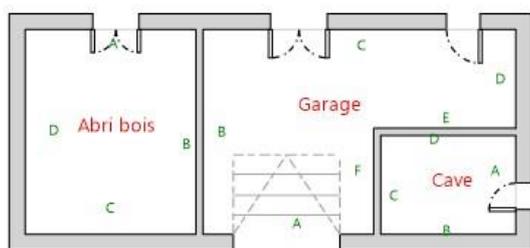
Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes.

Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet www.sinoe.org.

Sommaire des annexes**7 Annexes****7.1 Schéma de repérage****7.2 Rapports d'essais****7.3 Grilles réglementaires d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante****7.4 Conséquences réglementaires et recommandations****7.5 Recommandations générales de sécurité****7.6 Documents annexés au présent rapport**

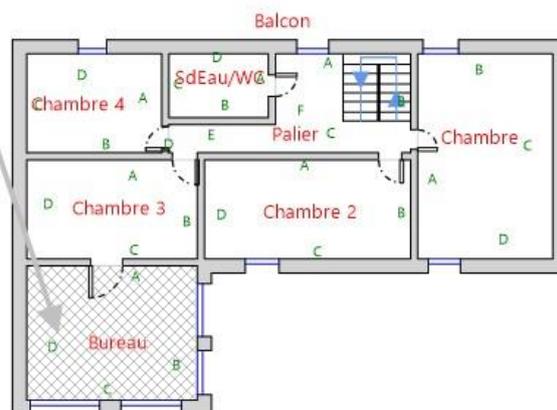
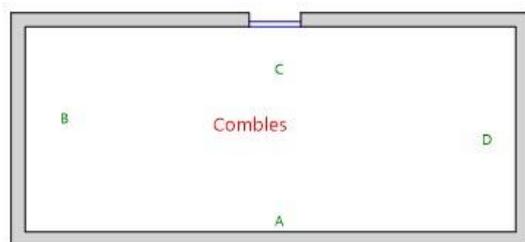
7.1 - Annexe - Schéma de repérage

----- RdC -----

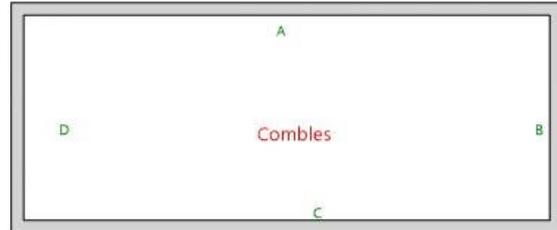


----- 1er étage -----

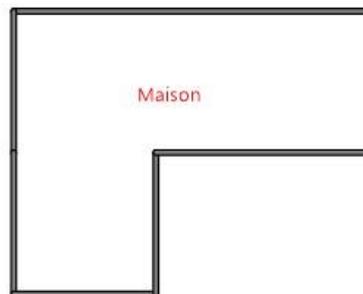
M001 - Faux plafonds
Absence d'amiante



----- 2ème étage -----



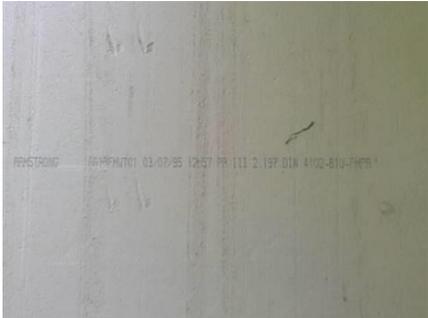
Plan de masse



Légende

| | | | | |
|--|--|--|---------------------------------|---|
|  | Conduit en fibro-ciment |  | Dalles de sol | <p>Nom du propriétaire : M. Georges DUMONT Adresse du bien : Route de la Tache LE PEYROU 24250 Groléjac (France)</p> |
|  | Conduit autre que fibro-ciment |  | Carrelage | |
|  | Brides |  | Colle de revêtement | |
|  | Dépôt de Matériaux contenant de l'amiante |  | Dalles de faux-plafond | |
|  | Matériau ou produit sur lequel un doute persiste |  | Toiture en fibro-ciment | |
|  | Présence d'amiante |  | Toiture en matériaux composites | |

Photos

| | |
|---|--|
|  | <p>Photo n° PhA001 Localisation : 1er étage - Bureau Ouvrage : Flocages, Calorifugeages, Faux plafonds Partie d'ouvrage : Faux plafonds Description : Faux plafonds Localisation sur croquis : M001</p> |
|  | <p>Photo n° PhA001 Localisation : 1er étage - Bureau Ouvrage : Flocages, Calorifugeages, Faux plafonds Partie d'ouvrage : Faux plafonds Description : Faux plafonds Localisation sur croquis : M001</p> |

7.2 - Annexe - Rapports d'essais**Identification des prélèvements :**

| Identifiant et prélèvement | Localisation | Composant de la construction | Parties du composant | Description |
|----------------------------|--------------|------------------------------|----------------------|-------------|
| - | - | - | - | - |

Copie des rapports d'essais :

Aucun rapport d'essai n'a été fourni ou n'est disponible

7.3 - Annexe - Evaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante

Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

Aucune évaluation n'a été réalisée

Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

1. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux circulations d'air

| Fort | Moyen | Faible |
|--|--|--|
| 1° Il n'existe pas de système spécifique de ventilation, la pièce ou la zone homogène évaluée est ventilée par ouverture des fenêtres. ou 2° Le faux plafond se trouve dans un local qui présente une (ou plusieurs) façade(s) ouverte(s) sur l'extérieur susceptible(s) de créer des situations à forts courants d'air, ou 3° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet d'air est telle que celui-ci affecte directement le faux plafond contenant de l'amiante. | 1° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet est telle que celui-ci n'affecte pas directement le faux plafond contenant de l'amiante, ou 2° Il existe un système de ventilation avec reprise(s) d'air au niveau du faux plafond (système de ventilation à double flux). | 1° Il n'existe ni ouvrant ni système de ventilation spécifique dans la pièce ou la zone évaluée, ou 2° Il existe dans la pièce ou la zone évaluée, un système de ventilation par extraction dont la reprise d'air est éloignée du faux plafond contenant de l'amiante. |

2. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux chocs et vibrations

| Fort | Moyen | Faible |
|---|---|---|
| L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme forte dans les situations où l'activité dans le local ou à l'extérieur engendre des vibrations, ou rend possible les chocs directs avec le faux plafond contenant de l'amiante (ex : hall industriel, gymnase, discothèque...). | L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme moyenne dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques mais se trouve dans un lieu très fréquenté (ex : supermarché, piscine, théâtre,...). | L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme faible dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques, n'est pas susceptible d'être dégradé par les occupants ou se trouve dans un local utilisé à des activités tertiaires passives. |

Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

Aucune évaluation n'a été réalisée

Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. Classification des niveaux de risque de dégradation ou d'extension de la dégradation du matériau.

| Risque faible de dégradation ou d'extension de dégradation | Risque de dégradation ou d'extension à terme de la dégradation | Risque de dégradation ou d'extension rapide de la dégradation |
|---|--|---|
| L'environnement du matériau contenant de l'amiante ne présente pas ou très peu de risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau. | L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau. | L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque important pouvant entraîner rapidement, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau. |

Légende : EP = évaluation périodique ; AC1 = action corrective de premier niveau ; AC2 = action corrective de second niveau.

L'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte :

- Les agressions physiques intrinsèques au local (ventilation, humidité, etc...) selon que le risque est probable ou avéré ;
- La sollicitation des matériaux ou produits liée à l'activité des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou quotidienne/forte.

Elle ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, l'usage réel des locaux, un défaut d'entretien des équipements, etc...

7.4 - Annexe - Conséquences réglementaires et recommandations

Conséquences réglementaires suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

Article R1334-27 : En fonction du résultat du diagnostic obtenu à partir de la grille d'évaluation de l'arrêté du 12 décembre 2012, le propriétaire met en œuvre les préconisations mentionnées à l'article R1334-20 selon les modalités suivantes :

Score 1 – L'évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectué dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation, ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage et de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception.

Score 2 – La mesure d'empoussièrément dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrément au propriétaire contre accusé de réception.

Score 3 – Les travaux de confinement ou de retrait de l'amiante sont mis en œuvre selon les modalités prévues à l'article R. 1334-29.

Article R1334-28 : Si le niveau d'empoussièrément mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante prévue à l'article R1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrément ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Si le niveau d'empoussièrément mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est supérieur à cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante, selon les modalités prévues à l'article R1334-29.

Article R1334-29 : Les travaux précités doivent être achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrément ou de la dernière évaluation de l'état de conservation. Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées doivent être mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrément inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrément ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvres, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

Article R.1334-29-3 :

I) A l'issue des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste A mentionnés à l'article R.1334-29, le propriétaire fait procéder par une personne mentionnée au premier alinéa de l'article R.1334-23, avant toute restitution des locaux traités, à un examen visuel de l'état des surfaces traitées. Il fait également procéder, dans les conditions définies à l'article R.1334-25, à une mesure du niveau d'empoussièrément dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement. Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre.

II) Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits résiduels dans les conditions prévues par l'arrêté mentionné à l'article R.1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date à laquelle sont remis les résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

III) Lorsque des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante sont effectués à l'intérieur de bâtiment occupés ou fréquentés, le propriétaire fait procéder, avant toute restitution des locaux traités, à l'examen visuel et à la mesure d'empoussièrément dans l'air mentionnée au premier alinéa du présent article.

Détail des préconisations suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. Réalisation d'une « évaluation périodique », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit, consistant à :

- Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

2. Réalisation d'une « action corrective de premier niveau », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés, consistant à :

- Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ; b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
- Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

Il est rappelé l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement.

3. Réalisation d'une « action corrective de second niveau », qui concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation, consistant à :

- Prendre, tant que les mesures mentionnées au c) (paragraphe suivant) n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrément est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
- Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
- Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
- Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

En fonction des situations particulières rencontrées lors de l'évaluation de l'état de conservation, des compléments et précisions à ces recommandations sont susceptibles d'être apportées

7.5 - Annexe - Recommandations générales de sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées. Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du

1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr. De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

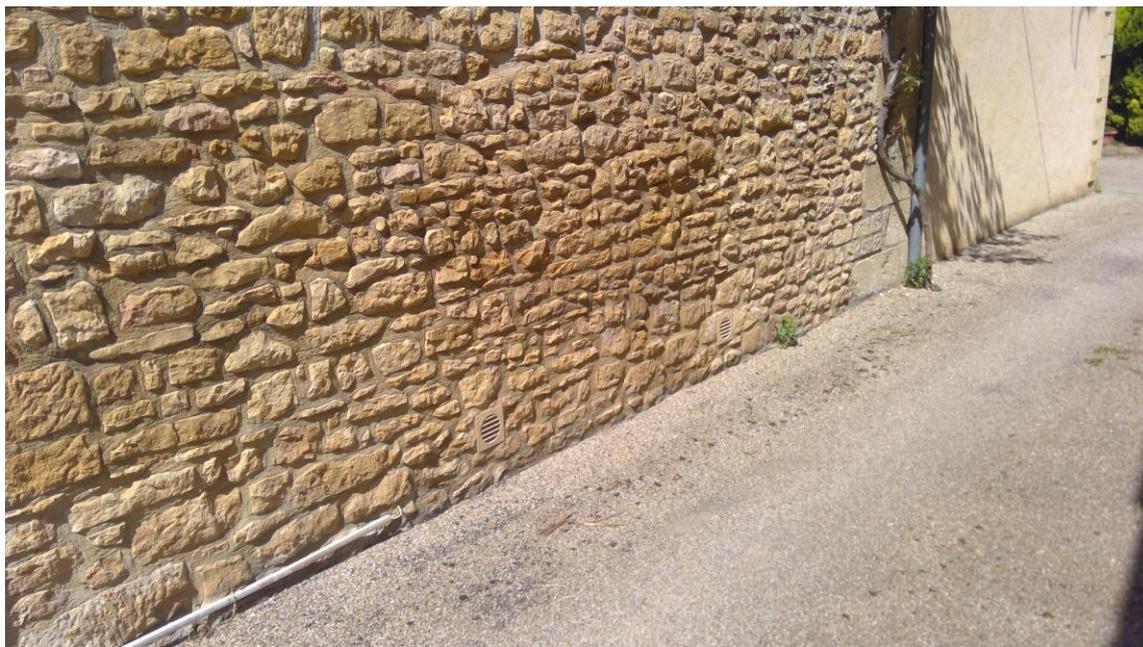
e. Tracabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

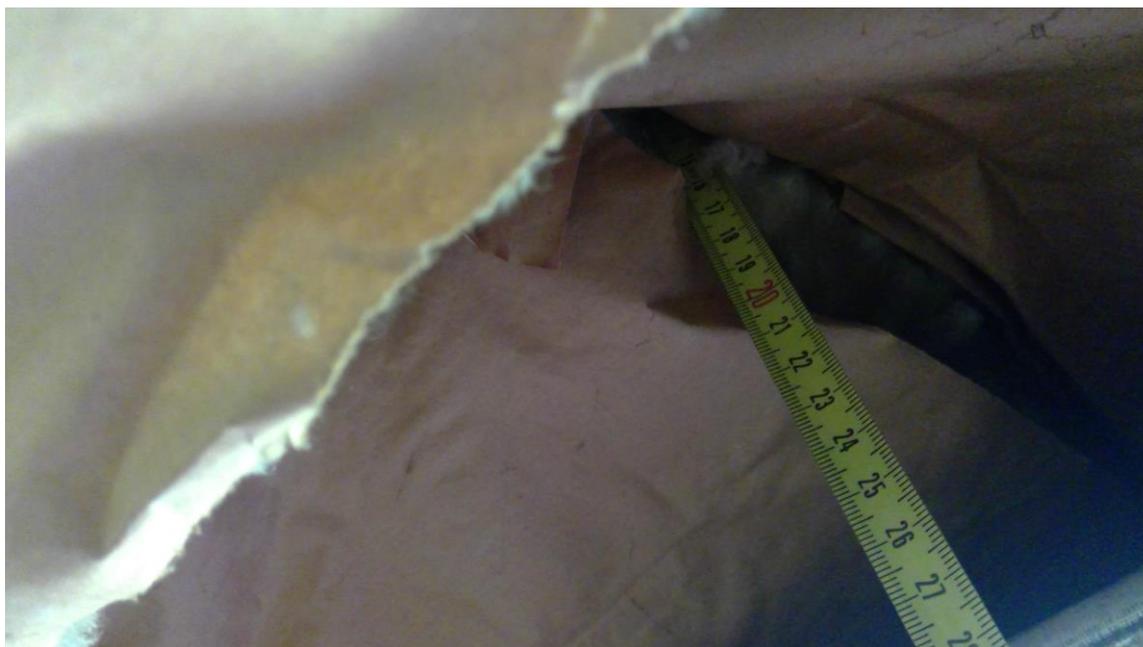
Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

7.6 - Annexe - Autres documents



Conduits de ventilation : grille scéllé



Plenum non visitable recouvert par de la laine de verre .



Votre attestation Responsabilité Civile

AXA France IARD dont le siège social se situe 313, Terrasses de l'Arche 92727 Nanterre Cedex atteste que :
SARL BATIS'INVEST - 1 RUE DES EGLANTINES - 44119 GRANDCHAMPS DES FONTAINES FR
Est titulaire du contrat d'assurance n° 10068975804 ayant pris effet le 06/10/2017.

Les filiales **BATIS'EXPERT, DIAG'AGENCES, TECHNIDIA, BATIS'VERIF** ont la qualité d'assurés additionnels au contrat.

Ce contrat garantit les conséquences pécuniaires de la Responsabilité civile pouvant lui incomber du fait de l'exercice des activités de **DIAGNOSTICS TECHNIQUES IMMOBILIERS** suivantes :

- CONSTAT DES RISQUES D'EXPOSITION AU PLOMB
- REPERAGE D'AMIANTE AVANT TRANSACTION, CONTROLE PERIODIQUE AMIANTE
- DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE
- ETAT DE L'INSTALLATION INTERIEURE D'ELECTRICITE ET DE GAZ
- PRESENCE DE TERMITES ET AUTRES INSECTES XYLOPHAGES
- DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE (DPE)
- ETAT DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES
- MESURAGE (LOI CARREZ / LOI BOUTIN)
- CONTROLE INSTALLATIONS ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF
- CALCUL DES MILLIEMES DE COPROPRIETE
- DIAGNOSTIC RADON
- THERMOGRAPHIE DES BÂTIMENTS
- DIAGNOSTIC TECHNIQUE GLOBAL (DTG)
- CERTIFICAT DES TRAVAUX DE REHABILITATIONS DANS LE NEUF ET L'ANCIEN (DISPOSITIONS BORLOO & ROBIEN)
- ETAT DU DISPOSITIF DE SECURITE DES PISCINES
- CERTIFICAT DE LOGEMENT DECENT
- ETAT DES LIEUX LOCATIFS
- DIAGNOSTIC ACCESSIBILITE HANDICAPES
- INFILTROMETRIE, Y COMPRIS AERAILLIQUE
- CERTIFICAT AUX NORMES DE SURFACE ET D'HABITABILITE ET PRET A TAUX ZERO
- ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION
- CAROTTAGE D'ENROBES ET DE BITUME POUR RECHERCHE D'AMIANTE ET HYDROCARBURES AROMATIQUES POLYCYCLIQUES

- REPERAGE D'AMIANTE AVANT/APRES TRAVAUX ET DEMOLITION
- CONTROLE VISUEL AMIANTE
- PRESENCE DE CHAMPIGNONS LIGNIVORES
- EVALUATION IMMOBILIERE
- CONTROLE INSTALLATIONS ASSAINISSEMENT COLLECTIF
- FORMATION EN RAPPORT AVEC LES ACTIVITES DECRITES AU CONTRAT (REPRESENTANT MOINS DE 10% DU CHIFFRE D'AFFAIRES)
- AUDIT ENERGETIQUE
- EXPERTISE POUR MOINS DE 10% DU CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL
- DIAGNOSTIC LEGIONNELLE
- RECHERCHE DE METAUX LOURDS
- DIAGNOSTIC DE LA QUALITE DE L'AIR INTERIEUR
- DIAGNOSTIC HUMIDITE
- VERIFICATION PERIODIQUE DES INSTALLATIONS DE GAZ ET D'ELECTRICITE
- VERIFICATION PERIODIQUE LEVAGE, ENGINES DE CHANTIER, APPAREILS SOUS PRESION
- VERIFICATION PERIODIQUE PORTES AUTOMATIQUES ET BARRIERES (VEHICULE ET PIETON)
- DIAGNOSTIC SECURITE DES AIRES COLLECTIVES DE JEUX
- DIAGNOSTIC DECHETS DE CHANTIER
- DIAGNOSTIC ELECTRICITE ET GAZ SUR MOBIL HOMES
- DIAGNOSTIC PLOMB DANS L'EAU
- REPERAGE PLOMB AVANT/APRES TRAVAUX ET DEMOLITION

La garantie Responsabilité civile professionnelle s'exerce à concurrence de 5.000.000 € par année d'assurance.

La présente attestation est valable du 1^{ER} JANVIER 2021 au 31 DECEMBRE 2021 et ne peut engager l'assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Ce contrat permet à l'assuré de satisfaire à l'obligation d'assurance de responsabilité civile professionnelle résultant des dispositions de l'article R271-2 du Code de la Construction et de l'Habitation (décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 relatif aux diagnostics techniques immobiliers) pour l'établissement des documents visés à l'article L271-4 dudit Code.

L'assuré doit être titulaire d'une certification de compétence en cours de validité délivrée par un organisme accrédité dans le domaine de la construction ou employer des salariés ou être constituée de personnes physiques qui disposent de ladite certification de compétence en cours de validité pour l'établissement des documents visés aux articles L271-4 et L134-1 du code de la Construction et de l'Habitation.
A défaut la garantie n'est pas acquise.

Le présent document, établi par AXA, est valable jusqu'au 31 DECEMBRE 2021 sous réserve du paiement des cotisations. Il a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il ne constitue toutefois pas une présomption d'application des garanties et ne peut engager AXA au-delà des clauses, conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Les exceptions de garantie opposables au souscripteur le sont également aux bénéficiaires de l'indemnité (résiliation, nullité, règle proportionnelle, exclusions, déchéances, ...).

Toute adjonction autre que le cachet et la signature du représentant de la Société est réputée non écrite.

Fait à Pessac, le 17/12/2020
Pour la compagnie

VD ASSOCIES
PO. 81, Bd Pierre Premier
33110 LE BOUSCAT
RCS + 794 672 238 ORIAS : 13010220
TEL : 05 56 30 95 75



Certificat N° C2976

Monsieur Morgan COSTES

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 consultable sur www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.



dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

| | | |
|--|---|--|
| Amiante avec mention | Certificat valable Du 21/11/2018 au 20/11/2023 | Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine | Certificat valable Du 21/11/2018 au 20/11/2023 | Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Etat des installations intérieures de gaz | Certificat valable Du 21/11/2018 au 20/11/2023 | Arrêté du 06 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Constat de risque d'exposition au plomb | Certificat valable Du 18/12/2018 au 17/12/2023 | Arrêté du 21 novembre 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments | Certificat valable Du 18/12/2018 au 17/12/2023 | Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Etat des installations intérieures d'électricité | Certificat valable Du 18/12/2018 au 17/12/2023 | Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification. |

Date d'établissement le mardi 18 décembre 2018

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative



LCC 17, rue Borrel - 81100 CASTRES

Tél. 05 63 78 08 18 - Fax 05 63 78 32 87 - www.qualixpert.com

Capital au capital de 6000 euros - APE 7120B - RCS Castres SIRET 493 037 632 00018

Rapport de l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment

Numéro de dossier : DAB-2021-06-9944-MCO
Norme méthodologique employée : AFNOR NF P 03-201 – Février 2016
Date du repérage : 02/07/2021
Temps passé sur site : 3 h 30

A. - Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :

Département : **Dordogne**
Adresse : **Route de la Tache**
LE PEYROU
Commune : **24250 Groléjac (France)**
Désignation et situation du ou des lots de copropriété :

.....
Section cadastrale A, Parcelle numéro 1909, A 22,
Informations collectées auprès du donneur d'ordre :

- Présence de traitements antérieurs contre les termites**
 Présence de termites dans le bâtiment
 Fourniture de la notice technique relatif à l'article R 112-4 du CCH si date du dépôt de la demande de permis de construire ou date d'engagement des travaux postérieure au 1/11/2006

Documents fournis:

Néant

Désignation du (ou des) bâtiment(s) et périmètre de repérage :
..... **Habitation (maison individuelle)**
..... **Ensemble de la propriété**

Situation du bien en regard d'un arrêté préfectoral pris en application de l'article L 133-5 du CCH :
..... **Le bien est situé dans une zone soumise à un arrêté préfectoral.**

B. - Désignation du client

Désignation du client :

Nom et prénom : **M. Georges DUMONT**
Adresse : **Route de la Tache**
LE PEYROU 24250 Groléjac (France)

Si le client n'est pas le donneur d'ordre :

Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : **Autre**
Nom et prénom : **M. Georges DUMONT**
Adresse : **Route de la Tache**
LE PEYROU
24250 Groléjac (France)

C. - Désignation de l'opérateur de diagnostic

Identité de l'opérateur de diagnostic :

Nom et prénom : **COSTES Morgan**
Raison sociale et nom de l'entreprise : **DIAG AGENCES**
Adresse : **4bis impasse du Bois de la Grange**
33610 CANEJAN
Numéro SIRET : **451 978 183 00072**
Désignation de la compagnie d'assurance : ... **AXA**
Numéro de police et date de validité : **10068975804 / 31/12/2021**
Certification de compétence **C2976** délivrée par : **LCC QUALIXPERT, le 21/11/2018**

D. - Identification des bâtiments et des parties de bâtiments visités et des éléments infestés ou ayant été infestés par les termites et ceux qui ne le sont pas :

Liste des pièces visitées :

RdC - Véranda,
RdC - Cuisine,
RdC - Placard,
RdC - Entrée,
RdC - Placard 2,
RdC - SdEau,
RdC - Placard 3,
RdC - WC,
RdC - Salon,
RdC - Salle à manger,
1er étage - Palier,
1er étage - Balcon,
1er étage - Chambre,

1er étage - Chambre 2,
1er étage - Placard 4,
1er étage - Chambre 3,
1er étage - Bureau,
1er étage - Chambre 4,
1er étage - SdEau/WC,
2ème étage - Combles,
Dépendances 1 RDC - Cave,
Dépendances 1 RDC - Garage,
Dépendances 1 RDC - Abri bois,
Dépendances 1 / 1er étage - Combles,
Dépendances 2 - Abri de jardin,
Dépendances 2 - Abri de jardin 2

| Bâtiments et parties de bâtiments visités (1) | Ouvrages, parties d'ouvrages et éléments examinés (2) | Résultats du diagnostic d'infestation (3) |
|---|---|---|
| RdC | | |
| Véranda | Sol - Carrelage | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plinthes - Bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plafond - lambris bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Fenêtre (F1) - A - Aluminium et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Fenêtre (F2) - D - Aluminium et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte (P1) - B - pvc | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte (P2) - C - pvc | Absence d'indices d'infestation de termites |
| Cuisine | Sol - Carrelage | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plinthes - Carrelage | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Mur - A, B, C, D - Papier peint | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plafond - Plâtre et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte (P1) - A - pvc | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte (P2) - B - bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte (P3) - B - bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Fenêtre (F1) - C - pvc | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Volet - C - Bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| Placard | Sol - Carrelage | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plinthes - Carrelage | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Mur - A, B, C, D - Enduit | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plafond - bois et peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte (P1) - A - bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| Entrée | Sol - Carrelage | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plinthes - Carrelage | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Mur - A, B, C, D, E, F, G, H - Papier peint | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Mur - C - lambris bois et vernis | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte (P1) - A - bois et peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte (P2) - B - bois et peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte (P3) - B - bois et peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte (P4) - B - bois et peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |

| Bâtiments et parties de bâtiments visités (1) | Ouvrages, parties d'ouvrages et éléments examinés (2) | Résultats du diagnostic d'infestation (3) |
|---|---|---|
| | Porte (P5) - C - bois et peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte (P6) - D - pvc | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Marches - A - Bois et Vernis | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Contremarches - A - Bois et Vernis | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Balustre - A - Bois et Vernis | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Main courante - A - Bois et Vernis | Absence d'indices d'infestation de termites |
| Placard 2 | Sol - Carrelage | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plinthes - Carrelage | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Mur - A, B, C, D - Enduit | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plafond - Plâtre et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte (P1) - A - bois et peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| SdEau | Sol - Carrelage | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plinthes - Carrelage | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Mur - A, B, C, D, E, F, G, H - Papier peint | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plafond - plâtre et peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte (P1) - A - bois et peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte (P2) - D - bois et peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Fenêtre (F1) - E - bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Fenêtre (F2) - E - bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| Placard 3 | Sol - Carrelage | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plinthes - Carrelage | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Mur - A, B, C, D - Enduit | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plafond - plâtre et peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte (P1) - A - bois et peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | |
| WC | Sol - Carrelage | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plinthes - Carrelage | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Mur - A, B, C, D - Plâtre et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plafond - plâtre et peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte (P1) - A - bois et peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| Salon | Sol - Carrelage | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plinthes - Carrelage | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Mur - A, B, D - Papier peint | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Mur - C - Pierre | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plafond - lambris bois et Vernis | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte (P1) - A - bois et peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Fenêtre (F1) - D - pvc | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Volet - D - bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| Salle à manger | Sol - Carrelage | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plinthes - Carrelage | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Mur - A, B, C, D - Papier peint | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plafond - lambris bois et vernis | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte (P1) - B - pvc | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Fenêtre (F1) - C - pvc | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Volet - C - bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |

| Bâtiments et parties de bâtiments visités (1) | Ouvrages, parties d'ouvrages et éléments examinés (2) | Résultats du diagnostic d'infestation (3) |
|---|---|---|
| 1er étage | | |
| Palier | Sol - Parquet stratifié | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plinthes - Bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Mur - A, B, C, D, E, F - papier peint | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plafond (P1) - plâtre et peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte (P1) - B - bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte (P2) - C - bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte (P3) - C - bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte (P4) - D - bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte (P5) - F - bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Fenêtre (F1) - A - pvc | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Volet - A - bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Marches - A - Bois et Vernis | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Contremarches - A - Bois et Vernis | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Balustre - A - Bois et Vernis | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Main courante - A - Bois et Vernis | Absence d'indices d'infestation de termites |
| Balcon | Sol - Béton | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Mur - Pierre | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Garde corps - B, C, D - Aluminium | Absence d'indices d'infestation de termites |
| Chambre | Sol - Parquet stratifié | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plinthes - bois et peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Mur - A, B, C, D - Papier peint | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plafond (P1) - plâtre et peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte (P1) - A - bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Fenêtre (F1) - B - pvc | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Fenêtre (F2) - D - pvc | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Volet - B, D - bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| Chambre 2 | Sol - Parquet stratifié | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plinthes - bois et peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Mur - A, B, C, D - papier peint | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plafond (P1) - plâtre et peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte (P1) - A - bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte (P2) - C - bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Fenêtre (F1) - C - pvc | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Volet - C - bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| Placard 4 | Sol - bois | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Mur - A, B, C, D - Isolant | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plafond (P1) - Isolant | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte (P1) - A - bois et peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| Chambre 3 | Sol - Parquet bois | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plinthes - bois et peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Mur - A, B, C, D - Plâtre et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |

| Bâtiments et parties de bâtiments visités (1) | Ouvrages, parties d'ouvrages et éléments examinés (2) | Résultats du diagnostic d'infestation (3) |
|---|---|---|
| | Plafond (P1) - Plâtre et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte (P1) - A - bois et peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte (P2) - C - bois et Vernis | Absence d'indices d'infestation de termites |
| Bureau | Sol - parquet bois | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plinthes - bois | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Mur - A, B, C - lambris bois et vernis | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Mur - D - Papier peint | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plafond (P2) - Faux plafond | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Fenêtre (F1) - B - Aluminium | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Fenêtre (F2) - B - Aluminium | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Fenêtre (F3) - C - Aluminium | Absence d'indices d'infestation de termites |
| Chambre 4 | Fenêtre (F4) - C - Aluminium | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Sol - parquet bois | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plinthes - bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Mur - A, B, C, D - papier peint | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plafond (P1) - Plâtre et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte (P1) - A - bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Fenêtre (F1) - D - pvc | Absence d'indices d'infestation de termites |
| SdEau/WC | Volet - D - bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Sol - Carrelage | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Mur - A, B, C, D - Faïence | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte (P1) - A - bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| 2ème étage | | |
| Combles | Sol - Isolant | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Mur - A, B, C, D - Pierre | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plafond (P1) - Charpente bois - Tuiles | Absence d'indices d'infestation de termites |
| Dépendances 1 RDC | | |
| Cave | Sol - bois | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Mur - A, B, C, D - bois | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plafond (P1) - bois | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte (P1) - A - bois et peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| Garage | Porte (P1) - A - bois et peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Mur - A, B, C, D, E, F - Enduit | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plafond (P1) - Isolant | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte (P1) - C - bois et Vernis | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte (P2) - C - bois et Vernis | Absence d'indices d'infestation de termites |
| Abri bois | Volet - A - Aluminium | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Sol - Béton | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Mur - A, B, C, D - Pierre | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plafond (P1) - Somivage bois | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte (P1) - bois | Absence d'indices d'infestation de termites |
| Dépendances 1 / 1er étage | | |
| Combles | Sol - bois | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Mur - A, B, C, D - Enduit | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plafond (P1) - Charpente bois - Tuiles | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Fenêtre (F1) - bois et Vernis | Absence d'indices d'infestation de termites |
| Dépendances 2 | | |
| Abri de jardin | Sol - bois | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Mur - bois | Absence d'indices d'infestation de termites |

| Bâtiments et parties de bâtiments visités (1) | Ouvrages, parties d'ouvrages et éléments examinés (2) | Résultats du diagnostic d'infestation (3) |
|---|---|---|
| | Plafond (P1) - bois | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte (P1) - bois | Absence d'indices d'infestation de termites |
| Abri de jardin 2 | Sol - bois | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Mur - bois | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plafond (P1) - Charpente bois - plastique | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Porte (P1) - bois | Absence d'indices d'infestation de termites |

(1) Identifier notamment chaque bâtiment et chacune des pièces du bâtiment.

(2) Identifier notamment : ossature, murs, planchers, escaliers, boiseries, plinthes, charpentes...

(3) Mentionner les indices ou l'absence d'indices d'infestation de termites et en préciser la nature et la localisation.

E. – Catégories de termites en cause :

La mission et son rapport sont exécutés conformément à la norme AFNOR NF P 03-201 (Février 2016) et à l'arrêté du 07 mars 2012 modifiant l'arrêté du 29 mars 2007.

La recherche de termites porte sur différentes catégories de termites :

- **Les termites souterrains**, regroupant cinq espèces identifiés en France métropolitaine (Reticulitermes flavipes, reticulitermes lucifugus, reticulitermes banyulensis, reticulitermes grassei et reticulitermes urbis) et deux espèces supplémentaires dans les DOM (Coptotermes et heterotermes),

- **Les termites de bois sec**, regroupant les kalotermes flavicolis présent surtout dans le sud de la France métropolitaine et les Cryptotermes présent principalement dans les DOM et de façon ponctuelle en métropole.

Les principaux indices d'une infestation sont :

- Altérations dans le bois,
- Présence de termites vivants,
- Présence de galeries-tunnels (cordonnets) ou concrétions,
- Cadavres ou restes d'individus reproducteurs,
- Présence d'orifices obturés ou non.

Rappels réglementaires :

L 133-5 du CCH : Lorsque, dans une ou plusieurs communes, des foyers de termites sont identifiés, un arrêté préfectoral, pris sur proposition ou après consultation des conseils municipaux intéressés, délimite les zones contaminées ou susceptibles de l'être à court terme. En cas de démolition totale ou partielle d'un bâtiment situé dans ces zones, les bois et matériaux contaminés sont incinérés sur place ou traités avant tout transport si leur destruction par incinération sur place est impossible. La personne qui a procédé à ces opérations en fait la déclaration en mairie.

Article L 112-17 du CCH : Les règles de construction et d'aménagement applicables aux ouvrages et locaux de toute nature quant à leur résistance aux termites et aux autres insectes xylophages sont fixées par décret en Conseil d'Etat. Ces règles peuvent être adaptées à la situation particulière de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de La Réunion, de Mayotte et de Saint-Martin.

F. - Identification des bâtiments et parties du bâtiment (pièces et volumes) n'ayant pu être visités et justification :

Néant

G. - Identification des ouvrages, parties d'ouvrages et éléments qui n'ont pas été examinés et justification :

| Localisation | Liste des ouvrages, parties d'ouvrages | Motif |
|-------------------------------|--|--|
| Dépendances 1 RDC - Abri bois | Stock de bois | Cubage mobile non déplaçable et non visitable dans son intégralité |
| Sur l'ensemble du bien | Sous-face des parquets | Investigation impossible sans destruction |
| | Sol, murs et plinthes | Présence de meubles et objets non déplaçables |

*L'état est effectué dans/sur toutes les parties visibles et accessibles sans sondages destructifs. Le contrôle du bien se limite **aux parties visibles et accessibles**. A la charge du client de rendre accessibles et visibles toutes les parties du bien.*

Toutes les pièces de bois accessibles sont sondées. Le gros œuvre d'un bâtiment, l'intérieur des murs, des planchers, les poutres plâtrées, les combles inaccessibles, la charpente non visible (plafond sous charpente), faux plafond, toutes les parties habillées (papiers peints, moquettes, polystyrène, tissus, PVC, lambris, plinthes, carrelage) restent des parties inaccessibles.

Les terrains sont contrôlés sur un périmètre de 10 mètres autour du bâti, en recherchant tous les éléments naturels permettant la détection de termites.

Les stocks de bois et matériaux divers dans le bien ou à proximité du bien contrôlé ne peuvent être déplacés par nos soins, ces travaux restant à la charge du client.

Notre responsabilité d'opérateur de diagnostic est limitée aux points effectivement vérifiés. Nous vous proposons de revenir sur les lieux du diagnostic pour une visite complémentaire des ouvrages, parties d'ouvrages et éléments qui n'ont pas été examinés. Ceci à la requête expresse du propriétaire ou de son mandataire dès lorsqu'il aura rendu accessible les éléments non vérifiés (frais de déplacement et rédaction des documents définis par avenant au présent constat, et restant à la charge du client).

H. - Constatations diverses :

| Localisation | Liste des ouvrages, parties d'ouvrages | Observations et constatations diverses |
|--------------|--|--|
| Néant | - | |

Note 1: Les indices d'infestation des autres agents de dégradation biologique du bois sont notés de manière générale pour information du donneur d'ordre, il n'est donc pas nécessaire d'en indiquer la nature, le nombre et la localisation précise. Si le donneur d'ordre le souhaite, il fait réaliser une recherche de ces agents dont la méthodologie et les éléments sont décrits dans la norme NF-P 03-200.

I. - Moyens d'investigation utilisés :

La mission et son rapport sont exécutés conformément à la norme AFNOR NF P 03-201 (Février 2016), à l'article L.133-5, L.133-6, L 271-4 à 6, R133-7 et à l'arrêté du 07 mars 2012 modifiant l'arrêté du 29 mars 2007. La recherche de termites porte sur les termites souterrain ou termites de bois sec et est effectuée jusqu'à 10 mètres des extérieurs de l'habitation, dans la limite de la propriété.

Moyens d'investigation :

1. examen visuel des parties visibles et accessibles :

Recherche visuelle d'indices d'infestations (cordonnets ou galeries-tunnels, termites, restes de termites, dégâts, etc.) sur les sols, murs, cloisons, plafonds et ensemble des éléments de bois.

Examen des produits cellulosiques non rattachés au bâti (débris de bois, planches, cageots, papiers, cartons, etc.), posés à même le sol et recherche visuelle de présence ou d'indices de présence (dégâts sur éléments de bois, détérioration de livres, cartons, etc.) ;

Examen des matériaux non cellulosiques rattachés au bâti et pouvant être altérés par les termites (matériaux d'isolation, gaines électriques, revêtement de sol ou muraux, etc.) ;

Recherche et examen des zones propices au passage et/ou au développement des termites (caves, vides sanitaires, réseaux, arrivées et départs de fluides, regards, gaines, câblages, ventilation, joints de dilatation, espaces créés par le retrait entre les différents matériaux, fentes des éléments porteurs en bois, etc.).

2. sondage mécanique des bois visibles et accessibles :

Sondage non destructif de l'ensemble des éléments en bois. Sur les éléments en bois dégradés les sondages sont approfondis et si nécessaire destructifs. Les éléments en bois en contact avec les maçonneries doivent faire l'objet de sondages rapprochés. Ne sont pas considérés comme sondages destructifs des altérations telles que celles résultant de l'utilisation de poinçons, de lames, etc.

L'examen des meubles est aussi un moyen utile d'investigation.

3. Matériel utilisé :

Poinçon, décintroir, ciseau à bois, marteau, pied de biche, lampe, échelle de 3 mètres, humidimètre.

Représentant du propriétaire (accompagnateur) :

Propriétaire

Commentaires (Ecart par rapport à la norme, ...) :

Néant

J. – VISA et mentions :

Mention 1 : Le présent rapport n'a de valeur que pour la date de la visite et est exclusivement limité à l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment objet de la mission.

Mention 2 : L'intervention n'a pas eu pour but de donner un diagnostic de la résistance mécanique des bois et matériaux.

Nota 2 : Dans le cas de la présence de termites, il est rappelé l'obligation de déclaration en mairie de l'infestation prévue aux articles L.133-4 et R. 133-3 du code de la construction et de l'habitation.

Nota 3 : Conformément à l'article L-271-6 du CCH, l'opérateur ayant réalisé cet état relatif à la présence de termites n'a aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à lui, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur des ouvrages pour lesquels il lui est demandé d'établir cet état.

*Nota 4 : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **LCC QUALIXPERT 17 rue Borrel 81100 CASTRES (détail sur www.cofrac.fr programme n°4-4-11)***

Visite effectuée le **02/07/2021**.

Fait à **CANEJAN**, le **02/07/2021**

Par : COSTES Morgan



**Signature du représentant :
OLLIVE Fabrice**

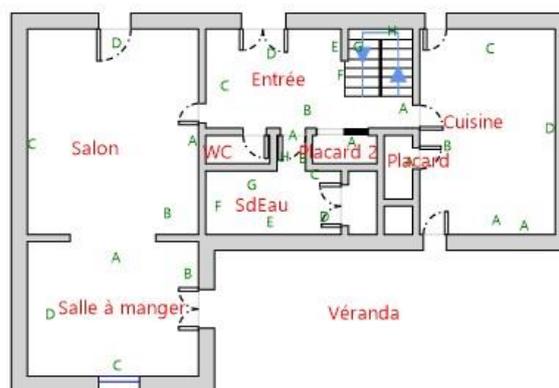
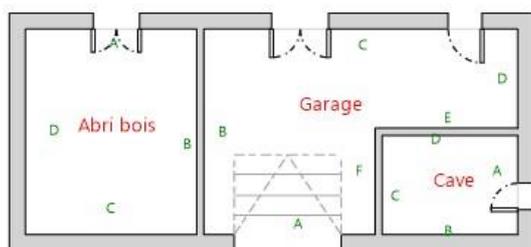
BATIS'GROUP (SARL Batis'Invest)
1, rue des Eglantines
44119 Granchamps des Fontaines
Tél. 02 28 25 08 39 | accueil@batis.group
N° TVA FR 66 821 233 970
SIRET 821 233 970 000 10 - APE 6420Z

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité, et avec l'accord écrit de son signataire.

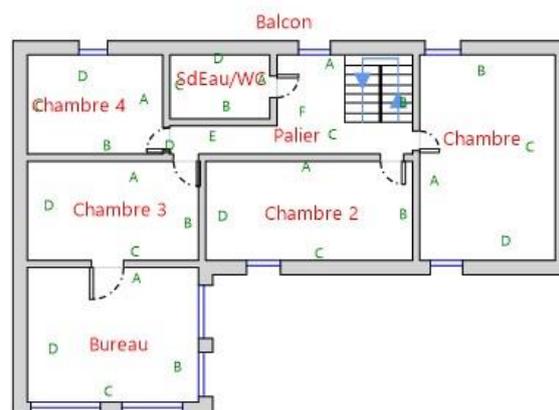
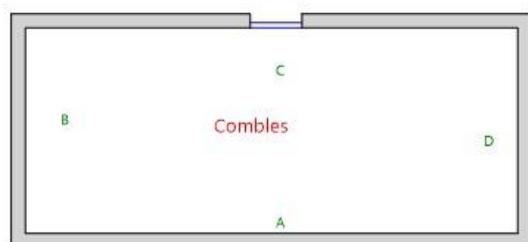
RESERVE DE PROPRIETE : Les rapports demeurent la propriété de notre société et ne pourront être utilisés jusqu'au complet paiement du prix par l'acheteur (Loi du 12 mai 1980). Voir nos conditions générales de vente.

Annexe – Plans – croquis

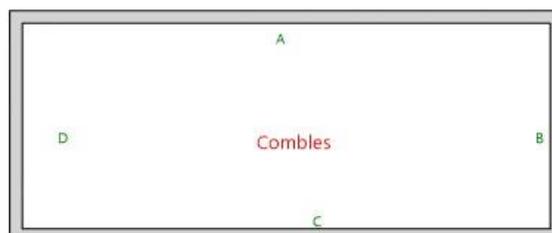
----- RdC -----



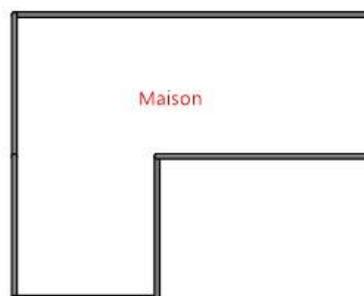
----- 1er étage -----



----- 2ème étage -----



Plan de masse



Annexe – Ordre de mission / Assurance / Attestation sur l'honneur



Ordre de mission n°DAB-2021-06-9944-MCO

| | |
|--|--|
| Objet de la mission : | |
| <input checked="" type="checkbox"/> Constat amiante avant-vente | <input checked="" type="checkbox"/> Exposition au plomb (CREP) |
| <input checked="" type="checkbox"/> Etat relatif à la présence de termites | <input checked="" type="checkbox"/> Diag. Installations Gaz |
| <input checked="" type="checkbox"/> Etat des Risques et Pollutions | <input checked="" type="checkbox"/> Diag. Installations Electricité |
| Désignation du propriétaire | Désignation du ou des bâtiments |
| Nom / Société : M. Georges DUMONT Adresse : Route de la Tache LE PEYROU CP : 24250 Ville : Groléjac (France) Tel : 05 53 28 11 41 Mail : dumont.georges@wanadoo.fr | Adresse : Route de la Tache LE PEYROU Code Postal : ... 24250 Ville : Groléjac (France) Département : . Dordogne Précision : N° lot : |
| Donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) | Occupant |
| Type : Autre Nom / Société : M. Georges DUMONT Adresse : Route de la Tache LE PEYROU 24250 Groléjac (France) Téléphone : 05 53 28 11 41 Mail : dumont.georges@wanadoo.fr | Nom / Société : M. Georges DUMONT Adresse : Route de la Tache LE PEYROU Code Postal : 24250 Ville : Groléjac (France) Téléphone : 05 53 28 11 41 Mail : dumont.georges@wanadoo.fr |
| Mission : Vente | |
| Type de bien à expertiser : Habitation (maison individuelle) - Maison Date du permis de construire : < 1949 Surface : 180 m² Lots rattachés : <input type="checkbox"/> Cave , <input type="checkbox"/> Garage , <input type="checkbox"/> Terrain , <input checked="" type="checkbox"/> Autre : Autres informations : <input type="checkbox"/> Ascenseur, <input type="checkbox"/> Animaux Section cadastrale : Section cadastrale A 22 1909, Périmètre de repérage : Ensemble de la propriété Accompagnateur : Propriétaire Remise des clés : Sur place, données par le(s) propriétaire(s) Date et heure de la visite : 02/07/2021 à 09 h 00 durée approximative 3 h 30 Filigrane : | |
| Administratif | |
| Facturation : <input type="checkbox"/> Propriétaire <input type="checkbox"/> Donneur d'ordre <input type="checkbox"/> Notaire Destinataire(s) des rapports : <input type="checkbox"/> Propriétaire <input type="checkbox"/> Donneur d'ordre <input type="checkbox"/> Notaire <input type="checkbox"/> Agence Impératif de date : | |

Signature du représentant :

DIAG AGENCES SAS (Société d'exploitation des sociétés AB Expertises)
Tél. : 05.56.46.45.45 | E-mail : diag-agences-aquitaine@batis.group | Site Web : www.diag-agences.com
Nos agences à votre écoute : Bordeaux - Biganos - Bergerac
SIREN : 451 978 183 | Compagnie d'assurance : AXA n° 10068975804



Cubage mobile non déplaçable et non visitable dans son intégralité



Votre attestation Responsabilité Civile

AXA France IARD dont le siège social se situe 313, Terrasses de l'Arche 92727 Nanterre Cedex atteste que :
SARL BATIS'INVEST - 1 RUE DES EGLANTINES - 44119 GRANDCHAMPS DES FONTAINES FR
Est titulaire du contrat d'assurance n° 10068975804 ayant pris effet le 06/10/2017.

Les filiales **BATIS'EXPERT, DIAG'AGENCES, TECHNIDIA, BATIS'VERIF** ont la qualité d'assurés additionnels au contrat.

Ce contrat garantit les conséquences pécuniaires de la Responsabilité civile pouvant lui incomber du fait de l'exercice des activités de **DIAGNOSTICS TECHNIQUES IMMOBILIERS** suivantes :

- CONSTAT DES RISQUES D'EXPOSITION AU PLOMB
- REPERAGE D'AMIANTE AVANT TRANSACTION, CONTROLE PERIODIQUE AMIANTE
- DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE
- ETAT DE L'INSTALLATION INTERIEURE D'ELECTRICITE ET DE GAZ
- PRESENCE DE TERMITES ET AUTRES INSECTES XYLOPHAGES
- DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE (DPE)
- ETAT DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES
- MESURAGE (LOI CARREZ / LOI BOUTIN)
- CONTROLE INSTALLATIONS ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF
- CALCUL DES MILLIEMES DE COPROPRIETE
- DIAGNOSTIC RADON
- THERMOGRAPHIE DES BÂTIMENTS
- DIAGNOSTIC TECHNIQUE GLOBAL (DTG)
- CERTIFICAT DES TRAVAUX DE REHABILITATIONS DANS LE NEUF ET L'ANCIEN (DISPOSITIONS BORLOO & ROBIEN)
- ETAT DU DISPOSITIF DE SECURITE DES PISCINES
- CERTIFICAT DE LOGEMENT DECENT
- ETAT DES LIEUX LOCATIFS
- DIAGNOSTIC ACCESSIBILITE HANDICAPES
- INFILTROMETRIE, Y COMPRIS AERAILIQUE
- CERTIFICAT AUX NORMES DE SURFACE ET D'HABITABILITE ET PRET A TAUX ZERO
- ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION
- CAROTTAGE D'ENROBES ET DE BITUME POUR RECHERCHE D'AMIANTE ET HYDROCARBURES AROMATIQUES POLYCYCLIQUES

- REPERAGE D'AMIANTE AVANT/APRES TRAVAUX ET DEMOLITION
- CONTROLE VISUEL AMIANTE
- PRESENCE DE CHAMPIGNONS LIGNIVORES
- EVALUATION IMMOBILIERE
- CONTROLE INSTALLATIONS ASSAINISSEMENT COLLECTIF
- FORMATION EN RAPPORT AVEC LES ACTIVITES DECRITES AU CONTRAT (REPRESENTANT MOINS DE 10% DU CHIFFRE D'AFFAIRES)
- AUDIT ENERGETIQUE
- EXPERTISE POUR MOINS DE 10% DU CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL
- DIAGNOSTIC LEGIONNELLE
- RECHERCHE DE METAUX LOURDS
- DIAGNOSTIC DE LA QUALITE DE L'AIR INTERIEUR
- DIAGNOSTIC HUMIDITE
- VERIFICATION PERIODIQUE DES INSTALLATIONS DE GAZ ET D'ELECTRICITE
- VERIFICATION PERIODIQUE LEVAGE, ENGINS DE CHANTIER, APPAREILS SOUS PRESSION
- VERIFICATION PERIODIQUE PORTES AUTOMATIQUES ET BARRIERES (VEHICULE ET PIETON)
- DIAGNOSTIC SECURITE DES AIRES COLLECTIVES DE JEUX
- DIAGNOSTIC DECHETS DE CHANTIER
- DIAGNOSTIC ELECTRICITE ET GAZ SUR MOBIL HOMES
- DIAGNOSTIC PLOMB DANS L'EAU
- REPERAGE PLOMB AVANT/APRES TRAVAUX ET DEMOLITION

La garantie Responsabilité civile professionnelle s'exerce à concurrence de 5.000.000 € par année d'assurance.

La présente attestation est valable du 1^{ER} JANVIER 2021 au 31 DECEMBRE 2021 et ne peut engager l'assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Ce contrat permet à l'assuré de satisfaire à l'obligation d'assurance de responsabilité civile professionnelle résultant des dispositions de l'article R271-2 du Code de la Construction et de l'Habitation (décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 relatif aux diagnostics techniques immobiliers) pour l'établissement des documents visés à l'article L271-4 dudit Code.

L'assuré doit être titulaire d'une certification de compétence en cours de validité délivrée par un organisme accrédité dans le domaine de la construction ou employer des salariés ou être constituée de personnes physiques qui disposent de ladite certification de compétence en cours de validité pour l'établissement des documents visés aux articles L271-4 et L134-1 du code de la Construction et de l'Habitation.
A défaut la garantie n'est pas acquise.

Le présent document, établi par AXA, est valable jusqu'au 31 DECEMBRE 2021 sous réserve du paiement des cotisations. Il a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il ne constitue toutefois pas une présomption d'application des garanties et ne peut engager AXA au-delà des clauses, conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Les exceptions de garantie opposables au souscripteur ne sont également aux bénéficiaires de l'indemnité (résiliation, nullité, règle proportionnelle, exclusions, déchéances, ...).

Toute adjonction autre que le cachet et la signature du représentant de la Société est réputée non écrite.

Fait à Pessac, le 17/12/2020
Pour la compagnie

VD ASSOCIÉS
P.O. 81, Bd Pierre Premier
33101 LE BOUSCAT
RCS+794 672 238 ORVALS : 33010220
Tél : 05 56 30 95 75



Certificat N° C2976

Monsieur Morgan COSTES

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 consultable sur www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.



dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

| | | |
|---|--|---|
| Amiante avec mention | Certificat valable Du 21/11/2018 au 20/11/2023 | Arrêté du 25 juillet 2018 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine | Certificat valable Du 21/11/2018 au 20/11/2023 | Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Etat des installations intérieures de gaz | Certificat valable Du 21/11/2018 au 20/11/2023 | Arrêté du 06 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Constat de risque d'exposition au plomb | Certificat valable Du 18/12/2018 au 17/12/2023 | Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments | Certificat valable Du 18/12/2018 au 17/12/2023 | Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Etat des installations intérieures d'électricité | Certificat valable Du 18/12/2018 au 17/12/2023 | Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification. |

Date d'établissement le mardi 18 décembre 2018

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative



LCC 17, rue Borrel - 81100 CASTRES
Tél : 05 66 40 40 40 - Fax : 05 66 40 40 41 - 05 66 40 40 42 - 05 66 40 40 43 - 05 66 40 40 44 - 05 66 40 40 45 - 05 66 40 40 46 - 05 66 40 40 47 - 05 66 40 40 48 - 05 66 40 40 49 - 05 66 40 40 50 - 05 66 40 40 51 - 05 66 40 40 52 - 05 66 40 40 53 - 05 66 40 40 54 - 05 66 40 40 55 - 05 66 40 40 56 - 05 66 40 40 57 - 05 66 40 40 58 - 05 66 40 40 59 - 05 66 40 40 60 - 05 66 40 40 61 - 05 66 40 40 62 - 05 66 40 40 63 - 05 66 40 40 64 - 05 66 40 40 65 - 05 66 40 40 66 - 05 66 40 40 67 - 05 66 40 40 68 - 05 66 40 40 69 - 05 66 40 40 70 - 05 66 40 40 71 - 05 66 40 40 72 - 05 66 40 40 73 - 05 66 40 40 74 - 05 66 40 40 75 - 05 66 40 40 76 - 05 66 40 40 77 - 05 66 40 40 78 - 05 66 40 40 79 - 05 66 40 40 80 - 05 66 40 40 81 - 05 66 40 40 82 - 05 66 40 40 83 - 05 66 40 40 84 - 05 66 40 40 85 - 05 66 40 40 86 - 05 66 40 40 87 - 05 66 40 40 88 - 05 66 40 40 89 - 05 66 40 40 90 - 05 66 40 40 91 - 05 66 40 40 92 - 05 66 40 40 93 - 05 66 40 40 94 - 05 66 40 40 95 - 05 66 40 40 96 - 05 66 40 40 97 - 05 66 40 40 98 - 05 66 40 40 99 - 05 66 40 40 00
sarl au capital de 8000 euros - APE 7120B - RCS Castres SIRET 493 037 832 00018

Etat de l'Installation Intérieure de Gaz

Numéro de dossier : DAB-2021-06-9944-MCO
Norme méthodologique employée : AFNOR NF P 45-500 (Janvier 2013)
Date du repérage : 02/07/2021

La présente mission consiste à établir, conformément à l'arrêté du 6 avril 2007 modifié, 18 novembre 2013 et 12 février 2014, l'état de l'installation intérieure de gaz afin d'évaluer les risques pouvant compromettre la sécurité des personnes. Il concerne les locaux d'habitation comportant une installation intérieure de gaz en fonctionnement et qui a été réalisée depuis plus de quinze ans ou dont le dernier certificat de conformité date de plus de quinze ans. Pour la réalisation du présent contrôle, il est fait application de la méthodologie décrite dans la norme NF P 45-500 de janvier 2013. En aucun cas, il ne s'agit d'un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis de la réglementation en vigueur.

Cet état de l'installation intérieure de gaz a une durée de validité de 3 ans pour une transaction et de 6 ans pour une mise en location.

A. - Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :

Département : **Dordogne**
Adresse : **Route de la Tache**
LE PEYROU
Commune : **24250 Groléjac (France)**
Section cadastrale A, Parcelle numéro 1909, A 22,
Désignation et situation du ou des lots de copropriété :
Type de bâtiment : **Maison**
Nature du gaz distribué : **Gaz Propane**
Distributeur de gaz : **Antargaz**
Installation alimentée en gaz : ... **OUI**

B. - Désignation du propriétaire

Désignation du propriétaire :

Nom et prénom : **M. Georges DUMONT**
Adresse : **Route de la Tache**
LE PEYROU
24250 Groléjac (France)

Si le propriétaire n'est pas le donneur d'ordre :

Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : **Autre**
Nom et prénom : **M. Georges DUMONT**
Adresse : **Route de la Tache**
LE PEYROU
24250 Groléjac (France)

Titulaire du contrat de fourniture de gaz :

Nom et prénom :
Adresse :
N° de téléphone :
Références :

C. - Désignation de l'opérateur de diagnostic

Identité de l'opérateur de diagnostic :

Nom et prénom : **COSTES Morgan**
Raison sociale et nom de l'entreprise : **DIAG AGENCES**
Adresse : **4bis impasse du Bois de la Grange**
33610 CANEJAN
Numéro SIRET : **451 978 183 00072**
Désignation de la compagnie d'assurance : ... **AXA**
Numéro de police et date de validité : **10068975804 / 31/12/2021**
Certification de compétence **C2976** délivrée par : **LCC QUALIXPERT, le 21/11/2018**
Norme méthodologique employée : **NF P 45-500 (Janvier 2013)**

D. - Identification des appareils

| Liste des installations intérieures gaz (Genre ⁽¹⁾ , marque, modèle) | Type ⁽²⁾ | Puissance en kW | Localisation | Observations : (anomalie, taux de CO mesuré(s), motif de l'absence ou de l'impossibilité de contrôle pour chaque appareil concerné) |
|---|---------------------|-----------------|---------------|---|
| Chaudière VIESSMANN Modèle: VITODENS 300 Installation: 2003 | Étanche | 35 kW | RdC - Cuisine | Photo : PhGaz001 |
| Cuisinière WHIRLPOOL Modèle: Plaque 4 feux | Non raccordé | Non Visible | RdC - Cuisine | Anomalie(s) fonct°: A2 (19.8) Photo : PhGaz002 |

(1) Cuisinière, table de cuisson, chauffe-eaux, chaudière, radiateur,

(2) Non raccordé — Raccordé — Étanche.

Note : Nous vous rappelons l'obligation d'entretien des appareils et de contrôle de la vacuité des conduits de fumées.

Note 2 : Notre cabinet s'engage à retourner sur les lieux afin de compléter le constat aux installations non contrôlées, dès lors que les dispositions permettant un contrôle des installations concernées auront été prises par le propriétaire ou son mandataire.

Note 3 : Nous attirons votre attention sur le fait que la responsabilité du donneur d'ordre reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident sur tout ou partie de l'installation, contrôlée ou non.

E. - Anomalies identifiées

| Points de contrôle ⁽³⁾ (selon la norme) | Anomalies observées (A1 ⁽⁴⁾ , A2 ⁽⁵⁾ , DGI ⁽⁶⁾ , 32c ⁽⁷⁾) | Libellé des anomalies et recommandations | Photos |
|--|--|--|--|
| C.14 - 19.8 Ventilation du local - Aménée d'air | A2 | Le dispositif de l'amenée d'air du local équipé ou prévu pour un appareil d'utilisation est obturable. (Cuisinière WHIRLPOOL Plaque 4 feux) Recommandations : (RdC - Cuisine) Présence d'un grille d'amenée d'air obturable ; Remplacer la grille d'amenée d'air obturable par une grille d'amenée d'air non obturable Risque(s) constaté(s) : Risque d'intoxication au monoxyde de carbone (CO) causée par une mauvaise combustion |  |

(3) Point de contrôle selon la norme utilisée.

(4) A1 : L'installation présente une anomalie à prendre en compte lors d'une intervention ultérieure sur l'installation

(5) A2 : L'installation présente une anomalie dont le caractère de gravité ne justifie pas que l'on interrompe aussitôt la fourniture du gaz, mais est suffisamment importante pour que la réparation soit réalisée dans les meilleurs délais.

(6) DGI : (Danger Grave et Immédiat) L'installation présente une anomalie suffisamment grave pour que l'opérateur de diagnostic interrompe aussitôt l'alimentation en gaz jusqu'à suppression du ou des défauts constituant la source du danger.

(7) 32c : la chaudière est de type VMC GAZ et l'installation présente une anomalie relative au dispositif de sécurité collective (DSC) qui justifie une intervention auprès du syndic ou du bailleur social par le distributeur de gaz afin de s'assurer de la présence du dispositif, de sa conformité et de son bon fonctionnement.

Note : Nous vous rappelons que la responsabilité de l'opérateur de diagnostic est limitée aux points effectivement vérifiés et que les contrôles réalisés ne préjugent pas de la conformité de l'installation

F. – Identification des bâtiments et parties du bâtiment (pièces et volumes) n'ayant pu être contrôlés et motif :

Néant

Nota : Nous attirons votre attention sur le fait que la responsabilité du donneur d'ordre reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident sur tout ou partie de l'installation présente dans des bâtiments, parties du bâtiment n'ayant pu être contrôlés.

G. - Constatations diverses**Commentaires :**

- Attestation de contrôle de moins d'un an de la vacuité des conduits de fumées non présentée
- Justificatif d'entretien de moins d'un an de la chaudière non présenté
- Le conduit de raccordement n'est pas visitable

Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage :

Néant

Observations complémentaires :

Néant

Conclusion :

- L'installation ne comporte aucune anomalie.
- L'installation comporte des anomalies de type A1 qui devront être réparées ultérieurement.
- L'installation comporte des anomalies de type A2 qui devront être réparées dans les meilleurs délais.
- L'installation comporte des anomalies de type DGI qui devront être réparées avant remise en service.
- L'installation comporte une anomalie 32c qui devra faire l'objet d'un traitement particulier par le syndic ou le bailleur social sous le contrôle du distributeur de gaz.

H. - Actions de l'opérateur de diagnostic en cas de DGI

- Fermeture totale avec pose d'une étiquette signalant la condamnation de l'installation de gaz
ou
 Fermeture partielle avec pose d'une étiquette signalant la condamnation d'un appareil ou d'une partie de l'installation
- Transmission au Distributeur de gaz par courrier des informations suivantes :
- référence du contrat de fourniture de gaz, du Point de Comptage Estimation, du Point de Livraison ou du numéro de compteur ;
 - codes des anomalies présentant un Danger Grave et Immédiat (DGI).
- Remise au client de la « fiche informative distributeur de gaz » remplie.

I. - Actions de l'opérateur de diagnostic en cas d'anomalie 32c

- Transmission au Distributeur de gaz par courrier de la référence du contrat de fourniture de gaz, du Point de Comptage Estimation, du Point de Livraison ou du numéro de compteur ;
- Remise au syndic ou au bailleur social de la « fiche informative distributeur de gaz » remplie. ;

Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **LCC QUALIXPERT - 17 rue Borrel 81100 CASTRES (détail sur www.cofrac.fr programme n°4-4-11)**

Dates de visite et d'établissement de l'état de l'installation gaz :

Visite effectuée le **02/07/2021**.

Fait à **CANEJAN**, le **02/07/2021**

Par : **COSTES Morgan**

Signature du représentant :

OLLIVE Fabrice



BATIS'GROUP (SARL Batis'Invest)
1, rue des Eglantines
44119 Granchamps des Fontaines
Tél. 02 28 25 08 39 | accueil@batis.group
N° TVA FR-88 821 233 970
SIRET 821 233 970 00010 - APE 6420Z

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité, et avec l'accord écrit de son signataire.

RESERVE DE PROPRIETE : Les rapports demeurent la propriété de notre société et ne pourront être utilisés jusqu'au complet paiement du prix par l'acheteur (Loi du 12 mai 1980). Voir nos conditions générales de vente.

Annexe - Photos



Photo n° PhGaz001
Localisation : RdC - Cuisine
Chaudière VIESSMANN (Type : Etanche)



Photo n° PhGaz002
Localisation : RdC - Cuisine
Cuisinière WHIRLPOOL (Type : Non raccordé)



Photo Gaz

Annexe - Règles élémentaires de sécurité et d'usage à respecter (liste non exhaustive)

Les accidents dus aux installations gaz, tout en restant peu nombreux, sont responsables d'un nombre important de victimes. La vétusté des installations, l'absence d'entretien des appareils et certains comportements imprudents sont des facteurs de risque : 98 % des accidents, fuites et explosions sont recensés dans les installations intérieures. Les intoxications oxycarbonées et les explosions font un grand nombre de victimes qui décèdent ou gardent des séquelles et handicaps à long terme.

Quels sont les moyens de prévention des accidents liés aux installations intérieures gaz ?

Pour prévenir les accidents liés aux installations intérieures gaz, il est nécessaire d'observer quelques règles de base :

- Renouvelez le tuyau de raccordement de la cuisinière ou de la bouteille de gaz régulièrement et dès qu'il est fissuré,
- Faire ramoner les conduits d'évacuation des appareils de chauffage et de cheminée régulièrement,
- Faire entretenir et contrôler régulièrement les installations intérieures de gaz par un professionnel.

Mais il s'agit également d'être vigilant, des gestes simples doivent devenir des automatismes :

- ne pas utiliser les produits aérosols ou les bouteilles de camping-gaz dans un espace confiné, près d'une source de chaleur,
- fermer le robinet d'alimentation de votre cuisinière après chaque usage et vérifiez la date de péremption du tuyau souple de votre cuisinière ou de votre bouteille de gaz,
- assurer une bonne ventilation de votre logement, n'obstruer pas les bouches d'aération,
- sensibiliser les enfants aux principales règles de sécurité des appareils gaz.

Quelle conduite adopter en cas de fuite de gaz ?

Lors d'une fuite de gaz, il faut éviter tout risque d'étincelle qui entraînerait une explosion :

- ne pas allumer la lumière, ni toucher aux interrupteurs, ni aux disjoncteurs,
- ne pas téléphoner de chez vous, que ce soit avec un téléphone fixe ou un portable,
- ne pas prendre l'ascenseur mais les escaliers,
- une fois à l'extérieur, prévenir les secours

Pour aller plus loin : <http://www.developpement-durable.gouv.fr>



Votre attestation Responsabilité Civile

AXA France IARD dont le siège social se situe 313, Terrasses de l'Arche 92727 Nanterre Cedex atteste que :
SARL BATIS'INVEST - 1 RUE DES EGLANTINES - 44119 GRANDCHAMPS DES FONTAINES FR
 Est titulaire du contrat d'assurance n° 10068975804 ayant pris effet le 06/10/2017.

Les filiales **BATIS'EXPERT, DIAG'AGENCES, TECHNIDIA, BATIS'VERIF** ont la qualité d'assurés additionnels au contrat.

Ce contrat garantit les conséquences pécuniaires de la Responsabilité civile pouvant lui incomber du fait de l'exercice des activités de **DIAGNOSTICS TECHNIQUES IMMOBILIERS** suivantes :

- CONSTAT DES RISQUES D'EXPOSITION AU PLOMB
- REPERAGE D'AMIANTE AVANT TRANSACTION, CONTROLE PERIODIQUE AMIANTE
- DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE
- ETAT DE L'INSTALLATION INTERIEURE D'ELECTRICITE ET DE GAZ
- PRESENCE DE TERMITES ET AUTRES INSECTES XYLOPHAGES
- DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE (DPE)
- ETAT DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES
- MESURAGE (LOI CARREZ / LOI BOUTIN)
- CONTROLE INSTALLATIONS ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF
- CALCUL DES MILLIEMES DE COPROPRIETE
- DIAGNOSTIC RADON
- THERMOGRAPHIE DES BÂTIMENTS
- DIAGNOSTIC TECHNIQUE GLOBAL (DTG)
- CERTIFICAT DES TRAVAUX DE REHABILITATIONS DANS LE NEUF ET L'ANCIEN (DISPOSITIONS BORLOO & ROBIEN)
- ETAT DU DISPOSITIF DE SECURITE DES PISCINES
- CERTIFICAT DE LOGEMENT DECENT
- ETAT DES LIEUX LOCATIFS
- DIAGNOSTIC ACCESSIBILITE HANDICAPES
- INFILTROMETRIE, Y COMPRIS AERAILIQUES
- CERTIFICAT AUX NORMES DE SURFACE ET D'HABITABILITE ET PRET A TAUX ZERO
- ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION
- CAROTTAGE D'ENROBES ET DE BITUME POUR RECHERCHE D'AMIANTE ET HYDROCARBURES AROMATIQUES POLYCYCLIQUES

- REPERAGE D'AMIANTE AVANT/APRES TRAVAUX ET DEMOLITION
- CONTROLE VISUEL AMIANTE
- PRESENCE DE CHAMPIGNONS LIGNIVORES
- EVALUATION IMMOBILIERE
- CONTROLE INSTALLATIONS ASSAINISSEMENT COLLECTIF
- FORMATION EN RAPPORT AVEC LES ACTIVITES DECRISES AU CONTRAT (REPRESENTANT MOINS DE 10% DU CHIFFRE D'AFFAIRES)
- AUDIT ENERGETIQUE
- EXPERTISE POUR MOINS DE 10% DU CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL
- DIAGNOSTIC LEGIONNELLE
- RECHERCHE DE METAUX LOURDS
- DIAGNOSTIC DE LA QUALITE DE L'AIR INTERIEUR
- DIAGNOSTIC HUMIDITE
- VERIFICATION PERIODIQUE DES INSTALLATIONS DE GAZ ET D'ELECTRICITE
- VERIFICATION PERIODIQUE LEVAGE, ENGINES DE CHANTIER, APPAREILS SOUS PRESSION
- VERIFICATION PERIODIQUE PORTES AUTOMATIQUES ET BARRIERES (VEHICULE ET PIETON)
- DIAGNOSTIC SECURITE DES AIRES COLLECTIVES DE JEUX
- DIAGNOSTIC DECHETS DE CHANTIER
- DIAGNOSTIC ELECTRICITE ET GAZ SUR MOBIL HOMES
- DIAGNOSTIC PLOMB DANS L'EAU
- REPERAGE PLOMB AVANT/APRES TRAVAUX ET DEMOLITION

La garantie Responsabilité civile professionnelle s'exerce à concurrence de 5.000.000 € par année d'assurance.

La présente attestation est valable du 1^{ER} JANVIER 2021 au 31 DECEMBRE 2021 et ne peut engager l'assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Ce contrat permet à l'assuré de satisfaire à l'obligation d'assurance de responsabilité civile professionnelle résultant des dispositions de l'article R271-2 du Code de la Construction et de l'Habitation (décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 relatif aux diagnostics techniques immobiliers) pour l'établissement des documents visés à l'article L271-4 dudit Code.

L'assuré doit être titulaire d'une certification de compétence en cours de validité délivrée par un organisme accrédité dans le domaine de la construction ou employer des salariés ou être constituée de personnes physiques qui disposent de ladite certification de compétence en cours de validité pour l'établissement des documents visés aux articles L271-4 et L134-1 du code de la Construction et de l'Habitation.
 A défaut la garantie n'est pas acquise.

Le présent document, établi par AXA, est valable jusqu'au 31 DECEMBRE 2021 sous réserve du paiement des cotisations. Il a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il ne constitue toutefois pas une présomption d'application des garanties et ne peut engager AXA au-delà des clauses, conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Les exceptions de garantie opposables au souscripteur ne sont également aux bénéficiaires de l'indemnité (résiliation, nullité, règle proportionnelle, exclusions, déchéances, ...).

Toute adjonction autre que le cachet et la signature du représentant de la Société est réputée non écrite.

Fait à Pessac, le 17/12/2020
 Pour la compagnie

VD ASSOCIES
 P.O. 81, Bd Pierre Premier
 33110 LE BOUSCAT
 RCS 794 672 238 0145 43010220
 TEL : 05 56 30 95 75



Certificat N° C2976

Monsieur Morgan COSTES

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 consultable sur www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.



dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

| | | |
|--|---|---|
| Amiante avec mention | Certificat valable Du 21/11/2018 au 20/11/2023 | Arrêté du 25 juillet 2018 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine | Certificat valable Du 21/11/2018 au 20/11/2023 | Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Etat des installations intérieures de gaz | Certificat valable Du 21/11/2018 au 20/11/2023 | Arrêté du 06 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Constat de risque d'exposition au plomb | Certificat valable Du 18/12/2018 au 17/12/2023 | Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments | Certificat valable Du 18/12/2018 au 17/12/2023 | Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| Etat des installations intérieures d'électricité | Certificat valable Du 18/12/2018 au 17/12/2023 | Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification. |

Date d'établissement le mardi 18 décembre 2018

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative



LCC 17, rue Borrel - 81100 CASTRES
Tél. 05 56 46 45 45 | E-mail : diag-agences-aquitaine@batis.group | Site Web : www.diag-agences.com
sarl au capital de 6000 euros - APE 7120B - RCS Castres SIRET 493 037 832 00018

Etat de l'Installation Intérieure d'Electricité

Numéro de dossier : DAB-2021-06-9944-MCO
Date du repérage : 02/07/2021

La présente mission consiste, suivant l'arrêté du 28 septembre 2017 et du 4 avril 2011, à établir un état de l'installation électrique, en vue d'évaluer les risques pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes. (Application des articles L. 134-7, R134-10 et R134-11 du code de la construction et de l'habitation). En aucun cas, il ne s'agit d'un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis de la réglementation en vigueur. Il concerne les locaux d'habitation comportant une installation intérieure d'électricité réalisée depuis plus de quinze ans. En aucun cas, il ne s'agit d'un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis de la réglementation en vigueur.

Cet état de l'installation intérieure d'électricité a une durée de validité de 3 ans pour une transaction et de 6 ans pour une mise en location.

1. - Désignation et description du local d'habitation et de ses dépendances

Localisation du local d'habitation et de ses dépendances :

Type d'immeuble : **Maison individuelle**
Adresse : **Route de la Tache**
LE PEYROU
Commune : **24250 Groléjac (France)**
Département : **Dordogne**
Référence cadastrale : **Section cadastrale A, Parcelle numéro 1909, A 22,,** identifiant fiscal : **NC**
Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :

Année de construction : **< 1949**
Année de l'installation : **< 1949**
Distributeur d'électricité : **Enedis**
Parties du bien non visitées : **Néant**

2. - Identification du donneur d'ordre

Identité du donneur d'ordre :

Nom et prénom : **M. Georges DUMONT**
Adresse : **Route de la Tache**
LE PEYROU
24250 Groléjac (France)
Téléphone et adresse internet : . **Non communiquées**
Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : **Autre**

Propriétaire du local d'habitation et de ses dépendances :

Nom et prénom : **M. Georges DUMONT**
Adresse : **Route de la Tache**
LE PEYROU
24250 Groléjac (France)

3. - Identification de l'opérateur ayant réalisé l'intervention et signé le rapport

Identité de l'opérateur de diagnostic :

Nom et prénom : **COSTES Morgan**
Raison sociale et nom de l'entreprise : **DIAG AGENCES**
Adresse : **4bis impasse du Bois de la Grange**
..... **33610 CANEJAN**
Numéro SIRET : **451 978 183 00072**
Désignation de la compagnie d'assurance : **AXA**
Numéro de police et date de validité : **10068975804 / 31/12/2021**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **LCC QUALIXPERT** le **18/12/2018** jusqu'au **17/12/2023**. (Certification de compétence **C2976**)



4. – Rappel des limites du champ de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production ou de stockage par batteries d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. Il ne concerne pas non plus les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc., lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- Les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;
- Les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- Inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits.

5. – Conclusion relative à l'évaluation des risques pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes

- L'installation intérieure d'électricité ne comporte aucune anomalie.
- L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies.

Anomalies avérées selon les domaines suivants :

- L'appareil général de commande et de protection et de son accessibilité.
- Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation / Prise de terre et installation de mise à la terre.
- Dispositif de protection contre les surintensités, adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit.
- La liaison équipotentielle et installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une douche ou une baignoire.
- Matériels électriques présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension - Protection mécanique des conducteurs.
- Matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage.

| Domaines | Anomalies | Photo |
|--|---|---|
| 1. L'appareil général de commande et de protection et de son accessibilité | Le dispositif assurant la coupure d'urgence n'est pas situé à l'intérieur du logement ou dans un emplacement accessible directement depuis le logement. Recommandations : L'AGCP (Appareil Général de Commande et de Protection) n'est pas placé à l'intérieur de la partie privative du logement ; Faire intervenir un électricien qualifié afin d'installer un AGCP à l'intérieur de la partie privative du logement |  |
| | Le dispositif assurant la coupure d'urgence est placé dans une armoire, un tableau, un placard ou une gaine dont la porte est fermée à l'aide d'une clé ou d'un outil. Recommandations : L'AGCP (Appareil Général de Commande et de Protection) n'est pas accessible sans l'utilisation d'une clé ou d'un outil ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de déplacer l' AGCP ou de le rendre accessible sans outil ou clé |  |



| Domaines | Anomalies | Photo |
|---|--|--|
| 2. Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation - Prise de terre | Les prises de terre du bâtiment ne sont pas interconnectées. Recommandations : Les prises de terre multiples ne sont pas interconnectées ; Faire intervenir un électricien qualifié afin d'interconnecter les différentes prises de terre | |
| 2. Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation - Installation de mise à la terre | Au moins un socle de prise de courant ne comporte pas de broche de terre. Recommandations : Absence de conducteurs de protection ; Faire intervenir un électricien qualifié afin d'installer des conducteurs de protection |  |
| | Au moins un circuit (n'alimentant pas des socles de prises de courant) n'est pas relié à la terre. Recommandations : Absence de conducteurs de protection ; Faire intervenir un électricien qualifié afin d'installer des conducteurs de protection |  |
| 3. Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit | Le courant assigné (calibre) de la protection contre les surcharges et courts-circuits d'au moins un circuit n'est pas adapté à la section des conducteurs correspondants. Recommandations : Présence de coupe-circuit(s) à cartouche domestique 25A protégeant(s) un(des) conducteur(s) en 1,5mm ² . ; Faire intervenir un électricien qualifié afin d'installer des protections contre les surintensités adaptés aux sections des conducteurs |  |
| | A l'intérieur du tableau, la section d'au moins un conducteur alimentant les dispositifs de protection n'est pas adaptée au courant de réglage du disjoncteur de branchement. Recommandations : Section des conducteurs de pontages trop faible |    |
| | Le courant assigné de l'interrupteur différentiel placé en aval du disjoncteur de branchement n'est pas adapté. Recommandations : Présence d'un interrupteur différentiel 30mA protégeant l'ensemble de l'installation, calibré en 25A alors qu'e IAGCP placé en amont a un courant de réglage compris entre 15 et 30 A. ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer le(s) interrupteur(s) différentiel(s) existant(s) par de(s) interrupteur(s) différentiel(s) dont le courant assigné est adapté. |  |
| 5. Matériels électriques présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension - Protection mécanique des conducteurs | L'Enveloppe d'au moins un matériel est manquante ou détériorée. Recommandations : Présence de matériel électrique mal fixé : Tableaub(s) désolidarisée(s) du mur Présence de matériel électrique en place dont l'enveloppe présente des détériorations ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de refixer de façon durable le matériel désolidarisé du mur Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer les matériels présentant des détériorations |   |



| Domaines | Anomalies | Photo |
|---|--|---|
| | L'installation électrique comporte au moins un dispositif de protection avec une partie active nue sous tension accessible. Recommandations : Présence de dispositif de protection de matériel électrique présentant des parties actives nues sous tension (Manque obturateurs) ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer les matériels présentant des parties actives nues sous tension |  |
| 6. Matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage | L'installation comporte au moins un matériel électrique inadapté à l'usage. Recommandations : Prise de courant sans obturateurs | |
| 5. Matériels électriques présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension - Protection mécanique des conducteurs | Au moins un conducteur isolé n'est pas placé sur toute sa longueur dans un conduit, une goulotte ou une plinthe ou une huisserie, en matière isolante ou métallique, jusqu'à sa pénétration dans le matériel électrique qu'il alimente. Recommandations : Présence de conducteurs électriques non protégés mécaniquement ; Faire intervenir un électricien qualifié afin d'installer des protections mécanique sur les conducteurs non protégés |  |

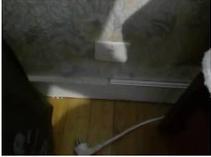
Anomalies relatives aux installations particulières :

- Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative ou inversement.
- Piscine privée, ou bassin de fontaine

| Domaines | Anomalies relatives aux installations particulières |
|----------|---|
| Néant | - |

Informations complémentaires :

- Socles de prise de courant, dispositif à courant différentiel résiduel à haute sensibilité

| Domaines | Informations complémentaires | Photo |
|--|--|---|
| IC. Socles de prise de courant, dispositif à courant différentiel résiduel à haute sensibilité | Il n'y a aucun dispositif différentiel à haute sensibilité = 30 mA Recommandations : Absence de Dispositif Différentiel à Haute Sensibilité (DDHS) 30 mA protégeant toute l'installation ; Faire intervenir un électricien qualifié afin d'installer un ou plusieurs DDHS 30 mA |  |
| | Au moins un socle de prise de courant n'est pas de type à obturateur |  |
| | Au moins un socle de prise de courant ne possède pas un puits de 15 mm. |  |

6. – Avertissement particulier

Points de contrôle n'ayant pu être vérifiés

| Domaines | Points de contrôle |
|----------|--------------------|
| | |



| Domaines | Points de contrôle |
|--|---|
| 2. Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation - Prise de terre | Présence Point à vérifier : Elément constituant la prise de terre approprié Motifs : Contrôle impossible: élément constituant la prise de terre non visible (Piquet de terre non visible) ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de vérifier le(les) élément(s) constituant la prise de terre et le(les) remplacer s'ils sont inappropriés. |
| 2. Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation - Installation de mise à la terre | Constitution et mise en œuvre Point à vérifier : Présence d'un conducteur de terre Motifs : Conducteur de terre non visible ou partiellement visible (Cablette de terre non visible) ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de vérifier la présence du conducteur de terre et à défaut, en installer un. |
| | Caractéristiques techniques Point à vérifier : Section du conducteur de terre satisfaisante Motifs : Conducteur de terre non visible ou partiellement visible ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de vérifier la section du conducteur de terre et le remplacer en cas de section insuffisante. |

Parties du bien (pièces et emplacements) n'ayant pu être visitées et justification :

Néant

7. - Conclusion relative à l'évaluation des risques relevant du devoir de conseil de professionnel

Néant

Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par LCC QUALIXPERT - 17 rue Borrel 81100 CASTRES (détail sur www.cofrac.fr programme n°4-4-11)

Dates de visite et d'établissement de l'état :

Visite effectuée le : **02/07/2021**
Etat rédigé à **CANEJAN**, le **02/07/2021**

Signature de l'opérateur :

Par : COSTES Morgan

Signature du représentant :

OLLIVE Fabrice



BATIS'GROUP (SARL Batis'Invest)
1, rue des Eglantines
44119 Granchamp des Fontaines
Tél. 02 28 25 08 39 | contact@batis.group
N° TVA FR 88 821 233 970
SIRET 821 233 970 00010 - APE 6420Z

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité, et avec l'accord écrit de son signataire.

RESERVE DE PROPRIETE : Les rapports demeurent la propriété de notre société et ne pourront être utilisés jusqu'au complet paiement du prix par l'acheteur (Loi du 12 mai 1980). Voir nos conditions générales de vente.



8. – Explications détaillées relatives aux risques encourus

Objectif des dispositions et description des risques encourus

Appareil général de commande et de protection : Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement, permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique.
Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrisation, voire d'électrocution), d'incendie ou d'intervention sur l'installation électrique.

Protection différentielle à l'origine de l'installation : Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique.
Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Prise de terre et installation de mise à la terre : Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte.
L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Protection contre les surintensités : Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits.
L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.

Liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche : Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux.
Son absence privilégie, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche : Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.
Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Matériels électriques présentant des risques de contact direct : Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés...) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

Matériels électriques vétustes ou inadaptés à l'usage : Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage que l'on veut en faire, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis les parties privatives : Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.

Piscine privée ou bassin de fontaine : Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou au bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Informations complémentaires

Objectif des dispositions et description des risques encourus

Dispositif(s) différentiel(s) à haute sensibilité protégeant l'ensemble de l'installation électrique : L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution.

Socles de prise de courant de type à obturateurs : Socles de prise de courant de type à obturateurs : l'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ ou l'électrisation, voire l'électrocution.

Socles de prise de courant de type à puits : La présence d'un puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiche mâles non isolées d'un cordon d'alimentation.



Annexe - Photos



Photo du Compteur électrique

Règles élémentaires de sécurité et d'usage à respecter (liste non exhaustive)

L'électricité constitue un danger invisible, inodore et silencieux et c'est pourquoi il faut être vigilant quant aux risques qu'elle occasionne (incendie, électrisation, électrocution). Restez toujours attentif à votre installation électrique, vérifiez qu'elle soit et reste en bon état.

Pour limiter les risques, il existe des moyens de prévention simples :

- Ne jamais manipuler une prise ou un fil électrique avec des mains humides
- Ne jamais tirer sur un fil électrique pour le débrancher
- Débrancher un appareil électrique avant de le nettoyer
- Ne jamais toucher les fiches métalliques d'une prise de courant
- Ne jamais manipuler un objet électrique sur un sol humide ou mouillé



Votre attestation Responsabilité Civile

AXA France IARD dont le siège social se situe 313, Terrasses de l'Arche 92727 Nanterre Cedex atteste que :
SARL BATIS'INVEST - 1 RUE DES EGLANTINES - 44119 GRANDCHAMPS DES FONTAINES FR
 Est titulaire du contrat d'assurance n° 10068975804 ayant pris effet le 06/10/2017.

Les filiales **BATIS'EXPERT, DIAG'AGENCES, TECHNIDIA, BATIS'VERIF** ont la qualité d'assurés additionnels au contrat.

Ce contrat garantit les conséquences pécuniaires de la Responsabilité civile pouvant lui incomber du fait de l'exercice des activités de **DIAGNOSTICS TECHNIQUES IMMOBILIERS** suivantes :

| | |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - CONSTAT DES RISQUES D'EXPOSITION AU PLOMB - REPERAGE D'AMIANTE AVANT TRANSACTION, CONTROLE PERIODIQUE AMIANTE - DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE - ETAT DE L'INSTALLATION INTERIEURE D'ELECTRICITE ET DE GAZ - PRESENCE DE TERMITES ET AUTRES INSECTES XYLOPHAGES - DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE (DPE) - ETAT DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES - MESURAGE (LOI CARREZ / LOI BOUTIN) - CONTROLE INSTALLATIONS ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF - CALCUL DES MILLIEMES DE COPROPRIETE - DIAGNOSTIC RADON - THERMOGRAPHIE DES BÂTIMENTS - DIAGNOSTIC TECHNIQUE GLOBAL (DTG) - CERTIFICAT DES TRAVAUX DE REHABILITATIONS DANS LE NEUF ET L'ANCIEN (DISPOSITIONS BORLOO & ROBIEN) - ETAT DU DISPOSITIF DE SECURITE DES PISCINES - CERTIFICAT DE LOGEMENT DECENT - ETAT DES LIEUX LOCATIFS - DIAGNOSTIC ACCESSIBILITE HANDICAPES - INFILTROMETRIE, Y COMPRIS AERAUULIQUE - CERTIFICAT AUX NORMES DE SURFACE ET D'HABITABILITE ET PRET A TAUX ZERO - ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION - CAROTTAGE D'ENROBES ET DE BITUME POUR RECHERCHE D'AMIANTE ET HYDROCARBURES AROMATIQUES POLYCYCLIQUES | <ul style="list-style-type: none"> - REPERAGE D'AMIANTE AVANT/APRES TRAVAUX ET DEMOLITION - CONTROLE VISUEL AMIANTE - PRESENCE DE CHAMPIGNONS LIGNIVORES - EVALUATION IMMOBILIERE - CONTROLE INSTALLATIONS ASSAINISSEMENT COLLECTIF - FORMATION EN RAPPORT AVEC LES ACTIVITES DECRITES AU CONTRAT (REPRESENTANT MOINS DE 10% DU CHIFFRE D'AFFAIRES) - AUDIT ENERGETIQUE - EXPERTISE POUR MOINS DE 10% DU CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL - DIAGNOSTIC LEGIONNELLE - RECHERCHE DE METAUX LOURDS - DIAGNOSTIC DE LA QUALITE DE L'AIR INTERIEUR - DIAGNOSTIC HUMIDITE - VERIFICATION PERIODIQUE DES INSTALLATIONS DE GAZ ET D'ELECTRICITE - VERIFICATION PERIODIQUE LEVAGE, ENGINES DE CHANTIER, APPAREILS SOUS PRESION - VERIFICATION PERIODIQUE PORTES AUTOMATIQUES ET BARRIERES (VEHICULE ET PIETON) - DIAGNOSTIC SECURITE DES AIRES COLLECTIVES DE JEUX - DIAGNOSTIC DECHETS DE CHANTIER - DIAGNOSTIC ELECTRICITE ET GAZ SUR MOBIL HOMES - DIAGNOSTIC PLOMB DANS L'EAU - REPERAGE PLOMB AVANT/APRES TRAVAUX ET DEMOLITION |
|---|---|

La garantie Responsabilité civile professionnelle s'exerce à concurrence de 5.000.000 € par année d'assurance.

La présente attestation est valable du 1^{ER} JANVIER 2021 au 31 DECEMBRE 2021 et ne peut engager l'assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Ce contrat permet à l'assuré de satisfaire à l'obligation d'assurance de responsabilité civile professionnelle résultant des dispositions de l'article R271-2 du Code de la Construction et de l'Habitation (décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 relatif aux diagnostics techniques immobiliers) pour l'établissement des documents visés à l'article L271-4 dudit Code.

L'assuré doit être titulaire d'une certification de compétence en cours de validité délivrée par un organisme accrédité dans le domaine de la construction ou employer des salariés ou être constituée de personnes physiques qui disposent de ladite certification de compétence en cours de validité pour l'établissement des documents visés aux articles L271-4 et L134-1 du code de la Construction et de l'Habitation. A défaut la garantie n'est pas acquise.

Le présent document, établi par AXA, est valable jusqu'au 31 DECEMBRE 2021 sous réserve du paiement des cotisations. Il a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il ne constitue toutefois pas une présomption d'application des garanties et ne peut engager AXA au-delà des clauses, conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Les exceptions de garantie opposables au souscripteur le sont également aux bénéficiaires de l'indemnité (résiliation, nullité, règle proportionnelle, exclusions, déchéances, ...).

Toute adjonction autre que le cachet et la signature du représentant de la Société est réputée non écrite.

Fait à Pessac, le 17/12/2020
 Pour la compagnie

VD ASSOCIÉS
 P.O. 81, Bd Pierre Premier
 33110 LE BOUSCAT
 RCS - 794 672 738 ORIAS : 13010220
 Tél : 05 56 30 95 75



Certificat N° C2976

Monsieur Morgan COSTES

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 consultable sur www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.



dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

| | | |
|--|--|---|
| Amiante avec mention | Certificat valable | Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| | Du 21/11/2018 au 20/11/2023 | |
| Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention France Métropolitaine | Certificat valable | Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| | Du 21/11/2018 au 20/11/2023 | |
| Etat des installations intérieures de gaz | Certificat valable | Arrêté du 06 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| | Du 21/11/2018 au 20/11/2023 | |
| Constat de risque d'exposition au plomb | Certificat valable | Arrêté du 21 novembre 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| | Du 18/12/2018 au 17/12/2023 | |
| Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments | Certificat valable | Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| | Du 18/12/2018 au 17/12/2023 | |
| Etat des installations intérieures d'électricité | Certificat valable | Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification. |
| | Du 18/12/2018 au 17/12/2023 | |

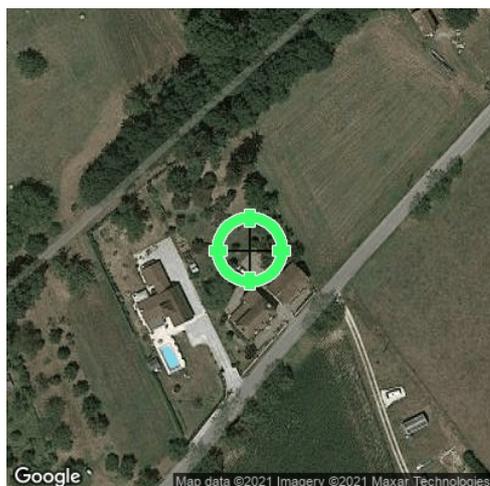
Date d'établissement le mardi 18 décembre 2018

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative

LCC 17, rue Borrel - 81100 CASTRES
 Tél. 05 63 79 06 13 - Fax 05 63 79 32 87 - www.qualixpert.com
F09 Certification de compétence version K 140415
 sarl au capital de 8000 euros - APE 7120B - RCS Castres SIRET 493 037 832 00018

Etat des risques et pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et sols pollués
En application des articles L 125-5, L 125-6 et L125-7 du Code de l'Environnement



| | |
|------------------------------|----------------------|
| Réalisé en ligne* par | DIAG AGENCES |
| Numéro de dossier | DAB-2021-06-9944-MCO |
| Date de réalisation | 02/07/2021 |

| | |
|-----------------------------|---|
| Localisation du bien | Route de la Tache LE PEYROU 24250 Groléjac |
| Section cadastrale | 000 A 1909, 000 A 22 |
| Altitude | 93.5m |
| Données GPS | Latitude 44.831025 - Longitude 1.28989 |

| | |
|-----------------------------------|----------------|
| Désignation du vendeur | Georges DUMONT |
| Désignation de l'acquéreur | |

* Document réalisé en ligne par **DIAG AGENCES** qui assume la responsabilité de la localisation et de la détermination de l'exposition aux risques, sauf pour les réponses générées automatiquement par le système.

| EXPOSITION DE L'IMMEUBLE AU REGARD D'UN OU PLUSIEURS PLANS DE PRÉVENTION DE RISQUES | | | | |
|--|---|---------------------------|------------------|---|
| Zonage réglementaire sur la sismicité : Zone 1 - Très faible | | | EXPOSÉ ** | - |
| Commune à potentiel radon de niveau 3 | | | NON EXPOSÉ ** | - |
| Immeuble situé dans un Secteur d'Information sur les sols | | | NON EXPOSÉ ** | - |
| PPRn | Inondation | Approuvé le 15/04/2011 | NON EXPOSÉ | - |
| INFORMATIONS PORTÉES À CONNAISSANCE | | | | |
| - | Feux de forêts | Informatif ⁽¹⁾ | NON EXPOSÉ | - |
| - | Mouvement de terrain | Informatif ⁽¹⁾ | NON EXPOSÉ | - |
| - | Mouvement de terrain Affaissements et effondrements | Informatif ⁽¹⁾ | EXPOSÉ | - |
| - | Mouvement de terrain Argile (Loi ELAN) | Informatif ⁽¹⁾ | EXPOSÉ | - |
| PLAN D'EXPOSITION AU BRUIT (PEB) | | | | |
| Consultation en ligne sur https://www.geoportail.gouv.fr/donnees/plan-dexposition-au-bruit-peb Plan disponible en Prefecture et/ou en Mairie de Groléjac | | | | |
| - | Plan d'Exposition au Bruit (PEB) | Informatif | NON EXPOSÉ ** | - |

** Réponses automatiques générées par le système.

⁽¹⁾ À ce jour, ce risque n'est donné qu'à titre **INFORMATIF** et n'est pas retranscrit dans l'Imprimé Officiel.

SOMMAIRE

Synthèse de votre **Etat des Risques et Pollutions**
Imprimé Officiel (feuille rose/violette)
Arrêtés de Catastrophes Naturelles / Déclaration de sinistres indemnisés
Extrait Cadastral
Zonage réglementaire sur la Sismicité
Cartographies des risques dont l'immeuble est exposé
Annexes : Cartographies des risques dont l'immeuble n'est pas exposé
Annexes : Arrêtés

Etat des risques et pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et sols pollués
En application des articles L 125-5, L 125-6 et L125-7 du Code de l'Environnement

Attention ! S'ils n'impliquent pas d'obligation ou d'interdiction réglementaire particulière, les aléas connus ou prévisibles qui peuvent être signalés dans les divers documents d'information préventive et concerner le bien immobilier, ne sont pas mentionnés par cet état.

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral n° 110555 du 25/05/2011 mis à jour le _____

Adresse de l'immeuble : Route de la Tache LE PEYROU 24250 Groléjac

Cadastre : 000 A 1909, 000 A 22

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques naturels (PPRN)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR N
prescrit anticipé approuvé date _____
1 oui non

1 si oui, les risques naturels pris en compte sont liés à :
autres _____
inondation crue torrentielle mouvements de terrain avalanches sécheresse / argile
cyclone remontée de nappe feux de forêt séisme volcan

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN
2 oui non
2 si oui, les travaux prescrits ont été réalisés oui non

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques miniers (PPRM)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR M
prescrit anticipé approuvé date _____
3 oui non

3 si oui, les risques miniers pris en compte sont liés à :
mouvements de terrain autres _____

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRM
4 oui non
4 si oui, les travaux prescrits ont été réalisés oui non

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques technologiques (PPRT)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'étude d'un PPRT prescrit et non encore approuvé
5 oui non

5 si oui, les risques technologiques pris en considération dans l'arrêté de prescription sont liés à :
effet toxique effet thermique effet de surpression projection risque industriel

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'exposition aux risques d'un PPR T approuvé
oui non

> L'immeuble est situé dans un secteur d'expropriation ou de délaissement
oui non

> L'immeuble est situé en zone de prescription
6 oui non

6 Si la transaction concerne un logement, les travaux prescrits ont été réalisés oui non

6 Si la transaction ne concerne pas un logement, l'information sur le type de risques auxquels l'immeuble est exposé ainsi que leur gravité, probabilité et cinétique, est jointe à l'acte de vente oui non

Situation de l'immeuble au regard du zonage sismique réglementaire

> L'immeuble est situé dans une commune de sismicité classée en
zone 1 très faible zone 2 faible zone 3 modérée zone 4 moyenne zone 5 forte

Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire à potentiel radon

> L'immeuble se situe dans une commune à potentiel radon classée en niveau 3
oui non

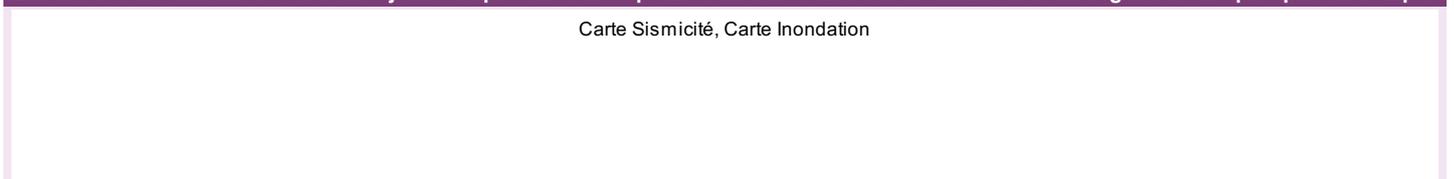
Information relative à la pollution de sols

> Le terrain se situe en secteurs d'information sur les sols (SIS)
NC* oui non
* Non Communiqué (en cours d'élaboration par le représentant de l'Etat dans le département)

Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe N/M/T**

** catastrophe naturelle, minière ou technologique
> L'information est mentionnée dans l'acte de vente
oui non

Extraits des documents de référence joints au présent état et permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte



Vendeur - Acquéreur

Vendeur : Georges DUMONT

Acquéreur : _____

Date : 02/07/2021 Fin de validité : 02/01/2022

Cet état, à remplir par le vendeur ou le bailleur, est destiné à être en annexe d'un contrat de vente ou de location d'un immeuble.

Arrêtés de Catastrophes Naturelles / Déclaration de sinistres indemnisés

en application du chapitre IV de l'article L125-5 du Code de l'environnement

Préfecture : Dordogne
Adresse de l'immeuble : Route de la Tache LE PEYROU 24250 Groléjac
En date du : 02/07/2021

Sinistres indemnisés dans le cadre d'une reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle

| Type de catastrophe | Date de début | Date de Fin | Publication | JO | Indemnisé |
|---|---------------|-------------|-------------|------------|-----------|
| Tempête | 06/11/1982 | 10/11/1982 | 18/11/1982 | 19/11/1982 | |
| Inondations et coulées de boue | 30/12/1993 | 15/01/1994 | 26/01/1994 | 10/02/1994 | |
| Inondations et coulées de boue | 10/01/1996 | 13/01/1996 | 02/02/1996 | 14/02/1996 | |
| Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain | 25/12/1999 | 29/12/1999 | 29/12/1999 | 30/12/1999 | |
| | | | | | |

Cochez les cases **Indemnisé** si, à votre connaissance, l'immeuble a fait l'objet d'une indemnisation suite à des dommages consécutifs à chacun des événements.

Etabli le :

Signature / Cachet en cas de prestataire ou mandataire

Vendeur : Georges DUMONT

Acquéreur :

Pour en savoir plus, chacun peut consulter en préfecture ou en mairie, le dossier départemental sur les risques majeurs, le document d'information communal sur les risques majeurs.

Définition juridique d'une catastrophe naturelle :

Phénomène ou conjonction de phénomènes dont les effets sont particulièrement dommageables.

Cette définition est différente de celle de l'article 1er de la loi n°82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, qui indique: "sont considérés comme effets des catastrophes naturelles [...] les dommages matériels directs ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises". La catastrophe est ainsi indépendante du niveau des dommages causés. La notion "d'intensité anormale" et le caractère "naturel" d'un phénomène relèvent d'une décision interministérielle qui déclare "l'état de catastrophe naturelle".

Source : Guide Général PPR

Extrait Cadastral

Département : Dordogne

Commune : Groléjac

Parcelles : 000 A 1909, 000 A 22

Bases de données : IGN, Cadastre.gouv.fr

IMG REPERE

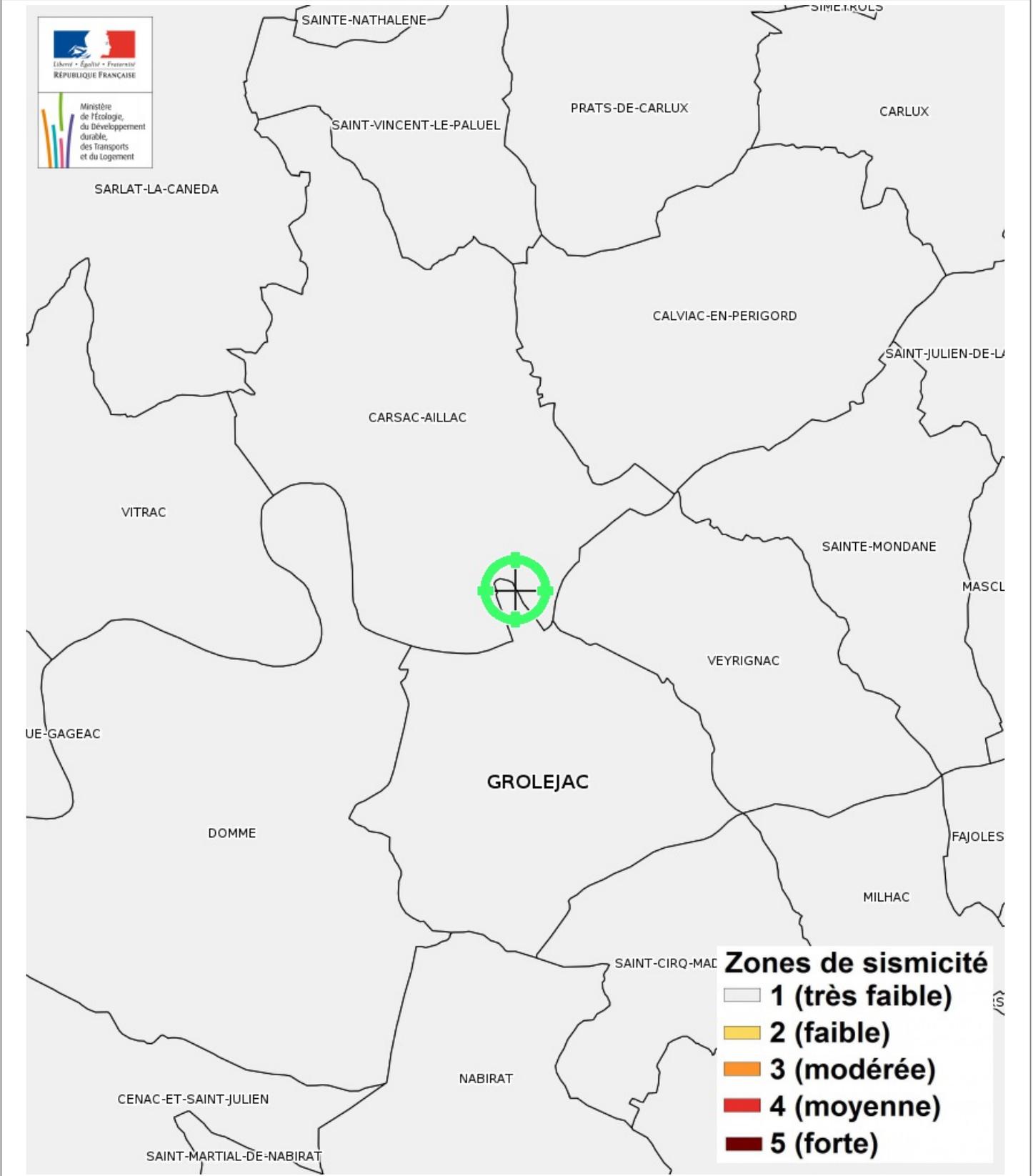


Zonage réglementaire sur la Sismicité

Département : Dordogne

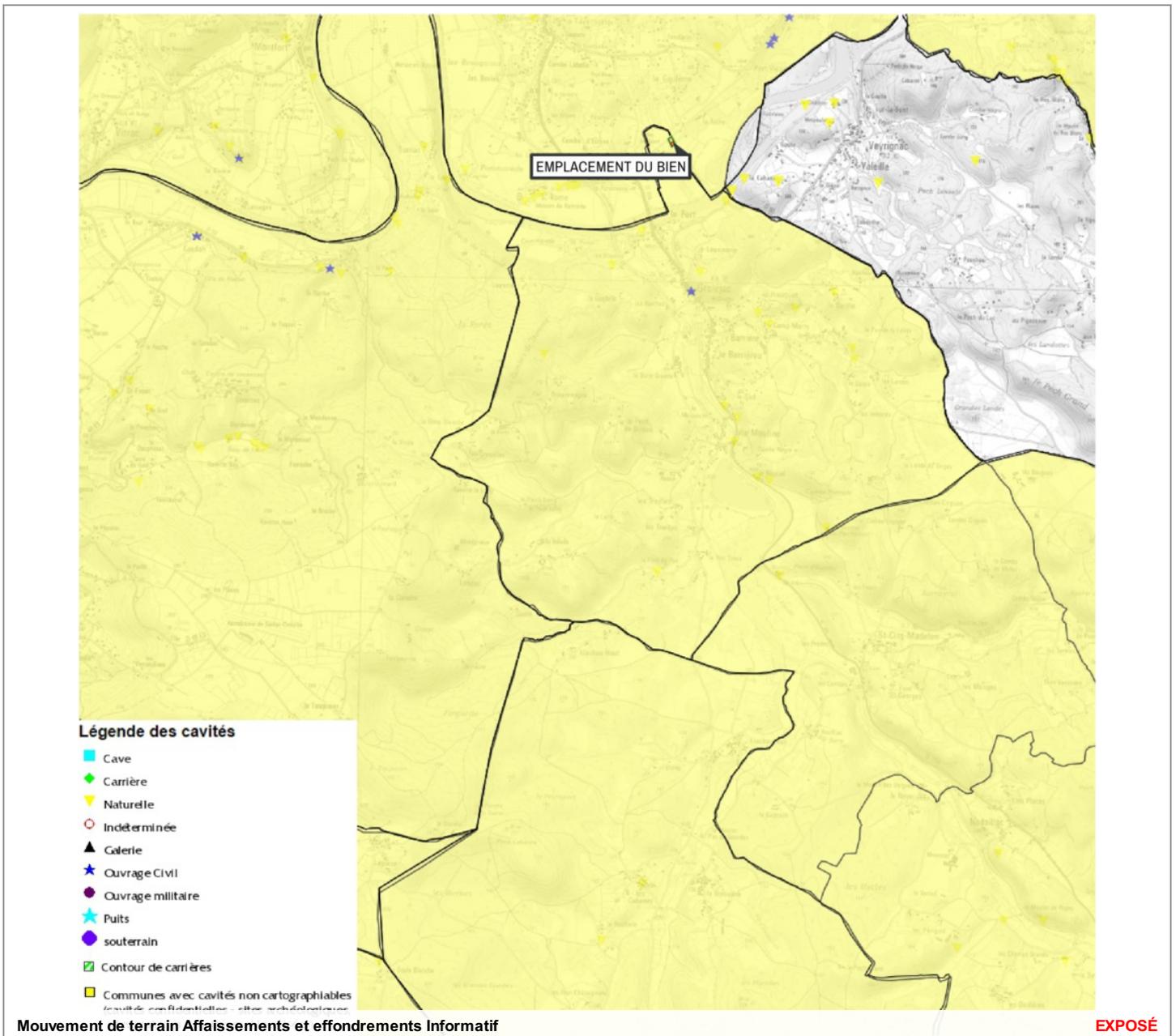
Commune : Groléjac

Zonage réglementaire sur la Sismicité : Zone 1 - Très faible

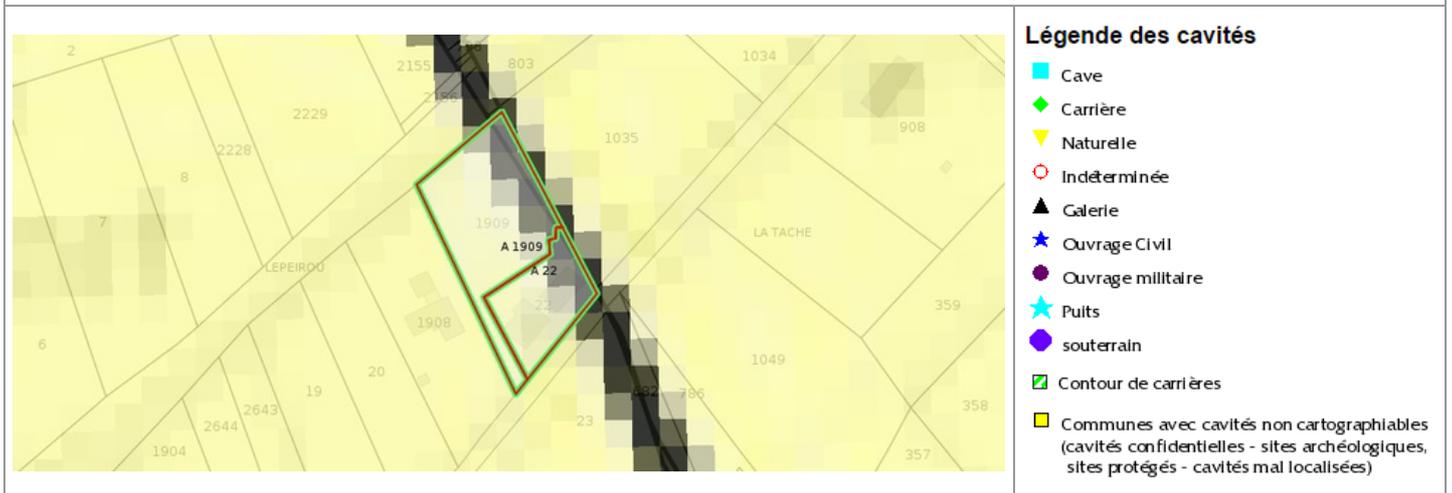


Carte

Mouvement de terrain Affaissements et effondrements

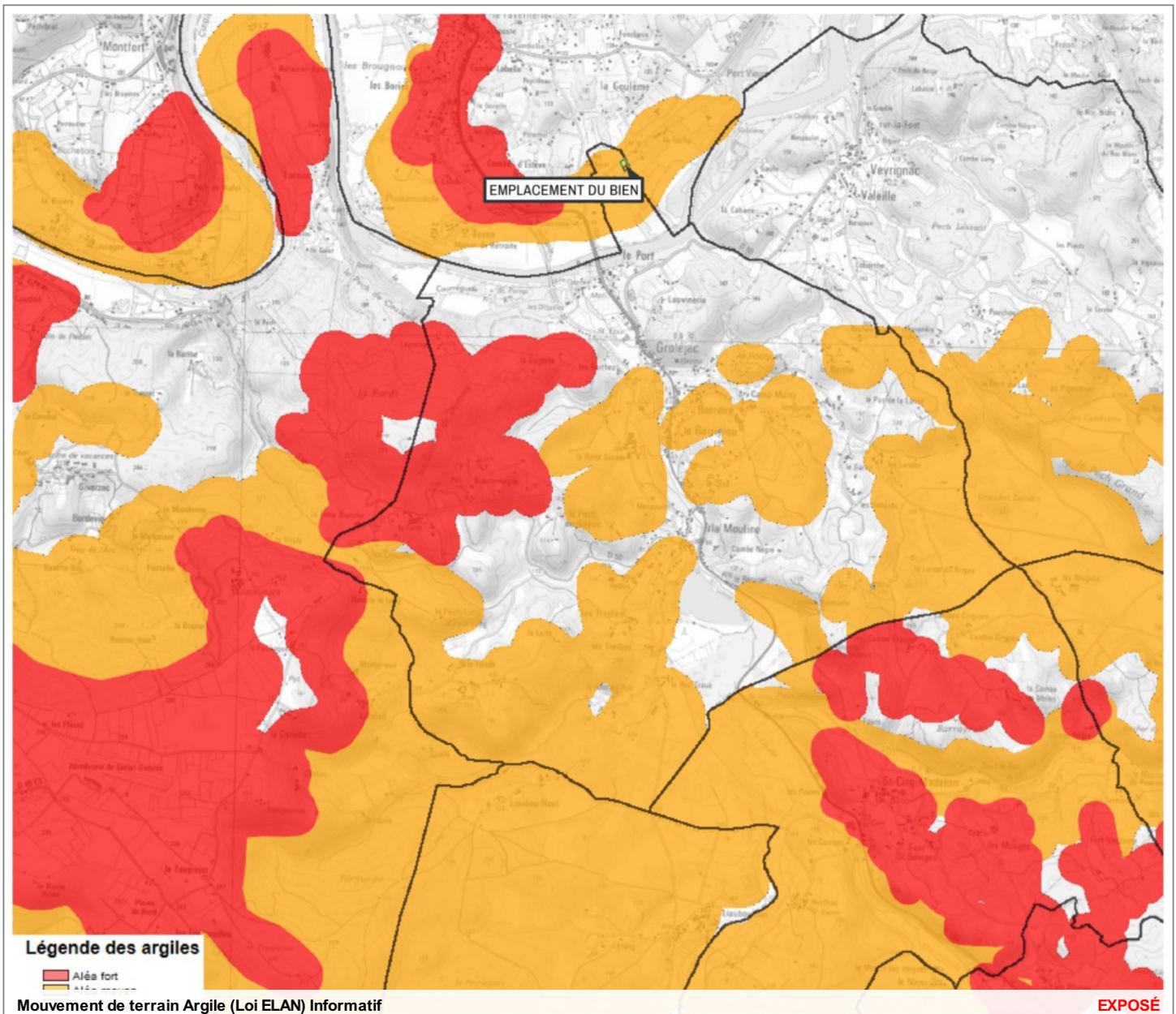


Zoom et Légende extraits de la carte originale ci-dessus



Carte

Mouvement de terrain Argile (Loi ELAN)



Zoom et Légende extraits de la carte originale ci-dessus



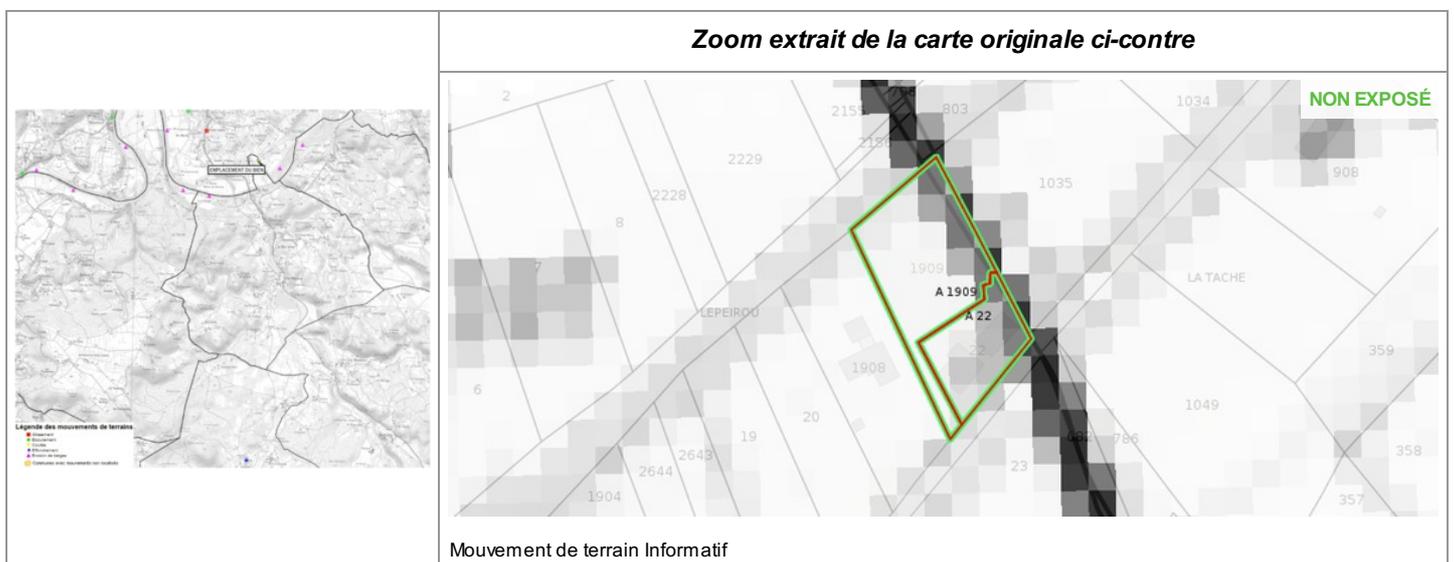
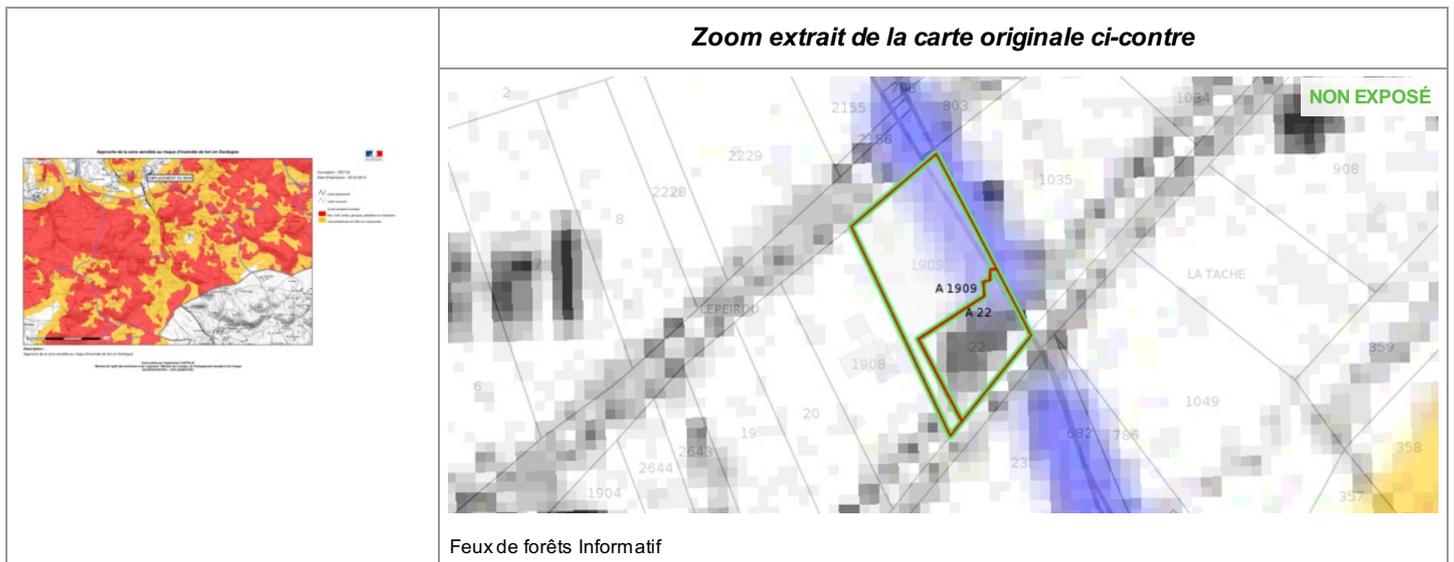
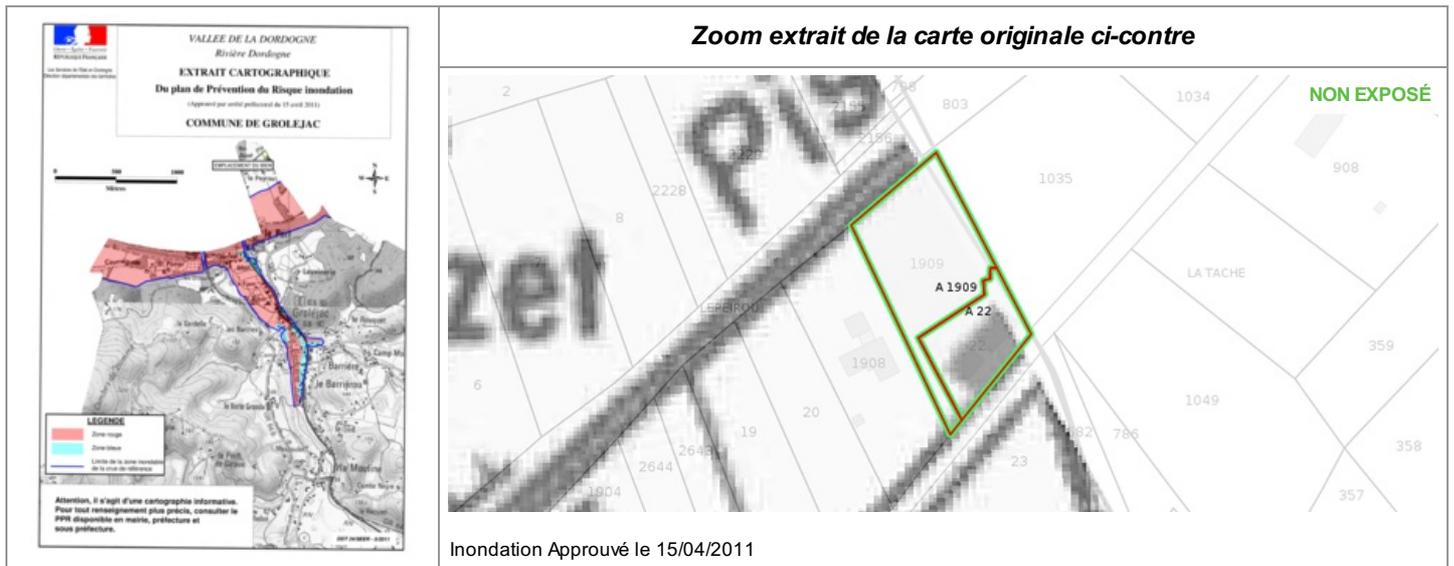
Légende Mouvement de terrain Argile (Loi ELAN) Carte réglementaire Source BRGM

- Aléa fort**
Concerné par la loi ELAN*
- Aléa moyen**
Concerné par la loi ELAN*
- Aléa faible**
Non concerné par la loi ELAN

*Obligation pour le vendeur de fournir une étude géotechnique préalable en cas de vente d'un terrain non bâti constructible.

Annexes

Cartographies des risques dont l'immeuble n'est pas exposé



Annexes

Arrêtés



PRÉFECTURE DE LA DORDOGNE

SERVICES DE L'ETAT EN DORDOGNE
AUPRES DU PREFET
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES
TERRITOIRES
Service Eau, Environnement et Risques
Cité Administrative
24016 – Périgueux cedex
Tél. : 05 53 45 56 67
Télécopie : 05 53 45 51 49

N° 110555

Arrêté préfectoral relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur l'état des risques naturels et technologiques majeurs de biens immobiliers situés sur la commune de GROLEJAC

La Préfète de la Dordogne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'environnement, notamment les articles L 125-5 et R 125-23 à R125-27 ;

VU les décrets n° 2010-1254 et 2010-1255 du 22 octobre 2010 relatifs à la prévention du
risque sismique et aux nouvelles zones de sismicité ;

VU l'arrêté préfectoral n°06 01 54 du 07 février 2006 modifié relatif à la liste des communes
où s'applique l'article L 125-5 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 091994 du 12/11/2009 ;

SUR proposition de Madame la directrice de cabinet de la préfecture de la Dordogne ;

Arrête

Article 1 – L'arrêté préfectoral n° 091994 du 12/11/2009 est abrogé et remplacé par le
présent arrêté en raison de la mise à jour du dossier communal d'information de la commune
de GROLEJAC.

Article 2 – Les éléments nécessaires à l'élaboration de l'état des risques pour l'information
des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de GROLEJAC
sont consignés dans le dossier communal d'information annexé au présent arrêté.

Annexes

Arrêtés

Ce dossier comprend :

- la mention des risques naturels et technologiques pris en compte,
- la cartographie des zones exposées et/ou réglementées (pour le risque sismique, la cartographie est annexée à l'arrêté préfectoral général modifiant l'arrêté préfectoral n° 06 01 54 susvisé),
- l'intitulé des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer.

Ce dossier et les documents de référence sont librement consultables en mairie, préfecture, et sous-préfecture.

Le dossier d'information est aussi accessible sur le site internet de la préfecture www.dordogne.pref.gouv.fr et de la direction départementale des territoires www.dordogne.developpement-durable.gouv.fr.

Article 3 – Ces informations sont mises à jour au regard des conditions mentionnées à l'article L 125-5 du code de l'environnement et à l'article 3 du décret n° 2005-134 du 15 février 2005.

Article 4 – Les arrêtés de catastrophes naturelles sont consultables sur le site portail de la prévention des risques majeurs www.prim.net dans la rubrique « *ma commune face au risque majeur* » ainsi qu'à la préfecture, sous-préfecture et mairie concernée.

Article 5 – Le présent arrêté et le dossier communal d'information sont adressés à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat du département de la Dordogne.

Article 6 – Mme la directrice de cabinet et M. le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne, MM. les sous-préfets d'arrondissement, Mmes et MM. les chefs de service régional ou départemental et Mme ou M. le maire de la commune sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Périgueux, le 25/05/2011

La Préfète

Signé : Béatrice ABOLLIVIER

Annexes

Arrêtés



PREFET DE LA DORDOGNE

Arrêté préfectoral n° 2013073 - 0007

relatif à la protection de la forêt contre l'incendie dans le département de la Dordogne

Le Préfet de la Dordogne

Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code forestier et notamment le livre 1^{er} titre III Défense et lutte contre les incendies de forêt
- VU le code de l'environnement
- VU le code de l'urbanisme
- VU le code pénal
- VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2212-1 et 2 et L2215-1
- VU l'arrêté préfectoral N° 120090 du 25 janvier 2012 relatif à la protection de la forêt contre l'incendie dans le département de la Dordogne
- VU l'arrêté préfectoral N°120045 du 16 janvier 2012 relatif à la sécurité de l'hôtellerie de plein air dans le département de la Dordogne
- VU le Plan Régional de Protection des Forêts Contre l'Incendie approuvé le 11 décembre 2008
- VU l'arrêté préfectoral 2010/101095 en date du 16 juillet 2010 approuvant le Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques
- VU le plan d'entretien des dépendances vertes de la Direction Interdépartementale des Routes Centre Ouest relatif à la RN21
- VU le plan de gestion raisonnée des dépendances vertes établi par la Direction des Routes du Conseil Général pour la voirie départementale
- VU l'avis émis par la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité lors de sa séance du 21 février 2013
- VU l'avis de la Direction Départementale des Territoires,
- VU l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Dordogne

Sur proposition du directeur de cabinet,

ARRETE

ARTICLE 1er : OBJET

Le règlement départemental de protection de la forêt contre les incendies est approuvé tel qu'annexé au présent arrêté qui abroge l'arrêté préfectoral susvisé N° 120090 du 25 janvier 2012.

ARTICLE 2 : CONTROLES

Le contrôle du respect des dispositions prévues aux présents arrêté et règlement est assuré par les personnes habilitées, mentionnées aux articles L161-4 à L161-7 du code forestier et ci-après énumérées :

- officiers et agents de police judiciaire,
- agents des services de l'Etat commissionnés en matière forestière et assermentés à cet effet,
- agents de l'Office national des forêts commissionnés en matière forestière et assermentés à cet effet,
- gardes champêtres et agents de police municipale

1/12

Annexes

Arrêtés

- fonctionnaires et agents publics commissionnés et assermentés, habilités par une disposition du code de l'environnement à constater les infractions pénales en matière de chasse, de pêche, de protection de l'eau, des milieux aquatiques, des parcs nationaux ou des espaces naturels,
- agents publics habilités à effectuer des missions de surveillance, des inspections ou des contrôles de police administrative dans les bois et forêts, lorsqu'ils sont assermentés et habilités à rechercher et constater des infractions.
- gardes des bois et forêts des particuliers, agréés et assermentés dans les conditions mentionnées à l'article 29-1 du code de procédure pénale, pour les seules infractions forestières dans les propriétés dont ils ont la garde

ARTICLE 3 : SANCTIONS

Les contrevenants aux dispositions du présent arrêté ou du règlement annexé s'exposent aux sanctions telles que prévues au code forestier :

a) Infractions aux règles de débroussaillage (article R163-3 du code forestier)

Le fait de contrevenir aux dispositions du titre III du règlement annexé concernant l'obligation de débroussaillage est puni :

- de l'amende prévue par les contraventions de la 5ème classe pour les infractions aux articles 4 et 5 du titre III
- de l'amende prévue par les contraventions de la 4ème classe pour les infractions aux articles 2 et 3 du titre III.

b) Infractions aux interdictions d'apport et d'allumage de feu et de circulation (article R163-2 du code forestier)

Le fait de contrevenir aux dispositions du titre II du règlement annexé concernant l'apport ou l'allumage de feu et la circulation en forêt est puni de l'amende prévue pour les contraventions de 4ème classe

c) En cas de sinistre

Indépendamment des responsabilités civiles ou pénales susceptibles d'être mises en jeu par les victimes, les sanctions prévues à l'article L163-4 du code forestier sont applicables à l'encontre des personnes ayant causé un incendie de forêt.

ARTICLE 4 : RESPONSABILITES

L'observation des prescriptions du présent arrêté n'entraîne aucune exemption des responsabilités civiles et pénales qui seraient encourues par les responsables d'incendies causés par des feux qui auraient été autorisés et convenablement allumés et surveillés.

ARTICLE 5 : MESURES DE PUBLICITE ET COMMUNICATION

Le présent arrêté et le règlement ainsi approuvés feront l'objet des mesures de publicité et de communication ci-après définies :

- insertion au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Dordogne,
- affichage à la préfecture de Dordogne, dans les sous-préfectures ainsi que dans les collectivités citées à l'article 6 pendant au moins un mois à compter de la notification,
- notification aux gestionnaires des réseaux cités aux articles 7, 8 et 9 du titre III du règlement,
- communication sur place à toute personne physique ou morale qui en ferait la demande par mise à disposition de l'ensemble des documents en préfecture, en sous-préfecture ainsi qu'auprès des collectivités citées à l'article 6, aux jours et heures habituels d'ouverture et reproduction utile dans ces mêmes lieux aux tarifs en vigueur.

ARTICLE 6 : NOTIFICATION ET EXECUTION

Le présent arrêté et le règlement ainsi approuvés seront notifiés pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à :

- M. le président du conseil général de la Dordogne,
- MM. les maires des communes du département de la Dordogne,
- MM. le secrétaire général et le directeur de cabinet de la préfecture de la Dordogne,
- MM. les sous-préfets d'arrondissement,

Annexes

Arrêtés

- M. le directeur départemental des territoires de la Dordogne,
- M. le directeur du service départemental d'incendie et de secours de la Dordogne,
- M. le commandant du groupement de gendarmerie de la Dordogne,
- M. le directeur de l'agence interdépartementale de l'office national des forêts,
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Aquitaine,
- M. le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- M. le chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques

Fait à Périgueux, le 14 MARS 2013

Le préfet



Jacques Billant

Annexes

Arrêtés

| N° INSEE | Communes | NATUREL | | TECHNOLOGIQUE | | SISMIQUE |
|--------------|------------------------------------|----------------|--------------------------|----------------|----------------|----------|
| | | PPRN prescrits | PPRN approuvés | PPRT prescrits | PPRT approuvés | Zonage |
| 24115 | Château l'Évêque | | I - A | | | 1 |
| 24118 | Chenaud | | | | | 2 |
| 24119 | Cherval | | | | | 2 |
| 24123 | Clermont de Beauregard | | I | | | 1 |
| 24128 | Comberanche et Epeluche | | | | | 2 |
| 24129 | Condat sur Trincou | | I | | | 1 |
| 24130 | Condat sur Vézère | | I | | | 1 |
| 24131 | Connezac | | | | | 2 |
| 24133 | Coquille (La) | | | | | 2 |
| 24134 | Corgnac sur l'Isle | I | | | | 1 |
| 24137 | Coulaures | I | | | | 1 |
| 24138 | Coulounieix-Chamiers | I (révisé) | I - Mvta | | | 1 |
| 24139 | Coursac | | A | | | 1 |
| 24140 | Cours de Pile | | I | | X | 1 |
| 24141 | Coutures | | | | | 2 |
| 24142 | Coux et Bigaroque | | I | | | 1 |
| 24143 | Couze et Saint-Front | | I | | X | 1 |
| 24144 | Creysac | | I | | | 2 |
| 24145 | Creysse | | I (Cadeaux) I (Cordagne) | | | 1 |
| 24147 | Cubjac | I | | | | 1 |
| 24150 | Daglan | | I | | | 1 |
| 24152 | Domme | | I - Mvt | | | 1 |
| 24154 | Douchapt | | I | | | 1 |
| 24157 | Douzillac | | I | | | 1 |
| 24162 | Escoire | I | | | | 1 |
| 24163 | Etouars | | | | | 2 |
| 24167 | Eymet | | I | | | 1 |
| 24168 | Plaisance | | I | | | 1 |
| 24172 | Eyzies de Tayac Sireuil (Les) | | I | | | 1 |
| 24178 | Festalemps | | | | | 2 |
| 24179 | Feuillade (La) | | I | | | 1 |
| 24180 | Firbeix | | | | | 2 |
| 24182 | Fleix (Le) | | I | | X | 1 |
| 24188 | Fossemagne | | I | | | 1 |
| 24190 | Fouleix | | I | | | 1 |
| 24194 | Gardonne | | I | | | 1 |
| 24198 | Gonterie Boulouneix (La) | | | | | 2 |
| 24199 | Gout Rossignol | | | | | 2 |
| 24200 | Grand Brassac | | I | | | 2 |
| 24203 | Graulges (Les) | | | | | 2 |
| 24207 | Groléjac | | I | | | 1 |
| 24209 | Hautefaye | | | | | 2 |
| 24214 | Javerlhac et La Chapelle St-Robert | | | | | 2 |
| 24221 | Rudeau Ladosse | | | | | 2 |
| 24222 | Force (La) | | I | | | 1 |
| 24223 | Lalinde | | Mvt - I | | X | 1 |
| 24224 | Lamonzie Montastruc | | I | | | 1 |
| 24225 | Lamonzie Saint-Martin | | I | | | 1 |
| 24226 | Lamothe Montravel | | I | | | 1 |
| 24229 | Lardin Saint-Lazare (Le) | | I | | | 1 |
| 24235 | Léguillac de Cercles | | | | | 2 |
| 24237 | Lembras | | I | | | 1 |
| 24239 | Ligueux | | I | | | 1 |
| 24240 | Limeuil | | I (Cordagne et Vieux) | | | 1 |
| 24242 | Liorac sur Louyre | | I | | | 1 |
| 24243 | Lisle | | I | | | 1 |
| 24247 | Lusignac | | | | | 2 |
| 24248 | Lussas et Nontronneau | | | | | 2 |
| 24253 | Mareuil | | | | | 2 |
| 24254 | Marnac | | I | | | 1 |
| 24256 | Marsac sur l'Isle | I (révisé) | I - Mvta | | | 1 |
| 24260 | Mauzac et Grand Castang | | Mvt - I | | | 1 |
| 24262 | Meyac | I | | | | 1 |
| 24264 | Ménesplet | | I | | | 1 |
| 24269 | Mialet | | | | | 2 |
| 24270 | Milhac d'Auberoche | | I | | | 1 |
| 24271 | Milhac de Nontron | | | | | 2 |
| 24283 | Monsec | | | | | 2 |
| 24286 | Montagrier | | I | | | 1 |
| 24289 | Montcaret | | I | | | 1 |
| 24291 | Montignac | | I | | | 1 |

Annexes

Arrêtés



PRÉFET DE LA DORDOGNE

Direction départementale des territoires
Service : Eau, environnement et risques
Cité administrative
24016 – Périgueux cedex
Tél. : 05 53 45 56 62
Télécopie : 05 53 45 56 50

Arrêté n° DDT/SEER/RDPF/2015-005
portant modification de l'arrêté préfectoral n° 06 01 54 du 07 février 2006
relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers
sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le Préfet de la Dordogne,
Chevalier de la Légion d' Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L 125-5 et R 125-23 à R125-27 ;

Vu les décrets n° 2010-1254 et 2010-1255 du 22 octobre 2010 relatifs à la prévention
du risque sismique et aux nouvelles zones de sismicité ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 06 01 54 du 07 février 2006 modifié relatif à l'information des
acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et
technologiques majeurs dans le département de la Dordogne ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014146-0007 du 26 mai 2014 modifiant l'annexe à l'arrêté
préfectoral sus-visé ;

Considérant que le présent arrêté a pour objet la mise à jour de la liste des communes
où s'applique le droit à l'information sur les risques majeurs en application de l'article L
125-5 du code de l'environnement.

Considérant que la mise à jour concerne l'intégration des communes de ANTONNE-ET-
TRIGONANT, LE CHANGE, CORGNAC-SUR-L'ISLE, COULAURES, CUBJAC, ESCOIRE,
MAYAC, SAINT-JORY-LASBLOUX, SAINT-VINCENT-SUR-L'ISLE, SARLIAC-SUR-L'ISLE,
SAVIGNAC-LES-ÉGLISES, et la modification des communes de ANNESSE-ET-BEAULIEU,
BASSILLAC, BERGERAC, BOULAZAC, CARSAC-AILLAC, CASTELNAUD-LA-CHAPELLE,
CHANCELADE, CLERMONT-DE-BEAUREGARD, COULOUNIEIX-CHAMIERES, CREYSSE,
EYMET, FOULEIX, LAMONZIE-MONTASTRUC, LEMBRAS, LIORAC-SUR-LOUYRE,
MARSAC-SUR-L'ISLE, MONTREM, PERIGUEUX, PLAISANCE, RAZAC-D'EYMET, RAZAC-
SUR-L'ISLE, SAINT-AMAND-DE-VERGT, SAINT-ASTIER, SAINT-AUBIN-DE-CADELECH,
SAINT-CYPRIEN, SAINT-FELIX-DE-VILLADEIX, SAINT-GEORGES-DE-MONTCLARD,

Annexes

Arrêtés

SAINT-LAURENT-DES-BATONS, SAINT-MARTIN-DES-COMBES, SAINT-MICHEL-DE-VILLADEIX, SAINT-PARDOUX-LA-RIVIERE, SAINT-SAUVEUR, SERRES-ET-MONTGUYARD, TRELISSAC.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Dordogne ;

ARRETE

Article 1^{er} : L'arrêté préfectoral n° 2014146-0007 du 26 mai 2014 modifiant l'annexe à l'arrêté préfectoral n° 06 01 54 du 07 février 2006 modifié précité est abrogé et remplacé par l'annexe n° 2015-01 du présent arrêté.

Article 2 : Une copie du présent arrêté est adressée aux maires des communes intéressées, ainsi qu'à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté et son annexe n° 2015-01 listant les communes où s'applique le droit à l'information sur les risques majeurs, sera affiché en mairie des communes concernées.

Ils seront de même publiés au recueil des actes administratifs des services de l'Etat en Dordogne et mentionnés dans le journal Sud-ouest.

Ils seront enfin accessibles sur le site internet de la préfecture www.dordogne.gouv.fr à la rubrique "*information acquéreurs et locataires (IAL)* "

Article 3 : Eu égard aux décrets n°2010-1254 et n°2010-1255 du 22 octobre 2010 relatifs à la prévention du risque sismique et aux zones de sismicités, la carte du département de la Dordogne déclinant les communes soumises à ce risque est annexée au présent arrêté (annexe n°2). Au niveau du département de la Dordogne, les communes mentionnées à l'article D563-8-1 du code l'environnement sont situées, soit en zone de sismicité 1 (très faible), soit en zone de sismicité 2 (faible).

Pour ce risque, l'obligation d'information des acquéreurs et des locataires ne s'applique que pour les communes concernées par les zones de sismicité de niveau 2 à 5.

Article 4 : En complément de l'information sur les sinistres prévue par l'article 3 de l'arrêté n° 06 01 54 du 07 février 2006 modifié, les arrêtés de catastrophes naturelles sont également consultables sur le site portail de la prévention des risques majeurs www.prim.net dans la rubrique « *ma commune face au risque majeur* ».

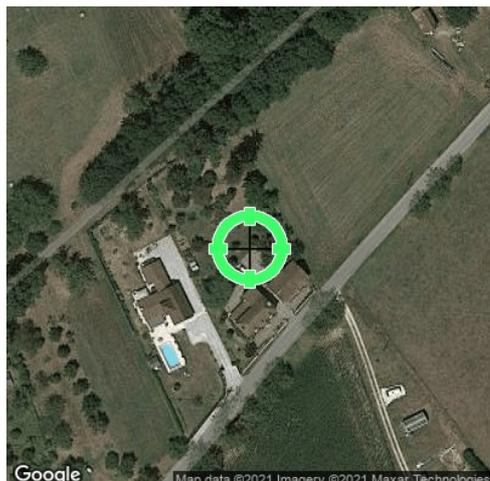
Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, Mmes et MM. les sous-préfets d'arrondissement, Mmes et MM. les chefs de service régional ou départemental et Mme ou M. le maire de la commune sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

Périgueux, le 26 octobre 2015

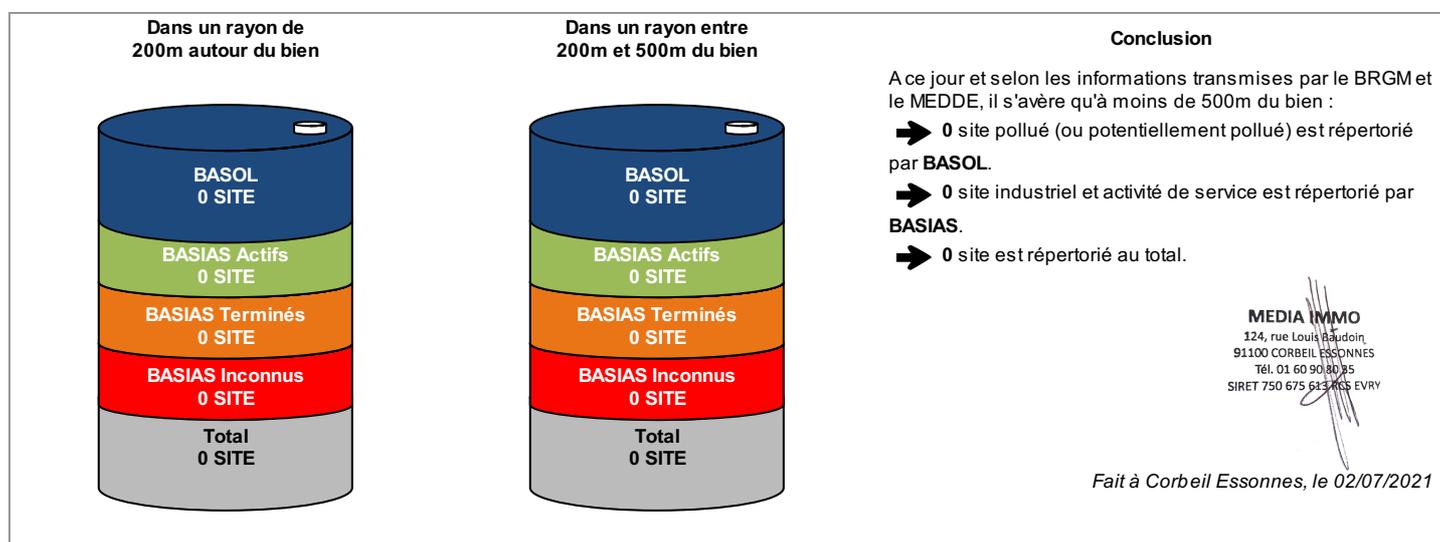
Le Préfet

Christophe BAY

Etat des Risques de Pollution des Sols (ERPS)*



| | |
|-----------------------------------|---|
| Réalisé en ligne** par | Media Immo |
| Pour le compte de | DIAG AGENCES |
| Numéro de dossier | DAB-2021-06-9944-MCO |
| Date de réalisation | 02/07/2021 |
| Localisation du bien | Route de la Tache LE PEYROU 24250 Groléjac |
| Section cadastrale | A 1909, A 22 |
| Altitude | 93.5m |
| Données GPS | Latitude 44.831025 - Longitude 1.28989 |
| Désignation du vendeur | Georges DUMONT |
| Désignation de l'acquéreur | |



* Ce présent document n'a pour but que de communiquer, A TITRE INFORMATIF, à l'acquéreur ou au locataire, les informations rendues publiques par l'Etat concernant les risques de pollution des sols.

** Media Immo réalise, sous sa seule responsabilité, l'ERPS du client. Ceci sous couvert que les informations de localisation du bien transmises par le client soient exactes et que les informations obtenues sur les bases de données BASOL et BASIAS et des futurs SIS soient à jour.

Document réalisé à partir des bases de données **BASIAS** et **BASOL**
(gérées par le **BRGM** - Bureau de Recherches Géologiques et Minières et le **MEDDE** - Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie)

SOMMAIRE

Synthèse de votre Etat des Risques de Pollution des Sols
Qu'est-ce que l'Etat des Risques de Pollution des Sols (ERPS) ?
Cartographie des sites situés à moins de 200m du bien et à moins de 500m du bien
Inventaire des sites situés à moins de 200m du bien, 500m du bien et non localisés

Qu'est-ce que l'ERPS ?

Ce document n'a pour but que de communiquer, A TITRE INFORMATIF, à l'acquéreur ou au locataire, les informations rendues publiques par l'Etat concernant les risques de pollution des sols.

Doit-on prévoir de prochains changements ?

Oui : En application du **Décret n°2015-1353 du 26 octobre 2015** prévus par l'article L.125-6 du code de l'environnement, l'actuel ERPS sera progressivement interprété par l'élaboration de **Secteurs d'Information sur les Sols**, plus communément appelés les **SIS** et seront intégrés à l'ERP.

Dans quels délais ?

Le décret nous informe que les pouvoirs publics territoriaux de chaque département doivent élaborer et valider les SIS **entre le 1er janvier 2016 et le 1er janvier 2019**.

Que propose Media Immo durant ces 3 ans ?

Jusqu'à la mise en application progressive des arrêtés préfectoraux relatifs aux SIS, **Media Immo** vous transmet, à **titre informatif**, les informations actuellement disponibles et rendues publiques par l'Etat à travers les bases de données **BASOL** et **BASIAS**.

Que signifient BASOL et BASIAS ?

➔ **BASOL** : **BA**se de données des sites et **SOL**s pollués (ou potentiellement pollués) par les activités industrielles appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif.

➔ **BASIAS** : Base de données d'**Anciens Sites Industriels et Activités de Service**, réalisée essentiellement à partir des archives et gérée par le **BRGM** (Bureau de **R**echerches **G**éologiques et **M**inières). **Il faut souligner qu'une inscription dans BASIAS ne préjuge pas d'une éventuelle pollution à son endroit.**

Comment sont établis les périmètres et attributs des futurs SIS ?

Le préfet élabore la liste des projets de SIS et la porte à connaissance des maires de chaque commune. L'avis des maires est recueilli, puis les informations de pollution des sols sont mises à jour grâce à la contribution des organismes participants. Ces secteurs seront représentés dans un ou plusieurs documents graphiques, à **l'échelle cadastrale**.

Qu'est-ce qu'un site pollué ?

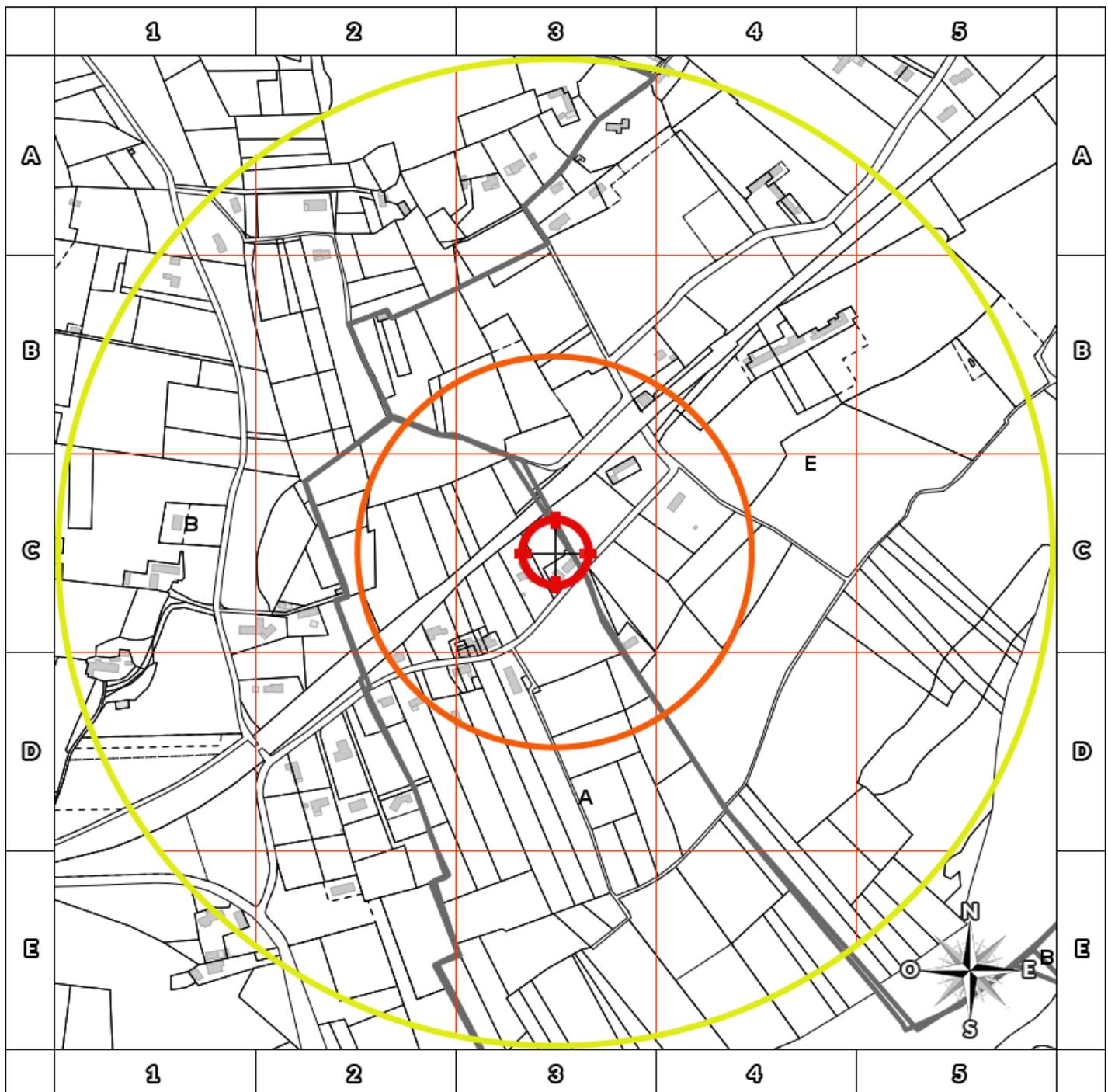
Un site pollué est un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pérenne pour les personnes ou l'environnement. Ces situations sont souvent dues à d'anciennes pratiques sommaires d'élimination des déchets, mais aussi à des fuites ou à des épandages de produits chimiques, accidentels ou pas. Il existe également autour de certains sites des contaminations dues à des retombées de rejets atmosphériques accumulés au cours des années voire des décennies.

Quels sont les risques si le vendeur ou le bailleur n'informe pas l'acquéreur ou le locataire ?

*« À défaut et si une pollution constatée rend le terrain impropre à la destination précisée dans le contrat, dans un délai de deux ans à compter de la découverte de la pollution, l'acquéreur ou le locataire a le choix de demander la **résolution du contrat** ou, selon le cas, de **se faire restituer une partie du prix de vente ou d'obtenir une réduction du loyer**. L'acquéreur peut aussi demander la **réhabilitation du terrain aux frais du vendeur** lorsque le coût de cette réhabilitation ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de vente ». (Extrait du Décret)*

Cartographie des sites

situés à moins de 200m du bien et à moins de 500m du bien



200m

-  BASOL : BAse de données des sites et SOLs pollués (ou potentiellement pollués)
-  BASIAS en activité : Base de données d'Anciens Sites Industriels et Activités de Service
-  BASIAS dont l'activité est terminée : Base de données d'Anciens Sites Industriels et Activités de Service
-  BASIAS dont l'activité est inconnue : Base de données d'Anciens Sites Industriels et Activités de Service
-  Emplacement du bien
-  Zone de 200m autour du bien
-  Zone de 500m autour du bien

Retrouvez sur cette cartographie un inventaire des sites pollués (ou potentiellement pollués) situés à moins de 500m du bien représentés par les pictos   et .

Chacun de ces pictos est détaillé sur la page suivante grâce à sa lettre et son numéro (A2, B4, ...) qui vous aideront à vous repérer sur la carte.

Inventaire des sites

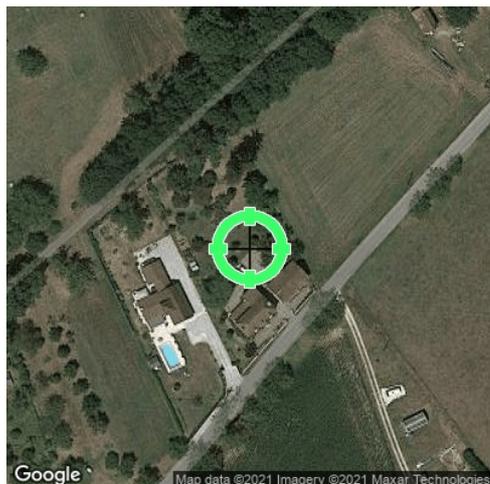
situés à moins de 200m du bien et à moins de 500m du bien

| Repère | Nom | Activité des sites situés à moins de 200m | Adresse | Distance (Environ) |
|--------------------------------|-----|---|---------|--------------------|
| Aucun résultat à moins de 200m | | | | |

| Repère | Nom | Activité des sites situés de 200m à 500m | Adresse | Distance (Environ) |
|-------------------------------|-----|--|---------|--------------------|
| Aucun résultat de 200m à 500m | | | | |

| Nom | Activité des sites non localisés | Adresse |
|-------------------------|----------------------------------|---------|
| Aucun site non localisé | | |

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)*



| | |
|-----------------------------------|---|
| Réalisé en ligne** par | Media Immo |
| Pour le compte de | DIAG AGENCES |
| Numéro de dossier | DAB-2021-06-9944-MCO |
| Date de réalisation | 02/07/2021 |
| Localisation du bien | Route de la Tache LE PEYROU 24250 Groléjac |
| Section cadastrale | A 1909, A 22 |
| Altitude | 93.5m |
| Données GPS | Latitude 44.831025 - Longitude 1.28989 |
| Désignation du vendeur | Georges DUMONT |
| Désignation de l'acquéreur | |

RÉFÉRENCES

Seules sont concernées les ICPE suivies par les DREAL (Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement) pour la majorité des établissements industriels et les DD(CS)PP (Directions départementales (de la cohésion sociale et) de la protection des populations) pour les établissements agricoles, les abattoirs et les équarrissages et certaines autres activités agroalimentaires, avec distinction en attribut du type d'ICPE (SEVESO, IPPC, Silo, Carrière, Autres), de l'activité principale et des rubriques de la nomenclature des installations classées pour lesquelles l'établissement industriel est autorisé.

GÉNÉALOGIE

Cette base contient les installations soumises à autorisation ou à enregistrement (en construction, en fonctionnement ou en cessation d'activité). Les données proviennent d'une extraction de la base de données fournie par le Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie (MEDDE) et la géolocalisation est effectuée sur la base des coordonnées Lambert indiquées dans l'extraction.

QUALITÉ DES DONNÉES

Le niveau de précision de la localisation indiqué en attribut pour chaque ICPE est variable ; Elles peuvent être localisées au Centre de la commune concernée, à l'adresse postale, à leurs coordonnées précises ou leur valeur initiale.

*** Ce présent document n'a pour but que de communiquer, A TITRE INFORMATIF, à les informations rendues publiques par l'Etat.**

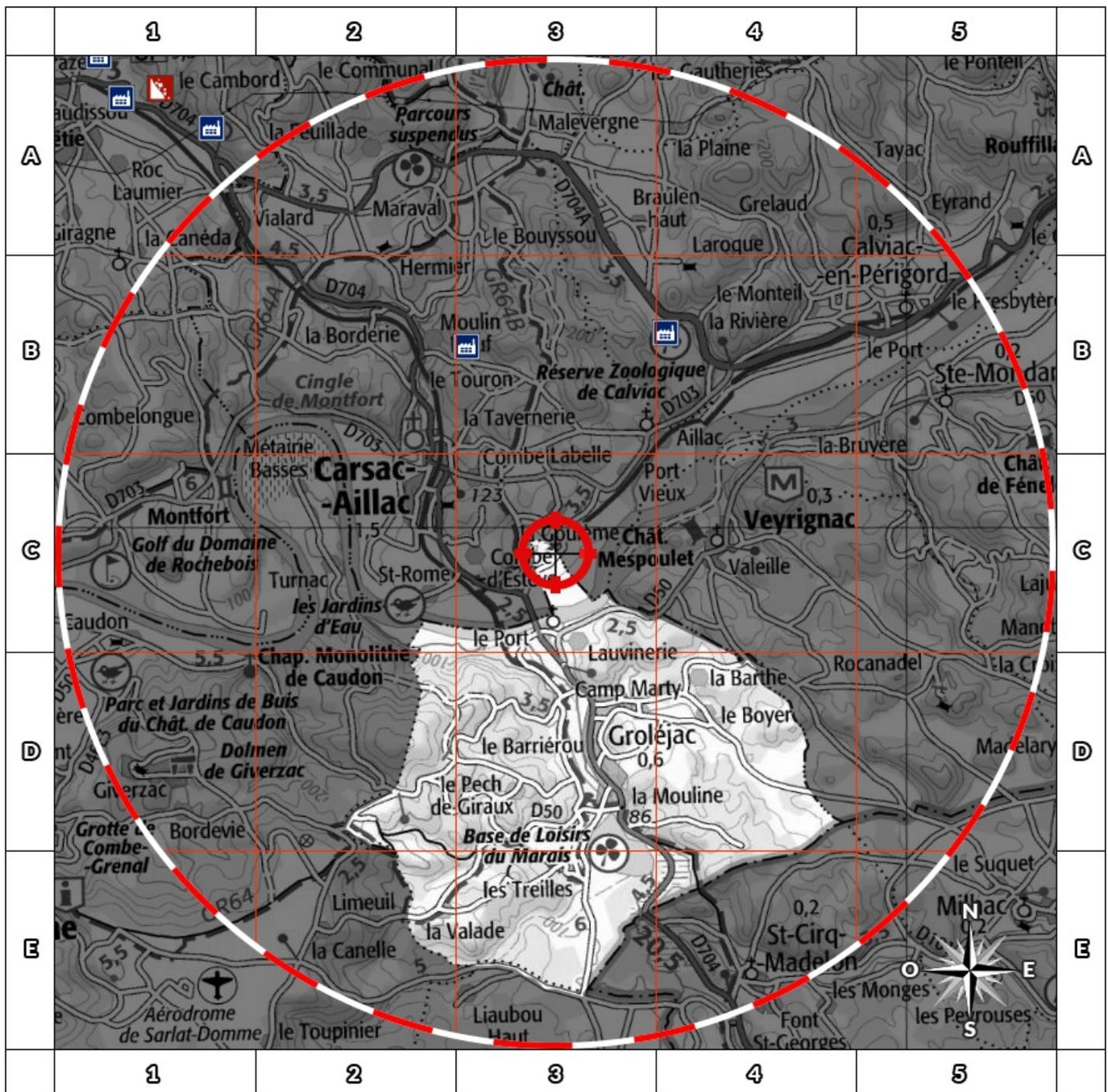
**** Media Immo réalise, sous sa seule responsabilité, l'ICPE du client. Ceci sous couvert que les informations de localisation du bien transmises par le client soient exactes et que les informations obtenues sur les bases de données soient à jour.**

SOMMAIRE

Synthèse des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Cartographie des ICPE
Inventaire des ICPE

Cartographie des ICPE

Commune de Groléjac



- | | |
|---|---|
|  Usine Seveso |  Elevage de porc |
|  Usine non Seveso |  Elevage de bovin |
|  Carrière |  Elevage de volaille |
|  Emplacement du bien |  Zone de 500m autour du bien |

Retrouvez sur cette cartographie un inventaire des Installations Classées pour le Protection de l'Environnement situées à moins de 500m du bien représentées par les pictos      et .

Chacun de ces pictos est détaillé sur la page suivante grâce à sa lettre et son numéro (A2, B4, ...) qui vous aideront à vous repérer sur la carte.

Inventaire des ICPE

Commune de Groléjac

| Repère | Situation | Nom | Adresse | Etat d'activité Régime | Seveso Priorité Nationale |
|---|-----------|-----|---------|---------------------------|------------------------------|
| ICPE situées à moins de 5000m du bien | | | | | |
| Aucun ICPE à moins de 5000m du bien sur la commune Groléjac | | | | | |

| Nom | Adresse | Etat d'activité Régime | Seveso Priorité Nationale |
|--|---------|---------------------------|------------------------------|
| ICPE situées à plus de 5000m du bien | | | |
| Aucun ICPE à plus de 5000m du bien sur la commune Groléjac | | | |

Etat des nuisances sonores aériennes

En application des articles L 112-3 et L 112-9 du Code de l'Urbanisme



| | |
|-----------------------------------|---|
| Réalisé en ligne* par | DIAG AGENCES |
| Numéro de dossier | DAB-2021-06-9944-MCO |
| Date de réalisation | 02/07/2021 |
| Localisation du bien | Route de la Tache LE PEYROU 24250 Groléjac |
| Section cadastrale | A 1909, A 22 |
| Altitude | 93.5m |
| Données GPS | Latitude 44.831025 - Longitude 1.28989 |
| Désignation du vendeur | Georges DUMONT |
| Désignation de l'acquéreur | |

* Media Immo réalise, sous sa seule responsabilité, l'ENSA du client. Ceci sous couvert que les informations de localisation du bien transmises par le client soient exactes et que les informations obtenues sur les bases de données soient à jour.

EXPOSITION DE L'IMMEUBLE AU REGARD D'UN OU PLUSIEURS PLANS D'EXPOSITION AU BRUIT

| | |
|------------|----------------------|
| Non exposé | 000 A 1909, 000 A 22 |
|------------|----------------------|

SOMMAIRE

Synthèse de votre Etat des Nuisances Sonores Aériennes
Imprimé Officiel (feuille rose/violette)
Cartographie
Prescriptions d'Urbanisme applicables dans les zones de bruit des Aérodrômes

Etat des nuisances sonores aériennes

En application des articles L 112-3 et L 112-9 du Code de l'Urbanisme

Les zones de bruit des plans d'exposition au bruit constituent des servitudes d'urbanisme (art. L. 112-3 du code de l'urbanisme) et doivent à ce titre être notifiées à l'occasion de toute cession, location ou construction immobilière.

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

n°

du

mis à jour le

Adresse de l'immeuble

Route de la Tache LE PEYROU
24250 Groléjac

Cadastre

A 1909, A 22

Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans d'exposition au bruit (PEB)

■ L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PEB

¹ oui non

révisé

approuvé

date

¹ si oui, nom de l'aérodrome :

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux d'insonorisation

² oui non

² si oui, les travaux prescrits ont été réalisés

oui non

■ L'immeuble est situé dans le périmètre d'un autre PEB

¹ oui non

révisé

approuvé

date

¹ si oui, nom de l'aérodrome :

Situation de l'immeuble au regard du zonage d'un plan d'exposition au bruit

> L'immeuble se situe dans une zone de bruit d'un plan d'exposition au bruit définie comme :

zone A ¹
forte

zone B ²
forte

zone C ³
modérée

zone D ⁴

¹ (intérieur de la courbe d'indice Lden 70)

² (entre la courbe d'indice Lden 70 et une courbe choisie entre Lden 65 et 62)

³ (entre la limite extérieure de la zone B et la courbe d'indice Lden choisie entre 57 et 55)

⁴ (entre la limite extérieure de la zone C et la courbe d'indice Lden 50). Cette zone n'est obligatoire que pour les aérodromes mentionnés au I de l'article 1609 quater viciés A du code général des impôts (et sous réserve des dispositions de l'article L. 112-9 du code de l'urbanisme pour les aérodromes dont le nombre de créneaux horaires attribuables fait l'objet d'une limitation réglementaire sur l'ensemble des plages horaires d'ouverture).

Nota bene : Lorsque le bien se situe sur 2 zones, il convient de retenir la zone de bruit la plus importante.

Documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des nuisances prises en compte

Consultation en ligne sur <https://www.geoportail.gouv.fr/donnees/plan-dexposition-au-bruit-peb>
Plan disponible en Prefecture et/ou en Mairie de Groléjac

Vendeur - Acquéreur

Vendeur

Georges DUMONT

Acquéreur

Date

02/07/2021

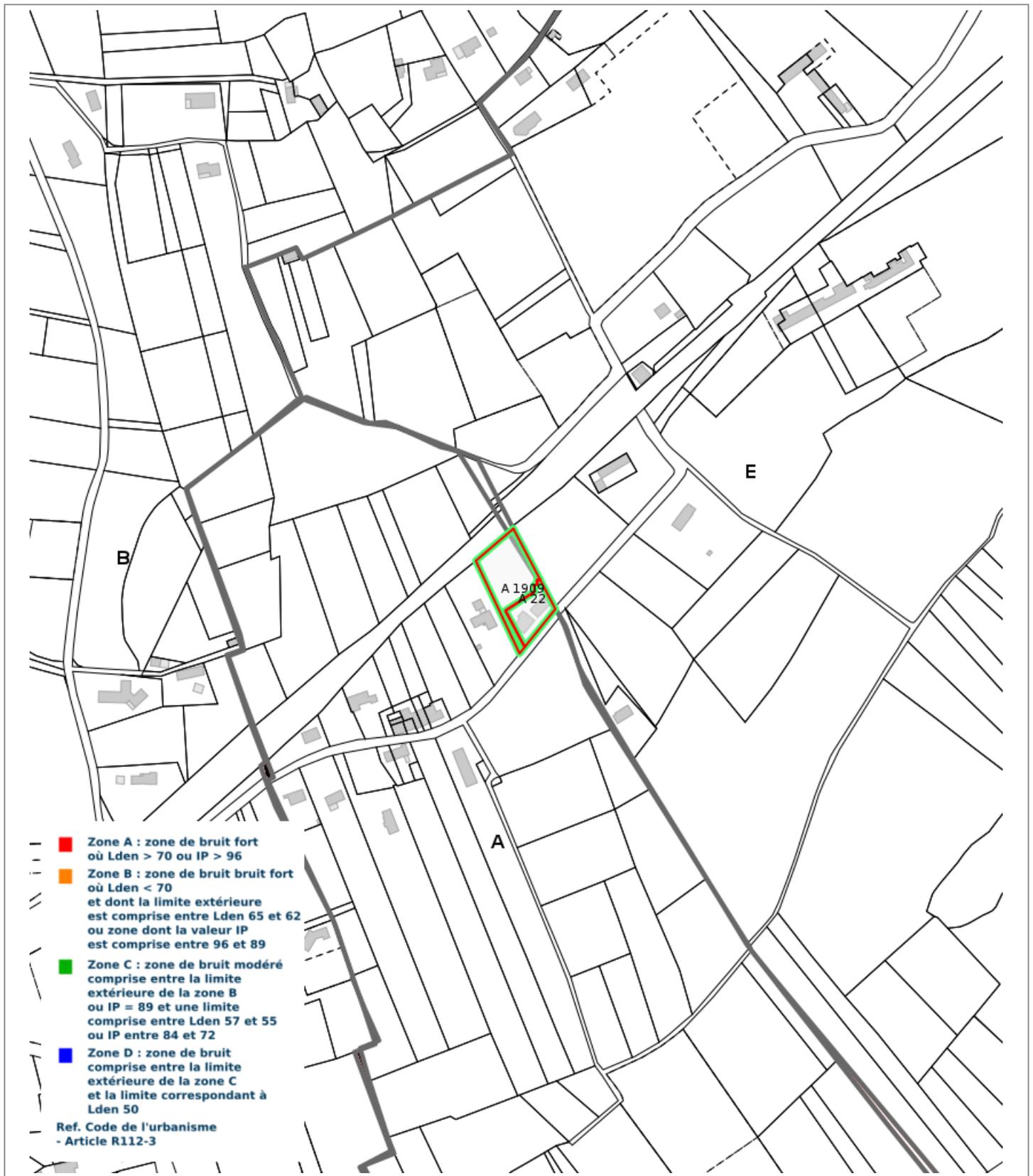
Fin de validité

02/01/2022

Cet état, à remplir par le vendeur ou le bailleur, est destiné à être intégré au dossier de diagnostics technique - DDT (annexé, selon le cas, à la promesse de vente ou, à défaut de promesse, à l'acte authentique de vente et au contrat de location ou annexé à ces actes si la vente porte sur un immeuble non bâti) et à être annexé à l'acte authentique de vente et, le cas échéant, au contrat préliminaire en cas de vente en l'état futur d'achèvement.

Information sur les nuisances sonores aériennes. Pour en savoir plus, consultez le site Internet du ministère de la transition écologiques et solidaire
<https://www.ecologie-solidaire.gouv.fr/>

Cartographie du Plan d'Exposition au Bruit



Prescriptions d'Urbanisme applicables dans les zones de bruit des Aérodrômes



PRESCRIPTIONS D'URBANISME APPLICABLES DANS LES ZONES DE BRUIT DES AERODROMES

| CONSTRUCTIONS NOUVELLES | ZONE A | ZONE B | ZONE C | ZONE D |
|--|---|--------|--|--------|
| Logements nécessaires à l'activité de l'aérodrome, hôtels de voyageurs en transit | | | | |
| Logements de fonction nécessaires aux activités industrielles ou commerciales admises dans la zone | dans les secteurs déjà urbanisés | | | |
| Immeubles d'habitation directement liés ou nécessaires à l'activité agricole | dans les secteurs déjà urbanisés | | | |
| Immeubles d'habitation directement liés ou nécessaires à l'activité aéronautique | s'ils ne peuvent être localisés ailleurs | | | |
| Constructions à usage industriel, commercial et agricole | s'ils ne risquent pas d'entraîner l'implantation de population permanente | | | |
| Equipements publics ou collectifs | s'ils sont nécessaires à l'activité aéronautique ou indispensables aux populations existantes | | | |
| Maisons d'habitation individuelles non groupées | | | si secteur d'accueil déjà urbanisé et desservi par équipements publics sous réserve d'un faible accroissement de la capacité d'accueil | |
| Immeubles collectifs à usage d'habitation | | | | |
| Habitat groupé (lotissement, ...) parcs résidentiels de loisirs | | | | |

| HABITAT EXISTANT | ZONE A | ZONE B | ZONE C | ZONE D |
|---|--|--------|---|--------|
| Opérations de rénovation, de réhabilitation, d'amélioration, d'extension mesurée ou de reconstruction des constructions existantes | sous réserve de ne pas accroître la capacité d'accueil d'habitants exposés aux nuisances | | | |
| Opérations de réhabilitation et de réaménagement urbain pour permettre le renouvellement urbain des quartiers ou villages existants | | | si elles n'entraînent pas d'augmentation de la population soumise aux nuisances sonores | |

| CONSTRUCTIONS NOUVELLES ET HABITAT EXISTANT | | |
|---|--------------------------|--------------|
| autorisé sous réserve de mesures d'isolation acoustique | autorisé sous conditions | Non autorisé |

© DGAC 2004